Not to be taken away

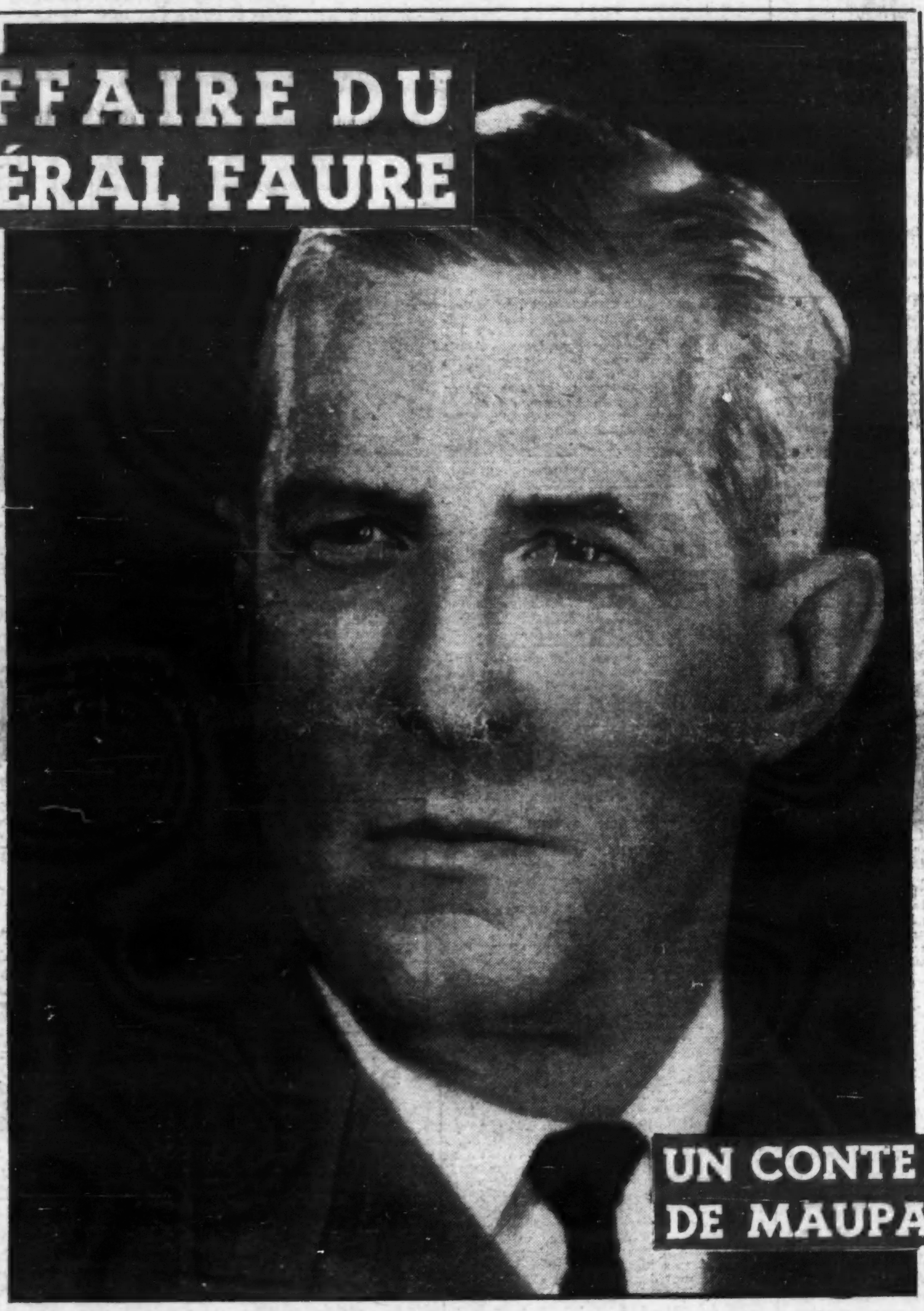
MAURIAC PARLE DE MALRAUX (page 32)

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME UNI
BIBLIOTHÈQUE
0828

L'EXPRESS

11 JANVIER 1957. — N° 290 100 FR. ALGÉRIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

L'AFFAIRE DU GÉNÉRAL FAURE



UN CONTE INÉDIT DE MAUPASSANT

LE GÉNÉRAL JACQUES FAURE
« Alors, on ne salue plus ? »
(Jacques Prévert - Paroles.)

* * * * *

« L'EXPRESS »

91, *Champs-Elysées, Paris (8e)*
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER (rappelé)

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

L'œuvre du passé

Pour nous le général de Gaulle est resté au sommet où il continue à maintenir le culte de la souveraineté française.

Il a été et reste l'âme de la résistance et des héros anonymes qui se sacrifièrent pour que vive la France avec ses possessions d'outre-mer.

Il a sauvé à la fois l'essentiel et l'avenir du pays.

De même qu'hier, nous lui manifestons notre reconnaissance et gardons l'espoir qu'il continuera l'œuvre du passé.

Mouvement contre les menées antinationales,
Nancy.

On peut s'inquiéter

De votre document « Le cas de Gaulle », une impression se dégage :

1) Du point de vue humain, la position du Général était difficilement soutenable. Qu'est-ce que cette « France intemporelle », en dehors de « l'hexagone peuplé de Français en chair et en os » ?

2) Du point de vue juridique, l'explication du Général repose entièrement sur un sophisme.

Il n'y a dans ma lettre aucune acrimonie contre le personnage. On peut simplement se demander, par un réflexe que je crois naturel et sain, s'il est vraiment souhaitable pour la France qu'un tel théoricien serve de guide à une nouvelle politique. François Mauriac (et Dieu sait quelle admiration j'ai pour lui) glisse souvent dans ses notes une petite allusion à l'homme providentiel. « L'Express » lui-même se prend quelquefois à rêver d'une autre expérience gaulliste. Avouez que l'on peut s'inquiéter à bon droit.

Ceci dit, il me reste à féliciter « L'Express » pour la valeur des documents qu'il offre à ses lecteurs et pour le courageux et lucide combat qu'il mène chaque semaine.

Jean Marche,
Fontainebleau.

Libéral, mais dans les deux sens

Suite à l'article sur M. Moalla, Tunisien, inspecteur des finances.

Deux jeunes Français sollicitaient et obtenaient de la « Direction de l'Instruction publique » un poste d'instituteur intérimaire en Tunisie, l'un — M. Raymond Bonin, de Marseille — en octobre 1953, l'autre — M. René Garenne, de Sézanne — en février 1954.

Ils partirent et vécurent dans des bleds du Sud-Tunisien, enseignèrent le français et le calcul à des gosses musulmans, travaillèrent durement, tuèrent des milliers de puces et quelques centaines de scorpions — jusque sous leurs lits — exercèrent les « métiers » de chef de cantine, infirmier, écrivain public et j'en passe. Ils parvinrent néanmoins à travailler pour eux-mêmes et furent reçus au C.A.P. en mars 1955.

En octobre 1955, on leur confiait la direction d'écoles déjà importantes de 6 et 7 classes. Ils attendaient légitimement leur titularisation pour janvier 1956.

Entre temps, les conventions franco-tunisiennes avaient autorisé la mue de la « Direction de l'Instruction publique en Tunisie » en un « ministère de l'Education nationale tunisien ». S'appuyant sur un décret beylical, « interdisant la titularisation de tout fonctionnaire étranger », le ministère refusait de titulariser M. Bonin, M. Garenne et quelque 80 jeunes Français placés dans la même situation.

Au 1er octobre dernier, M. Bonin et M. Garenne se retrouvaient « Gros-Jean comme devant » intérimaires à vie, appelés à vivre (voir définition ci-dessus) toute leur carrière sans espoir d'avancement.

M. Bonin voulant continuer à espérer est néanmoins reparti en octobre. Il est actuellement instituteur *intérimaire*, directeur de l'école de Hamadi de Zarzis (9 classes maintenant). Il vient de m'écrire : « La vie devient impossible ici : vexations, brimades. Je rentre en France en juin ».

M. Garenne, qui a une femme et deux enfants, a résolu de rester en France pour assurer leur subsistance certaine. Mais l'administration française n'a pu l'embaucher que comme « remplaçant » puisque l'administration tunisienne ne l'avait pas titularisé. Or il se trouve que M. Garenne a contracté une affection tuberculeuse.

Comme instituteur remplaçant, il n'a droit qu'à deux mois de traitement plein et deux mois de demi-traitement. C'est-à-dire que le 15 mars M. Garenne, sa femme et ses enfants, seront dénués de toutes ressources. Ce M. Garenne, c'est moi. Croyez que j'ai beaucoup de reconnaissance pour le gouvernement tunisien (...).

J'étais un « Français libéral ». Je suis un « Français libéral ». Vous me feriez plaisir en informant M. Moalla de la différence de comportement à l'égard des « étrangers » de l'administration française et de la tunisienne (...).

Croyez bien que je reste un partisan convaincu d'une politique libérale... mais qui s'exerce dans les deux sens.

René Garenne,
Châlons-sur-Marne.

La grande espérance

Nous vous remercions d'avoir publié le texte complet du discours de M. André Philip au Conseil national de la S.F.I.O. Vraiment, il méritait cette publicité et la plus large diffusion (...).

Citoyens libres, n'étant enchaînés par aucun parti ni doctrine, nous constatons que si les tanks russes en Hongrie ont écrasé toute possibilité d'unification ouvrière en France (et dans le monde), si la hiérarchie catholique, en prenant publiquement position en faveur de la « pacification en Algérie, a ligoté, neutralisé les travailleurs chrétiens, rendent impossible toute action syndicale d'envergure (...), la politique du gouvernement Guy Mollet a anéanti la « grande espérance » qu'avait fait naître dans le cœur des travailleurs l'avènement du socialisme aux rênes du pouvoir.

Michel Fantasia,
retraité de l'E.D.F.
(Mécanicien-monteur,
chef ouvrier), syndiqué
C.G.T. depuis 30 ans.

Les rappelés et l'impôt

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir ouvrir les colonnes du Courrier de « L'Express » à la requête suivante. Il s'agit de la majoration de 10 % au titre du Fonds National de Solidarité. Quand cet impôt nouveau a été institué, il a été déclaré, si j'ai bonne mémoire (il est vrai qu'à cette époque j'étais en Algérie), que les rappelés en seraient exempts. Au reçu de ma feuille d'avertissement, ce matin, je me suis aperçu qu'il n'en était rien : la majoration y figure en bonne place, et les inspecteurs des Finances alertés déclarent ne pas être au courant et ne pas avoir reçu d'instructions à ce sujet.

Cette façon de procéder n'est, à mon avis, pas très honnête. Je pense qu'on a déjà pas mal demandé à ceux des disponibles qui ont été rappelés, en les éloignant pendant plus de six mois de leur famille, de leur travail. Or, ils sont à peine revenus en métropole que c'est pour y trouver non seulement leur feuille d'impositions normales (avec poursuites s'ils ne respectent pas les délais), mais également ces impôts nouveaux à l'établissement desquels on avait solennellement déclaré qu'ils en seraient exempts.

Roland Bauchot,
Paris.

L'exemple suisse

Vous permettrez à un fidèle lecteur et abonné suisse de « L'Express » de faire quelques remarques à la suite de l'article paru dans votre numéro du 21 décembre concernant la réaction helvétique aux événements de Hongrie (...).

Si notre population a été particulièrement indignée par la répression en Hongrie, ses protestations sont toujours restées dans la dignité que commandaient les circonstances. A part quelques vitres cassées à Bâle et à Genève, on n'a pas assisté aux hystériques et inutiles déchaînements de colère qui eurent lieu dans certains pays européens.

Quant à l'initiative saugrenue des étudiants bernois (qui ont distribué des modes d'emploi de cocktails Molotov), je puis vous assurer, étant moi-même un dirigeant étudiant romand, qu'elle a été très mal accueillie par la grande majorité de la population, de la presse, et des étudiants (particulièrement en Suisse romande).

A l'exception de quelques rares excités, le peuple suisse est resté calme en face des événements internationaux. Il a approuvé entièrement l'action de son gouvernement, la proposition de Conférence à Cinq (que la France a commis l'erreur de ne pas accepter), et les paroles très fermes de M. Petitpierre, chef du Département politique fédéral, qui auraient pu servir d'exemple à de nombreux Etats neutres (je pense en particulier à l'Inde).

Jean-Paul Chapuis,
étudiant en droit,
Lausanne.

Honte aux chiffres

Les quelques lignes que vous consacrez dans votre dernier numéro à la tragédie du Mont Blanc, établissent un bilan financier.

Cela situe immédiatement votre opinion sur le sujet.

La vie d'un individu, en péril de mort, quel qu'il soit et quelles que soient les bêtises qu'il ait pu commettre — et il ne semble pas que ces deux alpinistes aient été ou des novices ou mal préparés à l'entreprise qu'ils tentaient — ne s'évalue pas en millions ni même en milliards de francs.

Quoique l'annonce de la décision de suspendre le sauvetage ait laissé une sensation atroce, alors que ces deux garçons avaient été repérés, avaient été approchés et qu'ils n'étaient, peut-être, pas encore morts, il appartient à celui ou à ceux qui ont pris cette décision de savoir si, même avec tous les risques, ils ont tenté tout ce qu'il était humainement possible de faire.

Maintenant il est en tout cas indécent d'étaler des chiffres et de raisonner. N'abîmez pas au moins leur passion de la montagne, ni un idéal dont il ne semble pas qu'en général vous soyez fort riches.

A. Pillivuyt,
Paris.

[Si l'on refuse « à étaler des chiffres et à raisonner », il y aura encore beaucoup de tragédies du Mont Blanc.

L'idéal dont nous espérons être toujours riches, c'est d'avoir le goût du courage et du risque, mais avec les yeux ouverts sur la vérité.]

Pas un seul !...

A Stockholm, le 10 décembre dernier, Sa Majesté le Roi de Suède remettait les prix Nobel de l'année et parmi les trois lauréats de la médecine figurait le docteur André Cournand.

Le docteur André Cournand, né à Paris, de parents français, a fait toute la guerre de 1914-1918, ainsi que ses deux frères dans l'armée française — lui et un de ses frères dans l'infanterie, le 3e dans l'aviation. Il a fait toutes ses études de médecine à Paris et il est interne des hôpitaux de Paris. Il est parti en 1930 aux Etats-Unis où les moyens ont été mis à sa disposition qui lui ont permis, avec ses deux co-lauréats, de faire l'admirable découverte récompensée par l'attribution du prix Nobel.

Les plus importantes personnalités suédoises s'étaient dérangées pour cette remise solennelle des prix. De l'ambassadeur de France au concierge de l'ambassade de France, pas un seul de ces fonctionnaires payés par nous, pour nous représenter en Suède, n'a daigné se déranger et même donner le moindre signe de vie au docteur André Cournand pendant son séjour à Stockholm.

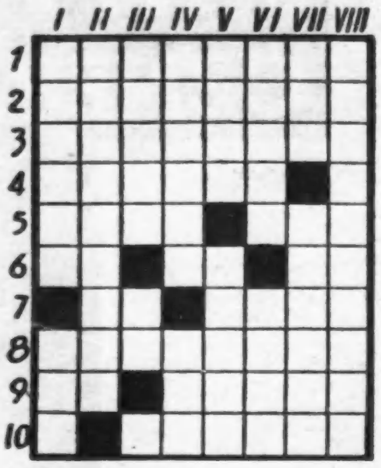
Paul Planus,
Neuilly.

Une erreur

Deux lignes ont sauté dans notre précédent numéro à la fin de l'étude de M. Herbert Lüthy, intitulée « Le cas de Gaulle ».

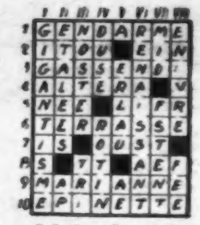
Nous indiquions à nos lecteurs que le texte intégral de Herbert Lüthy a été publié par la revue « Preuves » dans son numéro 69 (nov. 56). Précisons également que cette revue en détient le copyright pour tous pays.

Mots croisés n° 65



HORIZONTALEMENT. — 1. C'est œuvre de prêtre, d'avocat ou de critique dramatique. — 2. Dehors, pour une balle. — 3. Les auteurs d'un forfait le restent plus volontiers que ceux d'un roman. — 4. Est à la tête. — 5. C'est le propre du strip-tease. Portugais qui a bien fini. — 6. Symbole qui peut intéresser la cuisinière. Suit souvent le docteur. Sans intérêt pour le navigateur. — 7. Finit sur la paille. Produire une certaine impression. — 8. Concurrent du vieux marc. — 9. Début très connu d'un second vers, bien ignoré. Vosgienne qui file vers le Midi. — 10. Grasse est sa voisine.

VERTICALEMENT. — I. Du champ au col. Le plus récent, ou à peu près, a perdu sa mutité. — II. Qualifie une protection contre un danger invisible. — III. Cassé par une bonne denture ou une mauvaise langue. Homme, à l'orthographe près. — IV. Supporte la couronne. Contemporain de Salomon. — V. Mauvais, dans l'inquiétude. Ecrivain français ou ville de Pologne. — VI. Pour transporter de l'eau ou des biscuits. Marron ou châtaigne. — VII. A bout de course, en remontant. Sa sœur évoque pathétiquement sa blessure et sa mort, dans l'abandon. — VIII. Actif.



Solution du n° 64

Commissariat à l'Energie Atomique, Centre de MARCOULE, recherche spécialistes du Contrôle et de régulation connaissant bien l'appareillage pneumatique, libérés obligations militaires. Logement assuré à titre onéreux. Ecrire C.E.A. Centre MARCOULE - CHUSCLAN (Gard)

Importante Société Radio-Electrique recherche :
INGENIEUR Technico-Commercial
(semi-conduct.) format. Gdes Ecoles (X - SUPELEC et TELECOMM.) Env. C.V. manusc. à n° 36.972 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er) qui tr.

Recherchons PROPRIETES
Agence LAGRANGE
34, rue Pasquier - PARIS

Tirage des I.P.R.
(R. Séguin)
10, r. du Faub.-Montmartre,
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

11 JANVIER 1957 — L'EXPRESS — 4e ANNEE. — N° 290

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- La Semaine.
- L'affaire Faure ...... p. 3
- Réveiller la France .. p. 4
- **L'Armée présente ses vœux, par ★★★. p. 5**
- Communistes : L'innocence rétroactive .... p. 6
- En deux mots ...... p. 7

Les affaires étrangères

- Angleterre : GOOD BYE, SIR... .... p. 7
- **L'Amérique compte ses atouts, par *Maurice Duverger*.. p. 8**
- Japon, U.R.S.S. .... p. 8
- Etats-Unis ...... p. 9, 10

Actualités

- Je, tu, il.
- Oh ! pardon.
- Radio, Montagne .. p. 11
- Assurances. Etudiants. Test .... p. 12
- **Chat, chat, chat... p. 24**
- Architecture, Médecine p. 24

La marche des idées

- Un grand reportage : La Chine dans le virage ...... pp. 13, 14 15
- **La bataille de la rive gauche.. pp. 16, 17**
- L'essentiel d'un livre : *Le cauchemar du travail en miettes* ...... pp. 18, 19

Paris en parle

- **Ce puritain de Shaw, par *Kingsley Martin*. p. 22**
- Théâtre, Cinéma .... p. 22
- Musique, Variétés, Exposition, Disques ...... p. 23

Lettres

- Claude Roy et le sens des mots .... p. 25
- Traductions, Théâtre p. 25
- On vous en parlera, Début, Voyages, Sociologie.. p. 26
- Maupassant, conteur du plaisir .... p. 27
- Politique .... p. 27
- **UN CONTE INEDIT DE MAUPASSANT : *Le condamné à mort*. p. 28**

Les pages au féminin

- Madame Express cherche un chapeau, Travail, Soldes, Recette .... p. 29
- Blanc, Essais, Pas cher .... pp. 30, 31

Et

- **LE BLOC-NOTES de *François MAURIAC*. p. 32**

LES AFFAIRES FRANÇAISES

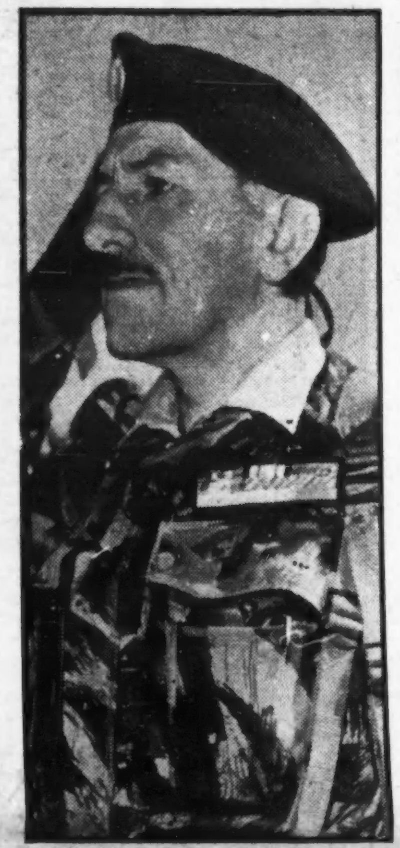
LA SEMAINE

Le mur

A huit jours de la rentrée parlementaire et à l'approche de l'échéance algérienne devant l'O.N.U., prévue pour les premiers jours de février, tous les éléments en jeu dans l'affaire d'Algérie, pratiquement immobiles depuis près d'un an, se sont brusquement mis en mouvement cette semaine.

Le gouvernement d'abord. La déclaration d'intentions rendue publique mercredi soir par M. Guy Mollet, contre l'avis de plusieurs ministres, est adressée surtout à l'O.N.U. Le président du Conseil se défend d'innover et, en effet, l'offre de cessez-le-feu inconditionnel n'est pas nouvelle mais elle est formulée de façon moins imprécise. (« Le gouvernement est prêt à tout instant à entrer en rapports officiels et directs avec ceux qui se battent pour régler avec eux les conditions générales du cessez-le feu »). Jamais non plus il n'avait été dit que « les modalités des élections pourront être fixées dans l'accord de cessez-le-feu ». Jamais enfin il n'avait été envisagé de faire garantir la neutralité de ces élections « par la présence d'observateurs venus de pays démocratiques ».

Cette dernière proposition est-elle une concession ou une précaution ? A New York, le représentant du F.L.N. algérien auprès de l'O.N.U., M. Yazid, demande l'envoi en Algérie d'observateurs des Nations Unies. Ceux-ci ne pourraient-ils être des « observateurs venus de pays démocratiques » ? Le ton nouveau du porte-parole du F.L.N. montre que, tout en répétant les formules habituelles sur « les aspirations algériennes à l'indépendance », l'état-major rebelle entend utiliser l'intervention de l'O.N.U. pour faire sortir l'affaire de l'impasse passionnelle où elle se trouve engagée et craint de voir, au contraire, le zèle excessif de ses partisans afro-asiatiques compromettre définitivement, par une condamnation pure et simple de la France, les chances d'un dénouement.



M. ROBERT LACOSTE — LE GÉNÉRAL MASSU

La Casbah est surveillée, la Résidence aussi

● L'armée aussi a soudain bougé. L'affaire du général Faure a mis en lumière le désarroi des chefs militaires au moment où la mission confiée en Algérie à l'armée leur paraît sans issue. Aujourd'hui, le héros de ce dangereux épisode purge trente jours d'arrêts de forteresse tandis que le général Massu, à la tête de ses paras, ratisse la Casbah d'Alger et se met en mesure à la fois de répondre à un effort sans précédent du F.L.N. comme à des troubles d'un autre ordre. Tel est du moins l'espoir de M. Lacoste qui a voulu faire du général son otage.

● Les groupes politiques, eux, se préparent à bouger. L'élection-test qui va se dérouler dimanche à Paris, dans le premier secteur, fournit déjà l'occasion d'affrontements violents, comme ceux qui ont eu pour théâtre les réunions organisées par le candidat radical, sous la présidence de M. Mendès France, cible n° 1 de la droite et de l'extrême gauche, à la Mutualité la semaine dernière et jeudi soir au populaire Vel' d'Hiv'.

Mais c'est au Parlement que les relations du gouvernement et de sa majorité risquent, à partir de la rentrée parlementaire de mardi prochain, de se tendre dangereusement. Les « modérés » n'acceptent pas toutes les « intentions » du gouvernement. Dès jeudi, les ultras d'Alger protestaient contre les termes de l'offre de cessez-le-feu, contre la perspective d'un exécutif et d'un législatif algériens. La droite, à Paris, s'insurge contre le déroulement d'élections au collège unique, le M.R.P. s'inquiète du maintien de l'offre d'élections libres : « méthode dangereuse », a dit M. Pflimlin, en ce sens qu'elle peut conduire aussi bien à ajourner indéfiniment toute solution qu'à recourir à des élections prématurées qui aboutiraient à la désignation d'adversaires irréductibles de la France. Les républicains sociaux, les radicaux dissidents estiment que M. Mollet s'est avancé dangereusement.

Il va donc falloir, maintenant, selon la méthode de gouvernement instaurée par M. Guy Mollet, en rabattre quelque peu sur la « déclaration d'intentions », sinon dans les termes qui visent surtout l'auditoire international, du moins dans les faits. Ainsi, une nouvelle fois, les timides tentatives de M. Guy Mollet se heurtent au mur qu'il n'a pas su abattre à temps, à ces « ultras » qui ont maintenant réussi à investir quelques officiers généraux découragés.

Les musulmans, derrière ce mur, ne peuvent entendre les paroles d'un gouvernement dont ils mesurent la faiblesse.

Le président du Conseil compte que le débat sur le marché commun européen qui doit ouvrir, mardi, la session parlementaire, suffira à ressouder sa majorité, d'autant plus qu'il ne demande pas aux députés de s'engager sur un texte de traité, mais d'en fixer les principes en vue d'une signature qui n'interviendrait pas avant fin février. Une fois encore, l'Assemblée va se prononcer sans disposer d'éléments d'appréciation, et la véritable discussion viendra à l'heure de la ratification.

On parlera donc d'Europe, mais en pensant à l'Algérie. Et aussi à l'Angleterre où Sir Anthony Eden vient de tirer, lui, la leçon de l'expédition d'Egypte en donnant sa démission.

Il apprend l'anglais en lisant 3 romans

L'expérience en a été faite : réduit à la seule conversation, un enfant n'acquiert guère que 3 ou 400 mots. En fait, on ne possède une langue que du jour où, par la lecture, on a enrichi son vocabulaire, pour accéder aux chefs-d'œuvre, et par eux à une véritable culture. Ces constatations consacrent la faillite de tout enseignement des langues qui voudrait être purement oral.

La question est seulement de graduer ces lectures. Difficulté aujourd'hui résolue, pour l'anglais, par les trois récits passionnants que les Editions des Mentors mettent à la portée de tous. Les mots sont numérotés. Leur traduction, leur prononciation figurent au bas de chaque page. Sans effort, ces mots reviennent se graver dans la mémoire : bientôt, votre enfant sera tout fier de vous annoncer qu'il lit l'anglais couramment.

La méthode complète : 3 volumes illustrés (847 pages) est envoyée contre virement postal ou mandat de 1.900 francs aux Editions des Mentors, bureau F. 28, 6, avenue Odette, à Nogent-sur-Marne (Seine).

C.C.P. Paris 5474-35

Communiqué.

GOUVERNEMENT

L'affaire du général Faure

« *JE vous prie de vous taire. Et je vous interdis de retourner à Alger* », avait dit le ministre.

« *Monsieur le Ministre, je vous emm...* », aurait répondu le général, avec une rudesse toute militaire.

Le lendemain, les journaux écrivaient que, « convoqué à Paris et reçu par M. Bourgès-Maunoury, le général Faure avait, au cours de cette entrevue, hautement revendiqué sa liberté d'opinion et de parole et se serait vu alors infliger une sanction disciplinaire ».

Ainsi a éclaté ce conflit qui constitue un simple incident selon les uns, un grave complot militaire, une nouvelle affaire des généraux, assurent les autres. De l'entourage de M. Robert Lacoste à Alger, du cabinet de M. Bourgès-Maunoury à la Défense nationale, sont venus des déclarations et des communiqués allusifs et vagues. « Victime d'une ambiance débilitante », un général avait « pris des contacts en vue d'échafauder un plan de subversion » (Alger dixit) ou s'était simplement rendu coupable de « certaines imprudences verbales » (selon la version parisienne). Une sanction — trente jours d'arrêts de forteresse — avait été prise. Le général était emprisonné à La Courneuve, près de Paris. L'incident était clos.

Que s'était-il passé en réalité ?

Pour comprendre l'affaire Faure, il faut tenir compte à la fois de la tension presque insupportable qui règne dans la capitale algérienne, de l'état d'esprit des cadres et des chefs de l'armée et de la personnalité du héros de cette aventure.

L'obsédante insécurité

Alger, qui vient d'atteindre la moyenne de quatre-vingt-douze attentats par mois, vit en effet dans l'attente d'une grève sans doute insurrectionnelle qui, selon les renseignements officiels, doit survenir aux alentours du 12 janvier et durer jusqu'au 20. Il s'agit évidemment d'une manifestation destinée à peser sur le débat de l'O.N.U. Depuis plus de six mois, M. Lacoste annonçait aux Algériens, et notamment aux Français d'Algérie, que l'échéance de l'O.N.U. serait affrontée dans une situation algérienne pacifiée. Non seulement les organisations militaires locales du F.L.N. ont vu dans cette affirmation un défi à relever, mais, en ce moment, leur plan ostensible est, au contraire, de démontrer que la session de l'O.N.U. coïncide avec la période la plus tendue de l'histoire de l'insurrection.

Cette démonstration se fait, hélas ! avec les moyens atroces et spectaculaires du terrorisme urbain.

Il faut bien se rendre compte de ce

→

que représente la ville d'Alger en ce début de l'année 1957. Une partie de la France gouvernante s'y trouve, avec un gigantesque appareil administratif et militaire. Un ministre en exercice y siège pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie. Des observateurs officiels ou officieux de toutes nationalités, des commissions parlementaires, des missions militaires, des délégations syndicales donnent aux grands hôtels l'atmosphère grouillante et trouble d'une place internationale. L'un de ces grands hôtels a eu ses bombes ; une grenade a éclaté dans un trolley ; en pleine rue Michelet, récemment, des passants ont été abattus.

Les Français d'Algérie sont l'objet d'une véritable guerre des nerfs. Il y a, d'une part, cette insécurité, mais il y a surtout le divorce qu'ils voient entre ce que l'on essaie de leur faire croire ici et ce qu'il leur semble devoir redouter de Paris.

Une mission

Le 29 décembre, aux obsèques de M. Froger, une partie des Français d'Algérie qui s'estiment trompés, trahis, ont conspué celui qu'ils acclamaient il y a quelques semaines encore : on a crié à Alger « Lacoste au poteau » et c'était impensable il y a un mois. Dans les cafés, on entend des petites gens dire :

> *« Ils veulent nous endormir. Ils agitent le drapeau français,* La Marseillaise *et les grands discours pour gagner du temps avant de nous abandonner. Mais enfin ils ne sont pas sûrs de gagner. S'ils veulent traiter un jour, alors qu'ils aient le courage de nous le dire parce que c'est de notre sort qu'il s'agit. »*

C'est un raisonnement à peu près identique que tiennent les militaires. La majorité des officiers ne sont ni colonialistes, ni d'ailleurs anticolonialistes, ni fanatiques de la République, ni antirépublicains. Chargés d'une mission, ils voudraient bien savoir si le gouvernement croit à la réussite de cette mission. Pour eux, ils ne la jugent pas : on la leur a donnée à accomplir, et ils l'accomplissent. Ils sont loin d'être optimistes sur les chances de la pacification, mais ils ont une détermination farouche : l'armée ne veut pas porter le poids d'une défaite qu'elle n'aura pas subie et dont de nombreux éléments, colonels et commandants, dénoncent avec force, depuis plusieurs semaines, dans des rapports expédiés à Paris, qu'elle se trouve au bout de la politique gouvernementale.

Plusieurs de ces rapports mettent d'ailleurs l'accent sur la nécessité et la possibilité d'une réconciliation entre les deux populations et proposent des moyens d'action.

On dit : les garçons...

Dans ce contexte, l'affaire du complot prend toute sa lumière. Pour qu'elle éclate, sous une forme ou sous une autre, il ne manquait qu'un officier entreprenant, passionné, prêt à dire tout haut, et brutalement, ce que beaucoup de ses camarades pensent confusément sans oser ou savoir l'exprimer. Tel fut le rôle joué spontanément par l'adjoint opérationnel du général commandant la division d'Alger, le général de brigade Jacques Faure.

Grand, solide, sportif, cet ancien saint-cyrien qui a aujourd'hui 53 ans, a dans l'armée une solide réputation de courage, presque de casse-cou, en même temps que de passionné de politique. Bordelais, féru de montagne, il a d'abord été officier de chasseurs alpins : c'est un skieur émérite et un alpiniste remarquable. Avec les chasseurs, il prend part au débarquement français de 1940 à Narvik. Désigné comme expert aux côtés du général de Larminat dans les discussions préliminaires sur la C.E.D., il s'oppose à son chef, prend violemment parti contre le projet, ce qui lui vaut d'être muté en Autriche, dans un poste secondaire.

Cette demi-disgrâce sera d'ailleurs brève puisque, en 1954, il prend le commandement de l'école de Saint-Maixent, fonctions qu'il cumulera d'ailleurs avec celles de conseiller technique, puis de chef d'état-major de deux ministres successifs de la Défense nationale, le général Kœnig et M. Temple.

Rue Saint-Dominique, il cumule les responsabilités, multiplie les projets : c'est lui qui dirigera le groupe de travail chargé d'étudier les modalités d'application des accords de Londres et de Paris ; il est l'auteur d'un plan d'organisation des cadres supérieurs de l'armée ; il préside la commission armée-jeunesse où son attitude autoritaire provoque les protestations des organisations qui la composent et notamment de l'Union Nationale des Etudiants de France. Il conservera néanmoins cette présidence lorsque, en octobre 1955, il quitte le commandement de l'école de Saint-Maixent pour devenir adjoint du général Manceaux-Demiau, commandant la division d'Alger.

A Alger, les vues politiques assez brèves et la liberté extrême de langage du général trouvent un terrain pour s'épanouir et des auditeurs attentifs.

> *« La démocratie,* affirme-t-il, selon les récits d'un de ses commensaux, *c'est un système périmé. Mendès France ? J'ai cru en lui un instant, mais il a abandonné les Comptoirs français de l'Inde et j'ai compris alors que ce n'était qu'un crypto-communiste. Pinay ? C'est pire encore. Il a voté la C.E.D. : il a ainsi prouvé qu'il n'avait pas le sens national.*
>
> *« Tout se détériore dans notre pays. Autrefois, on disait les hommes ; maintenant on dit les garçons. L'armée est devenue une troupe de boy-scouts. »*

Dans le même temps, aux séances de la commission armée-jeunesse qu'il présidait à Paris, il préconisait la projection obligatoire de films militaires dans les écoles pour rendre aux jeunes le culte de l'armée ; il assurait que la force du monde communiste tient à ce que les enfants sont initiés dès leur dixième année au service militaire. Séduisant programme !

Parfois, il allait plus loin encore dans ses diatribes. Il traitait volontiers de la technique du coup d'Etat, sport difficile entre tous, et déclarait :

> *« Ce n'est pas le rôle des militaires de gouverner, mais au moment d'un grand malheur national, ils ne doivent pas hésiter à prendre le pouvoir. »*

De tels propos rencontraient évidemment la sympathie dans les milieux extrémistes de la capitale algérienne, et en particulier parmi les dirigeants de ces organisations, groupements, associations « d'action » qui pullulent depuis le début de 1956 et qui ont pris une part importante à la préparation du fameux 6 février d'Alger.

L'U.T.B. 199

Le général se serait trouvé ainsi en rapport avec « l'Organisation de Résistance de l'Afrique Française », dissoute le 11 décembre par M. Lacoste, et que dirige le lieutenant-colonel de réserve Ceccaldi et M. Baretaud, délégué à l'Assemblée algérienne, conseiller général d'Alger.

Il les jugeait avec distance, voire un peu de mépris, assurant qu'ils souffraient d'une « émeute rentrée » et que leur caractère factieux était « puéril ». Mais il admirait leur ardeur et ce qu'il jugeait être leur sens national.

Avec certains éléments dynamiques de la population européenne, le général Jacques Faure conçut l'idée d'une unité qui réunissait les plus acharnés d'entre les ultras, tous volontaires.

A l'unité en question, l'U.T.B. (Unité territoriale blindée 199), pourvue de chars et de half-tracks, *L'Echo d'Alger* consacrait le 27 décembre une grande enquête cocardière. Pour savoir ce que le général Faure pensait faire de cette unité, il suffit de rappeler que l'on vient de retirer ses blindés à l'U.T.B. 199 et de confier la sécurité du Grand Alger au général Massu, « le père des paras », retour d'Egypte, dont on souligne comme par opposition le loyalisme républicain.

Parmi ses camarades de l'armée, le général Faure trouvait également des auditoires, sinon convaincus du moins complaisants. Le mécontentement des militaires, latent depuis plusieurs mois (ainsi que *L'Express* l'a souligné dans l'article de Jean Daniel « L'armée demande des comptes » dès août dernier), s'est durci au moment de la rentrée d'Egypte des parachutistes.

Réquisitoire

Les organisations ultras d'Alger qui s'étaient depuis longtemps efforcées, sans grand succès, de nouer des liens avec quelques officiers supérieurs, reprenaient espoir ; leurs représentants, dans les conversations avec M. Lacoste et ses collaborateurs, faisaient de plus en plus souvent état de l'accord de l'armée sur leurs idées, au point que le gouvernement général s'est trouvé un moment littéralement intoxiqué par ces bavardages. Et cela d'autant plus que certains membres de l'entourage du ministre résidant encourageaient plus ou moins ouvertement cette recherche de contacts, dans laquelle ils voyaient un moyen de pression supplémentaire sur le gouvernement au moment où celui-ci paraissait s'orienter vers une révision de sa politique.

C'est ce climat que traduisit à sa manière M. Lacoste, déclarant tout récemment dans une interview au journal *Sud-Ouest* :

> *« Il faut savoir que le gouvernement qui tenterait de faire passer une solution d'abandon en Algérie soulèverait contre lui une réaction violente de la part de la communauté européenne... L'armée qui n'est pas ici pour défendre les routines et les privilèges et qui veut de tout cœur une Algérie nouvelle, mais française, participerait elle-même,*

OPINIONS

RÉVEILLER LA FRANCE

« L'HABITUDE du désespoir est pire que le désespoir lui-même », dit un personnage de « La Peste ». Ce qui nous inquiète dans l'opinion française, ce n'est pas qu'elle soit désespérée, c'est qu'elle est découragée. Nous en sommes venus au point où la politique de notre pays ne s'explique plus par aucune ligne cohérente, mais s'abandonne en une série de réactions passionnelles, de conduites d'échecs, faites de « coups de force » suivis de démissions (...)

Attendre qu'un problème « mûrisse » au lieu d'essayer de le résoudre revient à accepter le fait accompli : les problèmes sont résolus sans nous, c'est-à-dire généralement contre nous. Tout le monde admet maintenant qu'on s'est occupé trop tard de l'Algérie, mais on refuse d'admettre que ce soit là une raison supplémentaire de se hâter maintenant. On continue de tromper l'opinion sur la situation de fait, d'accumuler petits mensonges et petits moyens jusqu'au moment où la France sera forcée, par la situation algérienne et par la pression internationale, de résoudre un problème qu'elle aura laissé mûrir, pourrir, et qui lui aura déjà aux trois quarts échappé (...)

Les choses en face

On est ici au-delà des divisions classiques. Comment parler de gauche contre droite, puisque nous avons un gouvernement de gauche qui poursuit la politique de droite ? Il n'y a, en vérité, qu'une opposition, et ce n'est pas celle du parti communiste, immobilisé dans le culte sanglant du stalinisme, perdu lui aussi dans un rêve — c'est, hors des partis et dans presque tous les partis, l'opposition de la lucidité, le parti des hommes qui regardent les choses en face et évaluent strictement les possibilités de la France, mais n'y renoncent pas.

Elle est frappante, cette conjonction des intellectuels, de la majorité de la jeunesse étudiante, avec les techniciens de l'économie, les spécialistes de la science politique, les journalistes informés, tous également d'accord sur des mesures de redressement qu'une politique insensée compromet tous les jours. Cela mesure bien l'ampleur de la crise, puisque les partis continuent, isolés des réalités et de ceux qui les connaissent, leur marche aberrante ; cela mesure aussi les chances d'un regroupement, car, des gaullistes restés purs aux communistes nationaux, en passant par les radicaux mendésistes et la gauche socialiste, il n'existe pratiquement plus de divergence sur un programme de redressement immédiat.

Les mois prochains seront décisifs. L'opinion française est placée enfin devant le choix qu'elle élude depuis dix ans. Privés d'essence, les Français découvrent leur condition de satellites ; ils peuvent y réagir de deux façons : ou bien ils se réfugieront dans leur humiliation, cultiveront leur malheur et leur rancune contre le monde entier ; ou bien ils feront de cet épisode le point ultime de leur décadence, le début de leur redressement, non plus à travers les mythes substitués, mais par une marche patiente au plus près du réel.

Une voie chaotique

La première de ces réactions transpire aujourd'hui dans la grande presse et les discours des ministres. Retournement comique : des gens qui, depuis dix ans, nous répétaient que la France ne peut plus rien faire seule, doit suivre toujours l'Amérique et se fondre dans l'Europe, proclament aujourd'hui la primauté sacrée de l'intérêt national et la nécessité d'une cure de solitude ; des gens inflexibles sur l'Empire et la répression outre-mer préconisent maintenant le rapatriement des personnes et des capitaux et le repli sur l'hexagone (...) A la servilité atlantique succède un neutralisme de la bassesse ; au colonialisme, une démission ; à une conception donquichottesque de la plus grande France, une conception malthusienne de la plus petite France. Oscillation typique de la mentalité que nous dénonçons ; quand un paranoïaque bute sur la réalité, il se replie sur son bon droit, rumine son échec et amorce un délire de persécution. Au bout se trouve, inéluctablement, le régime autoritaire (...) Nous n'en sommes pas là, mais nous en arriverons bientôt là si la politique française continue de suivre cette voie chaotique, où les abdications succèdent aux coups de force.

Trois tâches essentielles sont devant nous : décolonisation, modernisation économique, éducation populaire. La première est la plus difficile, la plus dramatique. Du moins, malgré la guerre d'Algérie, malgré les massacres de Meknès, quelque chose a été fait dans ce sens ; la loi-cadre a reçu en Afrique noire un commencement d'application ; des crédits français soutiennent les débuts des Etats du Maroc et de Tunisie.

Reconstruire

C'est un signe encourageant aussi, qu'en ces journées où s'accumulait la tristesse, un premier coup ait été porté au traditionnel système de l'enseignement et qu'on ait amorcé des réformes qui tiennent compte des besoins d'une nation moderne. Malgré tout, les idées d'avenir percent ici et là. Ce qui manque, c'est la décision politique, la ligne d'ensemble et le climat national qui les rendrait possibles (...)

Si l'on ne profite pas des événements qui ont secoué la conscience française pour détruire les mystifications régnantes et les orthodoxies qui nous emprisonnent, pour reconstruire autre chose ensemble, alors nous n'avons plus qu'à nous endormir dans nos chapelles et nos académies, sous le linceul de nos puretés satisfaites, parmi les livres et les souvenirs où nous allions puiser les arguments des justes causes que nous n'aurons pas su défendre.

J.-M. DOMENACH
et Jacques JULLIARD
(« Esprit », n° 246)

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

John Baillie
real Scotch Tailor
1, rue Auber
- Opéra -
Vente annuelle 44.500 fr.
EXCLUSIVEMENT SUR MESURE

au moins moralement, à cette réaction. »

Les choses en sont là lorsque, à la mi-décembre, le général Faure vient entre deux avions à Paris pour faire une conférence devant l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale.

L'exposé du général Faure s'intitulait « L'armée dans la nation ».

« *Je vous parlerai,* dit l'orateur, *de la nation devant l'armée car c'est du moral de la nation que dépend l'existence d'une armée efficace. Or cette nation, que fait-elle ?* »

Suivait un violent réquisitoire si violent que le général Blanc, directeur de l'Institut, crut devoir indiquer à plusieurs reprises que les opinions émises n'engageaient que celui qui les exprimait.

Et quand au Conseil des ministres du 19 décembre fut proposée la nomination du général Faure au commandement de la division d'Orléansville, cette promotion fut refusée.

Le magnétophone

Rentré à Alger, le général continue ses « imprudences verbales ». S'entretenant avec le secrétaire général de la préfecture d'Alger, M. Paul Teitgen, frère de l'ancien ministre leader du M.R.P., il lui expose ses projets, son désir de « passer à l'action ». M. Teitgen rend compte à ses supérieurs hiérarchiques. Sur leur ordre, il a le lendemain un nouvel entretien avec le général, s'emploie à lui faire rééditer ses propos virulents. Mais, cette fois, le haut fonctionnaire avait dissimulé dans son bureau un magnétophone. La conversation ainsi enregistrée était aussitôt portée à la connaissance de M. Lacoste, puis transmise au ministre de la Défense nationale en même temps qu'Alger demandait le rappel en métropole du trop entreprenant officier.

Celui-ci est convoqué à Paris par M. Bourgès-Maunoury qui le reçoit le 29 décembre, lui demande impérativement de ne pas retourner à Alger pour le moment et a avec lui l'échange de répliques brèves mais bien senties que nous rapportions. Le général va-t-il s'incliner ? Il a annoncé son intention d'aller à Bordeaux voir sa mère, âgée et malade.

Le général se rend d'abord à Villacoublay où il tente, sans succès, d'obtenir un avion militaire pour regagner Alger — et non Bordeaux. Longtemps, à bord d'une 2 CV conduite par la femme d'un ami, médecin dans la banlieue parisienne, il erre à travers les pistes à la recherche d'un appareil susceptible de prendre l'air. Les inspecteurs de la D.S.T. chargés de le filer suivent à bord d'une Aronde.

Mais des instructions ministérielles avaient précédé le voyageur, qui gagne l'aérodrome d'Orly où il tente, sans succès également, d'obtenir un passage à bord d'un avion de ligne pour Alger.

Le cortège gagne ensuite le domicile du médecin ami, après que le général a changé de voiture en cours de route et repris sa 11 CV officielle. Dans la soirée, un visiteur se présente à Athis-Mons — c'est là que réside le médecin. Ce visiteur n'est autre que le député poujadiste Damasio. Joint à l'amitié qu'affiche volontiers le général pour un autre député ex-poujadiste, M. Le Pen, qui fut son élève à Saint-Maixent, il n'en faudra pas plus pour accréditer la rumeur d'une candidature du général Faure, sous le drapeau de M. Poujade, au second tour de l'élection partielle du premier secteur de la Seine.

Un complot « puéril » ?

Le lendemain, le général prend le train pour Bordeaux. Les trains sont fouillés par la police et, à l'arrêt d'Angoulême, le général est arrêté, ramené à Paris, informé que le ministre lui a infligé trente jours d'arrêts de forteresse et transféré à la caserne de La Courneuve.

Entre jeudi et vendredi, le bruit de cette arrestation et de la révélation du « complot » se répandit dans Paris. C'est un quotidien matinal de droite, soutien fidèle de M. Lacoste, qui lui donna lundi matin consistance.

Y a-t-il eu complot ? Le « plan » prêté au général et à ses amis ultras est qualifié de « puéril » par l'entourage du ministre résidant. Les complots sont toujours « puérils » lorsqu'ils échouent. Celui-ci aurait consisté essentiellement à s'assurer de la personne de M. Lacoste au cours de l'une de ses prochaines tournées dans le Sud-Algérien et à « mettre au pouvoir » à Alger deux chefs militaires, la population étant avisée par voie d'affiches et de proclamations.

Les noms des généraux Frandon, commandant de l'aviation pour l'ensemble de l'Afrique du Nord, et de Maricourt, commandant des forces aériennes d'Algérie, figuraient, assure-t-on encore, au bas d'un projet de proclamation trouvé dans les papiers du général Faure. Mais ces deux officiers ont affirmé de la façon la plus formelle tout ignorer d'un tel projet.

On indiquait aussi que l'affaire devait éclater le samedi 29, à l'occasion des obsèques de M. Froger. Mais comment savait-on, en ce cas, que M. Froger serait assassiné le 28 ? Toutes les précisions données jusqu'ici sur la teneur même du complot paraissent assez suspectes.

De même, l'idée d'une candidature électorale peut fort bien être postérieure à l'incident et née du désir d'exploiter la publicité faite soudainement à un officier, jusque là peu connu du public.

Dans la confusion

Lundi soir, dès que furent connues à Alger l'arrestation du général Faure et les réprimandes faites aux généraux de Maricourt et Frandon, une réunion d'anciens combattants était aussitôt organisée. Les inspirateurs de cette réunion ont laissé entendre qu'ils étaient au courant des projets et décidés à les pousser très loin, à les déborder même. Il était curieux de constater alors quelle est la diversité des groupes qui se réclament du général, aujourd'hui aux arrêts de forteresse : Association d'étudiants, Comité d'entente d'anciens combattants, « Comité de coordination », qui avait coiffé toutes les organisations du 6 février. Le bouillonnement, dans ce véritable réseau, avait pour but un coup d'Etat qui, sous le vocable de « Gouvernement de salut public », aboutirait à la sécession politique de l'Algérie afin d'éviter que l'O.N.U. puisse se prononcer sur la situation de ce territoire.

La confusion était telle, même dans l'armée, que des officiers libéraux, critiquant « de gauche », pour ainsi dire, la politique du ministre résidant, ont cru devoir proclamer leur solidarité avec les généraux « brimés ». Arrivée à ce point, la situation peut susciter un égarement dans n'importe quel sens. Il y a eu volonté de se substituer à une autorité non ressentie, non acceptée, et qui mène à l'impasse.

Pendant ce temps, les musulmans se préparent pour leur grève. Le général Massu, qui a reçu tous pouvoirs civils et militaires dans l'agglomération algéroise, a commencé par un nettoyage spectaculaire de la casbah et la mise en place d'un dispositif de patrouilles permanentes sur toutes les hauteurs, pour bien montrer que sa mission est d'abord orientée contre les rebelles. Mais il n'est pas fait mystère à Alger qu'en cas de renouvellement d'incidents comme ceux qui ont suivi l'assassinat de M. Froger, on escompte du général Massu qu'il mettra un peu plus d'empressement qu'on en a mis le 6 février pour contenir les fureurs de ceux qui clament : « L'armée au pouvoir. »

Dénoncé par les ultras, méprisé par les libéraux, lâché par l'armée et haï par les musulmans, M. Lacoste se trouve aujourd'hui dans une tragique solitude.

Il est aussi grave de ne pas savoir faire respecter l'autorité de l'Etat que de la bafouer.

L'ARMÉE PRÉSENTE SES VŒUX

par ★ ★ ★

A sa manière, fracassante et maladroite, le général Faure vient de présenter à la France les vœux de l'armée pour 1957. Ou plutôt son vœu unique : avoir un gouvernement. Car si toute l'armée n'approuve pas les méthodes, les amitiés et certains des buts de l'ancien président de la commission Armée-Jeunesse, elle est à peu près unanime dans son désir de changement et dans sa crainte d'avoir à supporter une fois de plus les conséquences d'un échec de la politique ou plutôt de l'absence de politique de la plupart des gouvernements.

Ce malaise ne date pas du 28 décembre 1956. Il a ses origines lointaines dans l'incertitude où l'armée s'est trouvée depuis la fin de la guerre de la place que le pays veut lui faire. La guerre d'Indochine l'a épuisée. Les cadres avaient pu mesurer l'incohérence des décisions gouvernementales et surtout l'inconsistance des gouvernements. Le souvenir des « morts inutiles » ne cesse de hanter ceux qui sont revenus. Deux « sanctuaires » subsistaient cependant, où il était possible de prendre un nouveau départ : l'Allemagne, avec ses divisions O.T.A.N., et l'Afrique du Nord.

Le malaise

L'affaire marocaine a provoqué chez les « Africains » de l'armée des réactions très vives. L'action du général Lecomte (1) dans ce qu'on a appelé avec quelque exagération le complot des généraux, relevait certes de l'initiative personnelle de l'actuel commandant de l'Ecole de guerre, mais il avait derrière lui l'opinion, non seulement de quelques officiers des affaires indigènes, mais celle aussi d'une foule de colonels et de généraux. L'Indochine avait été conquise par l'armée coloniale. L'Afrique du Nord était l'affaire de l'armée tout entière. Le malaise depuis lors n'a cessé de croître.

Le gouvernement de M. Guy Mollet fut accueilli avec une réticence qui, à la veille des fêtes de Pâques s'était transformée en une sorte d'enthousiasme. La présence de M. Max Lejeune au secrétariat d'Etat à la guerre, où il avait laissé de bons souvenirs, les rappels de disponibles et de réservistes laissaient espérer une politique ferme et précise. Les cadres, dans leur grande majorité, espéraient que ceux que dans les mess on appelle les « politiciens » allaient enfin utiliser l'armée à créer les conditions nécessaires à l'application de réformes de grande envergure. Cependant, tous ceux qui avaient travaillé à faire des divisions d'Allemagne un instrument moderne, le pilier de cette armée nouvelle dont on rêvait depuis 1944, voyaient, avec une peine qu'ils ne cachaient guère, « casser » au nom de la reconversion le produit de plusieurs années de travail. Avec des spécialistes formés à grands frais, on fabriquait en série une « mauvaise infanterie » ; mauvaise en tout cas pour un théâtre d'opérations européen.

Le général Lorillot, qui commandait à Alger, alliait en outre à son loyalisme proclamé pour le régime une impopularité due à un caractère difficile.

Suez

D'autres inquiétudes se manifestèrent dès la fin de l'été. La solution du problème algérien, annoncée pour le début de l'automne, n'avait pas l'air de s'esquisser. Et le maréchal Juin, se faisant le porte-parole des hommes qui luttaient outre-Méditerranée, déclarait le 27 août à Vichy : « Je souhaite qu'on aboutisse rapidement et qu'un statut soit porté à la connaissance de la communauté franco-musulmane, accompagné d'une déclaration du gouvernement affirmant sa résolution de ne pas aller au-delà et de le faire appliquer aussitôt l'ordre rétabli et les passions apaisées. » On sait ce qu'il en a été.

> *L'armée n'est pas truffée de factieux; mais elle atteint lentement le fond de la lassitude.*

L'affaire de Suez, au début de novembre, a offert aux rancœurs qui montaient une diversion. Enfin un conflit « classique » débarrassé de cette atmosphère de guerre civile, de ces déchirements continuels, un dictateur à abattre... La force « A » quitta Alger dans la joie d'une aventure qu'on lui promettait rapide et glorieuse, sans lui dire à quel point elle était, dès le départ, condamnée à l'échec parce que trop tardive, trop lente et trop mal préparée sur le plan diplomatique.

Il faut avoir, dans la nuit du 6 au 7 novembre, à Port-Saïd, entendu jurer doucement, avec application et désespoir, les parachutistes de Massu pour mesurer l'ampleur de leur déception.

« Les hommes, lorsqu'ils ont dû rembarquer d'Egypte, ont eu un peu le sentiment de le faire volontairement », a déclaré à son arrivée en France le général Beaufre. En fait, ils avaient vécu un véritable calvaire. Une population indifférente, plus souvent hostile, en tout cas tenaillée par la perspective du retour des troupes de Nasser. Sur les murs, chaque jour plus voyantes et plus grossières, des inscriptions : « Cochons de Français, allez vous faire tuer en Algérie ! » Mais ils se trouvaient sur le sol de l'Egypte qu'ils avaient conquis : on leur répétait que le débarquement, même stoppé, avait eu le plus heureux effet sur l'opinion algérienne.

Une victoire rentrée

Avant les parachutistes, la 7e D.M.R. avait dû rentrer à Alger après avoir dû faire demi-tour en vue de Port-Saïd. Les chefs et les hommes avaient sur le cœur leur victoire rentrée. Lorsque les paras de Conan, deux mois plus tard, revinrent à leur tour, ce fut pour s'apercevoir que non seulement la situation ne s'était pas améliorée, mais qu'elle était pire qu'à leur départ. A la première provocation, deux mois d'injures égyptiennes laissées sans réponse ont amené une explosion. S'il faut s'étonner de quelque chose, c'est qu'elle ait été limitée à une « descente » d'une centaine d'hommes sur le quartier Belcour.

L'armée n'est pas truffée de « factieux ». Mais elle atteint lentement le fond de la lassitude. Alors que l'on pouvait compter sur elle pour équilibrer les sentiments extrémistes d'une partie des Européens d'Algérie, le gouvernement la pousse lentement, mais sûrement, dans les bras de ceux qui n'ont rien appris et qui oublieront toujours tout. Il faut aux soldats des certitudes sur quoi baser leur abnégation. On leur offre la confusion et l'impuissance et la perspective de servir une fois de plus de bouc émissaire.

Ils ne demandaient, cependant, en Algérie, qu'à assumer tous les risques et toutes les tâches d'une armée républicaine.

★★★

(*Copyright* « L'Express ».)

(1) Ancien attaché au cabinet du ministre de la Défense nationale, le général Kœnig (ministère Edgar Faure) qui a joué un rôle important dans le dénouement de l'affaire marocaine.

22, AVENUE VICTOR-HUGO - PARIS - PAS 57-03

HOLMES

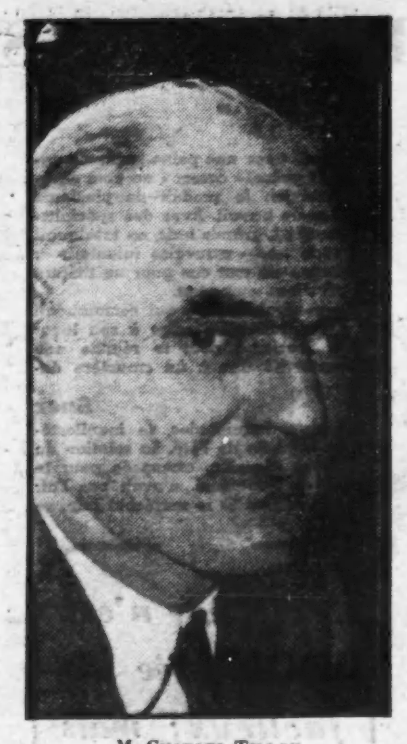
Solde sa collection d'hiver de vêtements masculins de luxe

LES 10 11 et 12 JANVIER

PARDESSUS ANGLAIS ET ITALIENS, LODENS, VESTES ET BLOUSONS DE DAIM, VESTONS ET COSTUMES

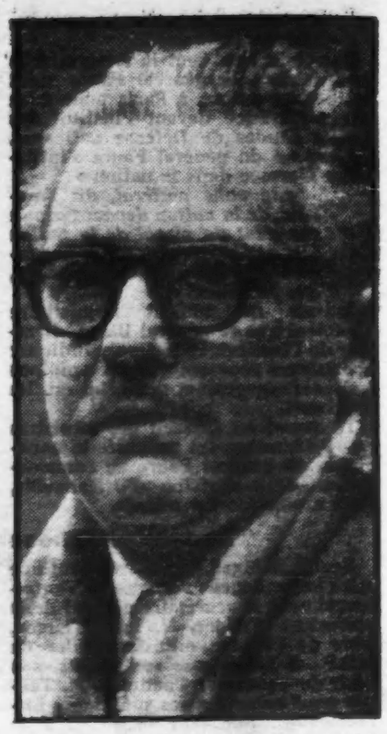
COMMUNISTES

L'innocence rétroactive



M. Charles Tillon
Du silence

M. Auguste Lecœur
à la rébellion



M. Yves Farge
et à la mort violente

« IL *n'est pas de Sauveur suprême « Ni Dieu, ni César, ni tribun... »* proclame «l'Internationale». En écho un livre de Pierre Hervé, paru cette semaine, interroge : *« Dieu et César sont-ils communistes ? »*

Avant même que l'ouvrage ait fait son apparition dans les vitrines des libraires, les polémiques ont commencé autour de cette nouvelle bombe lancée par l'ex-intellectuel de choc du parti communiste, exclu il y a un peu moins d'un an pour un premier essai hétérodoxe : « La Révolution et les fétiches ».

Quel chemin parcouru entre ces deux manifestations ! En 1956, Pierre Hervé avait patiemment attendu que les élections du 2 janvier soient passées pour signer le « bon à tirer » de son livre. En 1957, il intervient à moins d'une semaine d'une importante consultation électorale — celle du premier secteur de Paris — pour laquelle il est lui-même sur les rangs.

Un habile dialecticien

En tête de « La Révolution et les fétiches », il inscrivait une phrase de Staline restituant au marxisme le caractère d'une science et c'est aux militants communistes qu'il s'adressait, réclamant en leur nom — n'était-il pas l'un d'eux ? — le droit de penser, *« car il n'est pas vrai que penser soit mauvais »*. Ses pires audaces consistaient en une défense nuancée de Tito (« Un opposant n'est pas nécessairement un traître ; il peut avoir raison même contre l'U.R.S.S. »), et en une critique, audacieuse sur le fond, mesurée dans la forme, de ce que le XX[e] Congrès du P.C. soviétique devait plus brutalement appeler « le culte de la personnalité » et « l'absence de libre discussion ».

Il n'avançait à travers les trois cents pages de son essai que cuirassé de toute une litanie de citations tirées de Marx, Lénine et Staline, semblant dire, cette fois, à ses camarades : « Voyez mes sources, elles sont les vôtres. » Tout le monde était visé, d'autant plus que personne n'était nommé. Dans tout l'ouvrage, on ne trouvait pas le nom d'un seul communiste français vivant.

Aujourd'hui, Pierre Hervé passe de la simple indiscipline à l'opposition déclarée, de l'allusion au réquisitoire, de l'interrogation à l'anathème.

Il a changé de références. En 1957, il cite moins longuement Karl Marx qu'Arthur Kœstler ; la discussion avec Maurice Thorez est plus vite expédiée qu'avec Albert Camus ou Jean-Paul Sartre ; si Hervé se réfère souvent à Lénine, s'il réplique point par point à ses anciens camarades Victor Leduc et Pierre Courtade, il ne néglige pas pour autant les arguments des R.P. Daniélou et Henri de Lubac, les thèses de Pierre-Henri Simon ; il invoque même à l'occasion Trotsky ou Boukharine.

Il a changé aussi de ton. Il plaidait la liberté de penser. Avocat, il l'est encore — mais seulement de sa propre cause qu'il défend avec minutie, acharnement et chaleur. Mais il se fait procureur, implacablement. Quand il accuse par exemple l'Union soviétique d'avoir assassiné Yves Farge, il sait bien que des révélations aussi spectaculaires susciteront aussitôt une controverse virulente — ce qui n'a pas manqué, en effet.

De nouveaux lecteurs

Tout cela — caution et interlocuteurs nouveaux, plaidoiries *pro domo*, accusations sensationnelles, controverses — conduit à penser que c'est donc aux lecteurs (et aux électeurs) non communistes, voire anticommunistes, et non plus aux militants de base, que Pierre Hervé entend aujourd'hui s'adresser.

Que leur dit-il ? D'abord, qu'il a rompu sans recours avec son passé et qu'il est désormais un homme avec lequel on peut discuter et s'entendre. Pour prouver sa bonne foi, force lui est de procéder à une curieuse autocritique à l'envers, destinée à établir la rétroactivité de sa propre innocence.

> *« A partir de quel moment me suis-je demandé s'il n'y avait pas « quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark » ? Pas avant l'année 1950. Antérieurement, ma confiance en l'Union soviétique et en la direction du parti communiste français était totale : je ne l'avais jamais soumise à examen. »*

Va-t-il se rallier à ce qu'il appelle, selon le vocabulaire de la droite, « l'intelligentzia » ? Qu'on se rassure :

> *« Je n'ai nulle ambition d'entrer dans cette société illusoire qui se définit par des prétentions. »* Non. Son souci est « *de continuer à être un militant du mouvement révolutionnaire* ».

Aveugle et sourd

Point par point, il reprend alors sa propre biographie. Pierre Hervé a 43 ans. C'est dire que, dès avant la guerre, il était mêlé déjà aux luttes politiques. Entré aux Jeunesses communistes en 1932, à 18 ans, il était en effet bientôt secrétaire national des Etudiants communistes et membre du Comité central des J.C. « *Mais, écrit-il, je n'approchai guère les milieux dirigeants.* »

En 1939, ayant passé sa licence de philosophie, il préparait l'agrégation lorsqu'il fut mobilisé. Il n'éprouvait pas le moindre doute, ne se posait aucune question sur la politique du parti, sur les procès de Moscou, sur les répressions dans le camp républicain espagnol :

> *« Je ne rencontrais ces problèmes que par l'intermédiaire d'ennemis, d'adversaires ou de contradicteurs. »* Et lorsque éclata en 1939 « *le coup de tonnerre du pacte germano-soviétique* », pas d'inquiétude non plus : « *J'étais militaire* », note-t-il, ajoutant simplement : « *Il me semblait qu'une seule règle s'imposait à moi : même si on comprend mal, même si on fait des réserves, on ne flanche pas au moment de l'adversité.* »

En 1940, Hervé est blessé, hospitalisé à Brest d'où il s'évade. Affecté au regroupement des étudiants communistes, puis organisateur avec Jacques Solomon du mouvement « L'Université libre » dans l'enseignement secondaire de Paris, il est arrêté le 11 juin 1941 et s'évade de nouveau, le 8 juillet, du Dépôt, avec vingt et un autres captifs. Pendant toute cette période, il n'a jamais pensé — même si certains faits lui paraissaient « *singuliers* » — « *qu'il y ait eu la moindre collusion entre les communistes français et les occupants* ». Aujourd'hui, confesse-t-il, « *à la lumière de ce que je sais, mon avis a changé* ».

En toute modestie

Passé en zone sud, Pierre Hervé va militer avec courage, à partir de juillet 1942, dans la Résistance. « *Pleinement d'accord avec l'orientation du parti* », devenu l'aile marchante de la lutte contre l'occupant, il exerce diverses fonctions dans des organisations non communistes « Libération », puis les M.U.R. (Mouvements Unis de Résistance), enfin le M.L.N. (Mouvement de Libération nationale) dont il devient secrétaire général.

A la Libération s'ouvre pour lui une double carrière journalistique et politique. Directeur adjoint de « Libération », membre du Comité directeur d' « Action », délégué à l'Assemblée consultative, député du Finistère en 1945, enfin rédacteur en chef adjoint et éditorialiste de « L'Humanité ». Tout cela « *cédant aux invitations pressantes de Maurice Thorez* », car, assure-t-il, « *je n'aspirais pas à de tels honneurs... Mais comment refuser ?* » De violentes controverses opposent Hervé à Albert Camus, puis à Sartre, à François Mauriac. Il était — ou s'était — investi d'un rôle : il dialoguait pour ne pas couper le contact avec les non-communistes qui, tout en critiquant le parti, ne le condamnaient pas sans rémission.

Mais le dialoguiste devenait inutile au fur et à mesure que l'on se rapprochait de la guerre froide, que s'appesantissait le jdanovisme. En 1948, il abandonne son mandat de député :

> « *Sur ma demande* », dit-il. Mais peut-être la décision ne lui a-t-elle jamais appartenu ? « *Je veux bien l'admettre. Il est même possible que j'aie été systématiquement poussé à présenter mes demandes.* »

D'un seul coup, le personnage s'effondre :

> *« Je passais pour une personnalité communiste de premier plan. Tout cela était du vent ! Je savais, moi, que j'étais un pauvre porte-parole, qui n'avait nulle entrée dans les conseils de la direction, nulle audience dans l'appareil, nulle initiative même à L'Humanité, nulle participation à une discussion ou à une décision quelconque. A L'Humanité, je brodais sur les canevas qui m'étaient fournis : vive la broderie ! Je commençais une campagne quand on me le disait, je la terminais de même. A l'Assemblée nationale, j'étais une machine à voter, à applaudir et à conspuer. »*

La rétroactivité dans l'innocence exige beaucoup de modestie. Un à un, Hervé allait, conte-t-il, descendre les échelons de la hiérarchie, connaître bien des mécomptes, pour se retrouver un jour, assis sur une chaise dans un couloir du siège du P.C., montant la garde à la porte du restaurant du Bureau politique.

Un naïf prosoviétique

Il avait quitté en 1950 *L'Humanité* pour le poste de rédacteur en chef d'*Action*, hebdomadaire du Mouvement de la Paix que dirigeait Yves Farge. Ce dernier, partant pour l'U.R.S.S. et la Chine, était chargé d'une mystérieuse mission par André Marty qui, assure Hervé, « *avait le souci de communiquer discrètement avec un personnage soviétique inconnu* ».

Alors que Marty et Tillon, qui avaient donné à Farge leur appui pour développer le Mouvement de la Paix, sont exclus du parti, Farge meurt accidentellement en Géorgie.

> *« Pour avoir joué avec le feu, Farge a été assassiné : c'est une des innombrables victimes du N.K.V.D. de Béria. Telle est ma conviction. L'avenir dira si j'ai raison. »*

L'autocritique à l'envers relaie aussitôt le réquisitoire :

> *« On m'a souvent pris pour un naïf : on n'a pas eu entièrement tort... Je me suis souvent trompé : même Farge se méfiait de mon « prosoviétisme » de principe. »*

Ainsi de l'odieuse série d'articles publiée par Hervé dans *Ce Soir* sur « le complot des médecins », ces assassins en blouse blanche, juifs, qui furent accusés d'avoir médité la mort de Staline et devaient être rapidement réhabilités dès sa disparition.

> *« J'ignorais que des persécutions systématiques d'intellectuels juifs avaient eu lieu en Union soviétique... Je pense encore aujourd'hui n'avoir rien écrit qui soit littéralement faux... A aucun moment, je n'ai d'ailleurs travaillé aussi étroitement avec des camarades juifs, spécialisés dans les problèmes juifs : eux me fournissaient la matière de mes articles, moi je rédigeais. Tout compte fait, leur tâche était plus pénible que la mienne. »*

Quelle police ?

Un « mouton » est introduit à *Action* : Baranès, agent triple du parti communiste, de la police et du « réseau » Dides, le futur homme-clef de

FRANCK
& FILS
80, rue de Passy
PARIS
habille la femme
élégante

l'affaire des fuites. Plus communiste — et de plus longue date — que policier, estime Hervé. Ou plutôt policier du P.C., qui le charge de monter à *Action* diverses provocations en attendant d'être lancé par ses patrons — lesquels ? — à l'assaut du gouvernement Mendès France.

« Quand deux polices veulent votre perte, il vous est difficile de tenir le coup. »

Exclu de « l'appareil », affecté à l'agence communiste U.F.I., Hervé se libère en mai 1955. A la rentrée d'octobre, il entre comme professeur de philosophie au Lycée Voltaire.

Portrait d'Amédée

Estimant avoir prouvé son innocence, Pierre Hervé entend montrer qu'il n'a rien perdu de son talent de polémiste. Il réplique avec virulence à ses accusateurs. Du parfait militant, il dresse un portrait implacable et vif, à la manière de La Bruyère :

« Avez-vous rencontré tel camarade-standard, un camarade « qui monte », qu'on appelle peut-être déjà « le grand camarade Un Tel » et que les initiés désignent dans leurs conversations familières par son prénom ? Supposons qu'il ait pour prénom Amédée. Jamais Amédée ne dit : « Je ». Il s'identifie à la raison abstraite du parti, base de l'Etat futur. Il dit : « Le parti pense... le parti a décidé... le parti demande... » Qui a pensé, décidé, demandé ? On ne le sait pas et il serait même inconvenant de poser des questions à ce sujet. Amédée incarne la nécessité historique. »

« ...Amédée commence sa phrase par l'adverbe « politiquement », ou « objectivement » ou « concrètement », et ce qui était noir devient blanc. Amédée n'aime pas la singularité. « Je me trouve, dit-il, toujours d'accord avec le parti. » Il voit dans cet accord la marque irréfutable de son génie politique. Il s'admire : « Notre organe central, L'Humanité, *écrit toujours ce que je pense. »*

Un acte politique

Mais, au-delà des justifications, des controverses, des échantillons de son propre talent, Hervé fait derechef acte politique en définissant les formes d'une action révolutionnaire telle qu'il la conçoit aujourd'hui :

« Tant que je n'aurai pas autre chose à proposer, je penserai qu'à l'intérieur du parti communiste on peut travailler au renouvellement du mouvement révolutionnaire. Il est possible, me semble-t-il, d'entreprendre la même tâche au sein du parti socialiste, dans les syndicats et dans divers groupements et organisations de moindre importance — encore qu'il me semble indispensable que ces groupements et organisations n'aient pas par principe une attitude négative envers les deux principaux partis se réclamant de la classe ouvrière. »

Le fondateur des « Cercles marxistes » découvre même plus crûment ses espoirs, ses ambitions peut-être, dans les dernières phrases d'un post-scriptum daté du 9 décembre 1956. Il appelle de ses vœux « *un nouveau parti... qui sera démocratique, révolutionnaire et national* » et poursuit :

« On ne prépare pas la constitution de ce parti, si on désespère de la cause du socialisme et si on s'engage corps et âme dans un quelconque mouvement à la mode. Au sein de la S.F.I.O. ou du P.C.F., de la « Nouvelle Gauche » et d'autres groupements, dans les cercles et comités créés en vue du réveil socialiste et de la réunification du mouvement ouvrier, dans les syndicats et les organisations professionnelles, partout on peut préparer le nouveau parti marxiste, qui sera démocratique, révolutionnaire et national... Encore faut-il que les communistes ne désespèrent pas ! »

Pourquoi les communistes désespéreraient-ils ? L'exemple de Pierre Hervé, en tout cas, paraît de nature à leur donner de solides raisons d'espérer.

Il leur propose une solution : la bonne conscience à titre rétroactif. C'est ce qui lui permet sans doute, malgré ses avatars, de faire encore quelques projets d'avenir.

P. V.-P.

ANGLETERRE

Good-bye, sir...

(De notre correspondant à Londres.)

IL a suffi de vingt et un mois à sir Anthony Eden pour gâcher les atouts qu'il avait mis cinquante-sept années à réunir. Après s'être préparé toute sa vie à la tâche de premier ministre, le successeur de Churchill n'a pas su tenir deux années à ce poste. Ses vingt et un mois de pouvoir ont été parmi les plus sombres de l'histoire britannique. Jamais premier ministre ne joua à tel point de malchance et ne contribua à sa mauvaise fortune par autant de maladresses personnelles.

Pourtant, il faut rendre à sir Anthony cette justice : le sens du devoir et des responsabilités, qui lui avait été inculqué dès sa première enfance, l'a emporté chez lui sur ses ambitions personnelles. Il a su tirer les conclusions du fiasco de sa politique.

Hommage du « Times »

Il a su reconnaître que l'intérêt supérieur de son pays exigeait qu'il cédât la place. Et il ne faut pas chercher d'ironie dans cet amer hommage que l'éditorial du *Times* lui rendait jeudi dernier :

« Sir Anthony Eden, écrivait le grand journal londonien, a profondément divisé la nation par la seconde phase de sa politique. Mais il mérite l'hommage unanime de la nation pour la décision qu'il vient de prendre. Cette décision requérait un courage, une force de caractère et un désintéressement dont notre longue histoire — et nos premiers ministres — n'ont pas toujours été prodigues. »

L'hostilité durable de la diplomatie américaine à sa personne a puissamment contribué à la décision de sir Anthony. Même sans le verdict de ses médecins, elle l'aurait contraint à céder la place avant le printemps. Car le gouvernement Eisenhower avait décidé de ne plus consulter Downing Street tant que sir Anthony serait au pouvoir. Sa personne était devenue un obstacle au rétablissement de la coopération anglo-américaine. Plusieurs ministres avaient insisté auprès de sir Anthony sur la gravité de cette circonstance. D'autres avaient fait valoir que jamais le parti conservateur ne pourrait gagner des élections, ni même rétablir l'unité de la nation tant qu'il aurait à sa tête un homme qui avait isolé son pays à l'O.N.U. et réintroduit le rationnement de l'essence.

Dès son accession au pouvoir, sir Anthony avait été littéralement poursuivi par la malchance. Une grève nationale des journaux marqua son investiture après le départ de Churchill. Sa victoire électorale fut ponctuée par une grève générale des transports. La visite de « B. and K. » à Londres fut gâchée par l'incident de l'homme-grenouille Crabb, disparu sous la coque de l' « Ordjonikidzé ». Le licenciement de 6.000 ouvriers de l'automobile provoqua les « grèves de l'automation ». La politique financière des conservateurs se révéla un cuisant échec, provoquant des restrictions de crédit, des hausses sur les produits alimentaires et un ralentissement général de l'activité. Le flasco de l'expédition de Suez vint couronner ce triste bilan.

A aucun moment de cette succession de crises, sir Anthony n'a su faire preuve d'autorité. Il arbitrait les dissensions au sein de son cabinet comme il avait arbitré la Conférence de Genève sur l'Indochine. Or, on n'attendait plus de lui un rôle de conciliateur, mais des directives. Sir Anthony ne savait pas commander. Travaillé par le doute, il restait sensible aux critiques de droite et de gauche. Il n'avait pas la force de conviction nécessaire pour imposer ses vues. Et les décisions qu'il prenait ressemblaient davantage à l'éclat coléreux du faible qu'à la calme résolution du fort. Aussi, comme dans l'affaire de Suez, flanchait-il à la première difficulté, dressant contre lui ceux qui n'avaient cessé de le combattre.

Bien que prévisible depuis plus de deux mois, la démission de sir Anthony a été une surprise. Elle laisse le parti conservateur dans un désarroi

→

SIR ANTHONY EDEN ET M. GUY MOLLET
— Après vous !
— Je n'en ferai rien.

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

LE président Bourguiba, à l'occasion de la nouvelle année, s'est adressé aux Tunisiennes pour évoquer devant elles « leur nouvelle liberté. »

Les passages de son discours furent appréciés différemment par l'assistance « mixte » qui écoutait le leader tunisien.

Les femmes applaudirent chaleureusement les passages suivants :

« Avec la nouvelle législation, et conformément à l'esprit de l'Islam, nous avons voulu que l'homme mette la femme sur un plan d'égalité et de justice. Avant, un homme pouvait, après avoir fondé un foyer avec une femme, après avoir donné le jour à une nichée de gosses, lui imposer une, deux ou trois nouvelles femmes. Non. Ceci n'existe plus. Cela est interdit.

« Ce chiffon noir qui vous couvre le visage disparaîtra de lui-même. Ce n'est pas lui qui symbolise l'honneur : il serait plutôt synonyme de peur, de pruderie et de frustration. »

Mais les hommes applaudirent la conclusion : « L'homme reste le chef de la famille, il doit toujours avoir le dernier mot. Une femme libre n'est pas celle qui est toujours dans la rue. »

LE Département d'Etat met au point actuellement le vaste mouvement diplomatique qui doit remplacer les ambassadeurs des Etats-Unis dans de nombreux pays européens et du Moyen-Orient.

La désignation des nouveaux titulaires donne lieu à des discussions assez vives. Les représentants du « big business » et, en particulier, des intérêts pétroliers, poussent activement leurs candidats en avant. Ils considèrent en effet que le problème du pétrole jouera un rôle primordial dans les relations entre les Etats-Unis et leurs alliés pendant les dix prochaines années et que Washington doit être représenté auprès de ceux-ci par des hommes au courant de toutes les questions touchant à l'industrie du pétrole.

PAR une lettre personnelle, à en-tête de « Fraternité Française », M. Poujade s'adresse cette semaine à tous les médecins parisiens. Devant la « propagande tendancieuse » de la presse et de la radio, le « Chef » demande à ses correspondants quelques minutes d'attention « pour se faire une opinion personnelle et objective » sur son mouvement.

Tout son plaidoyer porte sur l'attitude du groupe poujadiste de l'Assemblée dans l'affaire de Suez. Postulat : « En politique, le seul critère est le succès. » Dans ces conditions, « le honteux échec de l'opération militaire » donne entièrement raison aux députés U.F.F. qui se sont opposés « au chantage patriotique » et ont « refusé leur confiance à des hommes qui ne la méritent pas ».

La seconde partie de sa lettre est une proclamation nationaliste qui vise « à répondre à l'absurde accusation d'hostilité systématique à l'égard des Etats-Unis, qui est souvent portée contre l'U.D.C.A. ».

B. G.

DORIAN GUY
36, AVENUE GEORGE-V
Face Hôtel George-V
Quinzaine
ITALIENNE
du 8 au 19 janvier
PARDESSUS D'HIVER
IMPERMÉABLES
PULLS sports d'hiver
exclusifs. Gilets et pulls alpaga
POLO-SHIRTS, laine ou
fil d'Écosse.
Vestes de pécari, robes de chambre, pantoufles, chemises, cravates et tous articles de qualité pour Messieurs
"Importation directe d'Italie"

L'AMÉRIQUE COMPTE SES ATOUTS

par Maurice DUVERGER

MAURICE DUVERGER

« RIEN n'est plus nécessaire que la détermination... claire de notre politique touchant la défense de cette région (le Moyen-Orient) » : on souscrit entièrement à cette conclusion du message du président des Etats-Unis. On constate ensuite que, si la détermination est peut-être claire, son expression demeure encore assez brumeuse.

Les commentaires ont insisté sur l'aspect militaire de la doctrine Eisenhower. Ce n'est pas le plus original ni le plus intéressant. Il est important certes, de savoir que l'Amérique interviendra pour protéger toute nation du Moyen-Orient victime d'une agression armée de la part d'un pays « dominé par le communisme international ». En dissipant des doutes, cela peut éviter de regrettables erreurs d'appréciations, de type coréen. Mais qui conservait des doutes ? Pendant la crise de novembre, M. Boulganine a été énergique dans la mesure où les Etats-Unis semblaient l'encourager : il a fait machine arrière dès que Washington s'est inquiété ; et son dynamisme est resté purement verbal.

« Assistance » et « coopération »

Il est intéressant de savoir que les U.S.A. sont prêts à développer des programmes d'assistance et de coopération militaires avec les nations du Moyen-Orient : mais ne l'a-t-on point toujours su ? Les conditions politiques de cette aide militaire ont empêché jusqu'ici qu'elle ne soit acceptée. L'Egypte, en particulier, s'est résolue à acheter des armes aux pays communistes, faute de pouvoir en obtenir des Etats-Unis sans une contrepartie politique jugée inacceptable. Si l'aide militaire américaine était donnée désormais sans contrepartie, alors la doctrine Eisenhower apporterait quelque chose de nouveau : rien de tel n'est dit dans la déclaration présidentielle, où le rapprochement des mots « assistance » et « coopération » suggère le contraire.

Tout cela reste — ou semble rester — dans la ligne du programme de l'amiral Fechteler, lequel visait aussi à « combler tout vide de puissance dans la région... en augmentant la puissance et la sécurité des nations indépendantes du Moyen-Orient ». La partie économique du message ne s'en éloigne guère plus, en apparence. L'aide matérielle y est présentée comme un moyen d'empêcher une « agression indirecte » du communisme par la séduction qu'il exerce sur des peuples sous-développés. Il s'agit en somme de transposer dans les nations arabes la technique du plan Marshall. Elle risque d'y réussir moins bien qu'en Europe.

Car la sensibilité au communisme est probablement moins grande dans les populations dont le niveau de vie est extrêmement bas, que dans celles qui commencent à s'élever suffisamment pour prendre conscience de leur misère et entrevoir l'espoir d'en sortir. Les fellahs de la vallée du Nil, anéantis par la sous-alimentation, la maladie, le labeur incessant, offrent peu de cible à la propagande marxiste. Un peu moins misérables, un peu plus capables de concevoir leur destin, ils lui deviendront plus vulnérables. Pour qu'ils échappent de nouveau à son emprise, il faudra que leur niveau de vie s'élève encore, jusqu'à leur donner un sentiment de satisfaction : aucune aide américaine ne peut le faire. Le communisme semble, à certains égards, une maladie de la « phase intermédiaire » du développement des peuples ou des classes.

L'erreur

L'erreur essentielle de la nouvelle politique américaine est de considérer le Moyen-Orient comme un tout, et de l'envisager uniquement dans ses rapports avec Moscou. Le danger de subversion communiste n'y est pas si grand et si urgent. Et la réalité fondamentale qui commande les autres, c'est la rivalité entre les peuples de cette région : rivalité entre Israël et les nations arabes, rivalité entre l'Irak et l'Egypte, rivalité entre les possesseurs du pétrole et ceux qui n'en ont pas, etc. L'influence soviétique elle-même se développe par le jeu de ces rivalités plus que par la menace militaire ou le sous-développement économique. Mettre fin à cet état de tension, établir une coexistence pacifique entre tous les pays moyen-orientaux : telle est la tâche fondamentale et pressante que M. Eisenhower n'envisage même pas dans son message.

Il en recule l'accomplissement au contraire, dans la mesure où il paraît croire qu'on puisse isoler de Moscou cette partie du monde par un cordon sanitaire d'armes et de dollars : nouvelle erreur. En vérité, les Russes ne peuvent plus être écartés du Moyen-Orient : aucune solution d'ensemble n'y peut être appliquée sans eux. A vouloir ignorer ce fait, on va recommencer sous une forme nouvelle le petit jeu des clientèles et des influences, qui entretient le désordre. Dans son état actuel, la nouvelle diplomatie américaine pourrait bien n'être, au fond, qu'un expédient provisoire. Elle aurait alors le mérite d'empêcher l'U.R.S.S. d'exploiter les avantages que lui ont valus les fautes des Occidentaux depuis six mois. Elle pourrait permettre à ceux-ci de conserver le maximum d'atouts pour un règlement définitif : lequel suppose toujours un accord entre les grandes puissances, exprès ou tacite.

En attendant cet accord, dont la perspective est lointaine, elle aura pour conséquence immédiate de transférer durablement dans les seules mains de Washington l'ensemble des atouts occidentaux. On a tort de se réjouir à Paris de voir les Etats-Unis réemboucher la trompette du danger communiste du Moyen-Orient : ce thème, qui a servi à MM. Eden et Mollet à justifier aux yeux de leurs Parlements l'équipée de Port-Saïd, aide aujourd'hui M. Eisenhower à substituer l'influence américaine à celle de la France et de la Grande-Bretagne.

M. D.

(Copyright « L'Express ».)

qu'il n'a pas connu depuis 1923. Pour la première fois depuis trente-quatre ans, un premier ministre se retire sans désigner son successeur, sans même que le parti compte dans ses rangs une personnalité assez forte pour s'imposer d'emblée au choix de ses collègues.

Peu importe si le parti de sir Anthony choisira, comme premier ministre, M. Richard Butler, à l'intelligence glaciale et opportuniste ; M. Harold Macmillan, qui compense sa timidité par une sévérité glaciale, ou quelque « jeune Turc » comme M. Duncan Sandys ou M. Reginald Maulding. Aucun de ces successeurs possibles n'aura derrière lui l'unanimité du parti. Aucun d'eux ne semble posséder l'autorité nécessaire pour redorer le blason de son parti.

Il n'est pas d'exemple, dans l'histoire britannique, que la démission d'un premier ministre, en temps de paix, et son remplacement par un homme dont les électeurs n'attendaient pas la venue au pouvoir, ne soient suivis, dans les six mois, par des élections anticipées. Car les électeurs britanniques votent pour un premier ministre en même temps que pour un parti. Une substitution de personnes inattendue demande donc à être confirmée par le verdict populaire.

Les conservateurs, pour le moment, proclament leur résolution de s'accrocher au pouvoir. Mais cette résolution s'usera rapidement. Elle fondra dès qu'il s'agira, au printemps prochain, de « payer la note » pour l'expédition égyptienne, de trouver les 600 milliards par an dont l'aventure de Suez prive le Trésor britannique. Aussi, après avoir voté un budget d'austérité, est-il probable que les conservateurs ne seront que trop heureux de céder la place aux travaillistes et de leur laisser la responsabilité des mesures impopulaires rendues nécessaires par la politique d'Eden.

JAPON

« Combien d'acier possède Nehru ? »

(D'un correspondant à Tokyo.)

LE destin semble avoir condamné M. Tanzan Ichibachi à toujours trouver un MacArthur sur sa route. Au moment même où M. Ichibachi était investi comme nouveau premier ministre du Japon, les Etats-Unis, en effet, désignaient M. Douglas MacArthur II comme ambassadeur américain à Tokio. Le nom de MacArthur évoque pour le nouveau chef du gouvernement japonais de désagréables souvenirs.

Il y a près de dix ans, en effet, M. Ichibachi, alors ministre des Finances, était arrêté sur ordre du général MacArthur, « le mikado blanc », oncle de l'ambassadeur actuel. Les crimes reprochés à M. Ichibachi étaient nombreux : non seulement il combattait âprement la politique sociale progressiste inaugurée par MacArthur, mais encore il avait derrière lui un passé compromettant. En tant qu'économiste, il avait recommandé, avant la guerre, l'interdiction des syndicats japonais. En tant que publiciste, « il avait, ajoutait l'acte d'accusation, propagé de toutes ses forces l'impérialisme militaire et économique de son pays, milité en faveur du pacte tripartite et de la guerre avec les puissances occidentales. Il était, en outre, un défenseur passionné de la thèse selon laquelle le peuple japonais ne pouvait être gouverné que de manière totalitaire ».

Ces antécédents suffiraient à expliquer les mines renfrognées avec lesquelles les fonctionnaires américains à Tokyo accueillirent l'investiture de M. Ichibachi. Ils ne sont toutefois pas la seule explication des appréhensions américaines. M. Kichi, en effet, le rival de M. Ichibachi, et qui avait été favorisé par les Etats-Unis, a un passé tout aussi chargé (il fut ministre dans le cabinet de guerre de Tojo et est le principal représentant des trusts au Parlement). Le peu de sympathie américaine pour M. Ichibachi tient plutôt au fait qu'il est le plus antioccidental de tous les hommes politiques nippons qui briguaient la succession de M. Hatoyama : M. Ichibachi est un nationaliste de tendance neutraliste. Son investiture met fin à la période d'après-guerre au Japon.

Fort de son potentiel économique, de son traité de paix et de commerce avec l'U.R.S.S. et de son siège à l'O.N.U. le Japon, estime M. Ichibachi, peut pratiquer une politique étrangère plus indépendante, dont voici les trois points de programme :

— Développer le commerce avec la Chine, auquel les Etats-Unis se sont opposés jusqu'à présent ;

— Fonder les relations américano-japonaises sur une « base d'égalité et de compréhension réciproque », ce qui pourrait impliquer le départ des garnisons américaines au Japon ;

— Adhérer au groupe de Bandoung. M. Ichibachi est fermement décidé à participer à la prochaine conférence des peuples africains et asiatiques. Il entend y disputer à l'Inde le « leadership » de l'Asie non communiste.

« Après tout, remarque M. Ichibachi, parodiant une célèbre remarque de Staline, combien d'acier possède Nehru ? »

U. R. S. S.

Tchou En-laï entre Kroutchev et Gomulka

(D'un correspondant à Moscou)

LA tunique noire boutonnée jusqu'au col, souriant sous son chapeau mou à larges bords, M. Tchou En-laï, président du Conseil chinois, est arrivé lundi dernier à Moscou, pour des conversations décisives pour l'avenir du monde communiste. Plus d'un dirigeant soviétique aura vu apparaître non sans appréhension le Premier chinois. Car on se souvient encore, au Kremlin, du rôle décisif joué par la Chine, il y a deux ans et demi, dans la chute du gouvernement Malenkov, tombé en disgrâce à Pékin quelques semaines avant son renversement par Kroutchev.

Cette fois encore, le voyage impromptu de M. Tchou En-laï coïncide avec la remontée de M. Malenkov, avec la réorientation de la politique soviétique dont la conférence de Budapest (menée par MM. Malenkov et Kroutchev pour l'U.R.S.S.) a fourni la semaine dernière quelques indices. Cette réorientation a paru assez importante, et peut-être inquiétante au gouvernement de Pékin pour qu'il accepte d'interrompre le voyage de M. Tchou En-laï à travers l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Soutien sur la Hongrie

L'affaire hongroise, il est vrai, avait déjà coupé ses meilleurs effets à Tchou, dans sa tournée de bon voisinage. Partout où il venait dénoncer le « chauvinisme des grandes nations », pour se faire le champion de l'égalité et de l'indépendance des peuples, les hommes politiques d'Asie s'empressaient de dire à Tchou tout le mal qu'ils pensaient de l'intervention soviétique en Hongrie. La proclamation du gouvernement de Pékin, justifiant cette intervention et reconnaissant Moscou comme le « centre du mouvement communiste international », avait définitivement anéanti les cartes que Tchou espérait jouer. De même que les Russes avaient sacrifié les fruits à peine mûris de leur politique de détente à « l'impératif » de la répression hongroise, de même les Chinois semblaient sacrifier leur rayonnement naissant en Asie pour donner des gages de loyalisme au Kremlin.

Cette évolution peut sembler surprenante. Au lieu de profiter des difficultés soviétiques en Europe, de se faire la championne de l'indépendance des nations communistes et de briguer ainsi le « leadership » du camp socialiste, la Chine semble s'aligner sur Moscou. Elle fait machine arrière. Après avoir déclaré, le 1er novembre dernier, que « les revendications des peuples polonais et hongrois sont pleinement justifiées » et que « le chauvinisme des grandes nations cause de sérieux dommages à la solidarité entre pays socialistes », les dirigeants de Pékin désavouent le maréchal Tito et tempèrent l'espoir des communistes nationaux qui pensaient pouvoir s'appuyer sur la Chine

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
OBLIGATIONS
6 % 1957
A PRIME INDEXÉE
AMORTISSABLES EN 15 ANS
Prix d'émission : 20.000 francs

dans leurs démêlés avec l'U.R.S.S. Pourquoi ce revirement ?

Problèmes chinois

Parmi les nombreuses raisons qui motivèrent l'attitude chinoise, celles-ci sont sans doute les plus importantes :

● Moins encore que l'U.R.S.S., la Chine n'est actuellement prête pour une libéralisation totale. Son régime, qui a su éviter les outrances du stalinisme, est déjà aussi libéral qu'il peut l'être (1). L'effort d'industrialisation est étalé sur vingt-cinq ans. Le plan chinois a été assoupli au maximum afin que la construction de l'industrie lourde aille de pair avec le relèvement du niveau de vie. Le programme des grands travaux a été étalé. Un supplément de libéralisation risquerait de compromettre le principe même de la planification à longue échéance.

● Pour l'exécution de sa tâche, la Chine dépend lourdement des fournitures de l'U.R.S.S. qui ne lui construit actuellement pas moins de 1.500 usines. Or, la stabilité politique en U.R.S.S., et la primauté laissée à l'industrie lourde soviétique sont des conditions indispensables à la poursuite de l'aide russe. C'est parce que Malenkov passait pour le champion d'une libéralisation accélérée, et de l'industrie légère au détriment de la lourde, qu'il fut combattu par Pékin. C'est à Pékin que M. Kroutchev trouva l'appui indispensable à son ascension. Il est, à certains égards, « l'homme de Pékin », le champion de « l'Asie d'abord ». Il est donc naturel que Pékin cherche à renforcer la position de son « protégé » au moment où la position de M. Kroutchev paraît menacée.

● La Chine est intéressée directement à la stabilité en Europe orientale. Déjà le gomulkisme polonais et l'insurrection hongroise ont privé l'U.R.S.S. de certaines fournitures essentielles. Les Russes sont actuellement contraints de pallier les défaillances de l'économie est-allemande, de remettre sur pied l'économie hongroise, d'accroître leurs fournitures industrielles à la Roumanie et de livrer à la Bulgarie le matériel lourd que ce pays renonce à fabriquer lui-même, pour pouvoir relever son niveau de vie. Ajoutés aux fournitures à l'Inde, à l'Afghanistan, à la Birmanie, dans le cadre de la « coexistence compétitive », tous ces engagements soviétiques incitent M. Tchou En-laï à demander aux dirigeants russes : « Que restera-t-il pour la Chine, une fois satisfaits tous vos satellites européens ? Ne pouvez-vous concevoir une méthode moins dispendieuse pour acheter la paix à vos frontières ? Nous vous le disons tout net : tant que vous respecterez les engagements économiques pris envers nous, nous couvrirons votre politique européenne de notre autorité. Mais ne comptez plus sur notre appui à Varsovie, Budapest, Sofia et Bucarest, le jour où vous vous trouverez dans l'incapacité de nous fournir ce que vous avez promis. Ce jour-là, nous reprendrons notre liberté d'action et traiterons avec le diable, si nécessaire, pour obtenir les machines dont nous avons besoin. »

(1) Lire pages 13, 14, 15.

M. Tchou en Lai a Moscou (1)
Comment dit-on « chantage » en chinois ?

Les atouts de Tchou

Le voyage à Varsovie et à Budapest que M. Tchou En-laï entreprendra à l'issue des entretiens au Kremlin doit apparaître aux dirigeants russes comme une épée de Damoclès suspendue sur leur tête. C'est de la qualité des assurances qu'il obtiendra à Moscou que dépend l'attitude que Tchou adoptera envers M. Gomulka. Celui-ci espère vendre à la Chine ce qu'il livrait jusqu'à présent à la Russie ; et il espère que la Chine le paiera en livres sterling obtenues à Hong-Kong.

Selon qu'il acceptera ou refusera cette transaction, M. Tchou En-Laï encouragera ou découragera l'indépendantisme de M. Gomulka et de ses éventuels émules dans d'autres pays. Le premier ministre chinois a donc deux cordes à son arc. Le soutien qu'il apporte à M. Kroutchev n'est que conditionnel. Jusque dans le désaveu de Tito publié à Pékin la semaine dernière, on retrouve ce souci du gouvernement chinois de ne pas s'engager irrévocablement aux côtés du Kremlin. La déclaration de Pékin affirme en effet :

« Les partis communistes de tous les pays doivent être unis, mais en même temps ils doivent être indépendants. Si l'un de ces deux aspects est négligé, des erreurs s'ensuivent inévitablement. Si l'un des partis impose ses vues ou remplace les suggestions et critiques amicales par l'ingérence dans les affaires d'un autre parti, alors la solidarité en souffrira. »

Kroutchev ou Gomulka ?

L'avertissement est clair : les dirigeants chinois se réservent d'appuyer le gomulkisme partout où il se manifeste, et de le pratiquer à leur tour, le cas échéant.

Contre la menace de dislocation du bloc soviétique, la générosité de l'U.R.S.S. est actuellement une digue assez fragile. Après avoir exploité dix années durant ses satellites et les avoir poussés au bord de la révolte, le Kremlin ne peut les retenir dans son orbite que par un plan Marshall larvé : tous, sans exception, reçoivent cet hiver une aide soviétique en céréales, matières premières et équipement industriel. C'est sans doute le lancement de ce « plan Marshall » soviétique qui s'est trouvé au centre de Budapest, la semaine dernière. Les trois pays qui n'y furent pas représentés (Pologne, Allemagne de l'Est, Albanie) sont ceux-là mêmes qui avaient déjà négocié avec le Kremlin l'octroi d'une assistance spéciale.

Cette situation peut donner une idée du dilemme de M. Kroutchev. Ce dilemme dépasse l'alternative « libéraliser ou restaliniser ». Car si l'U.R.S.S. libéralise, cela signifie au premier chef l'abandon de la primauté donnée à l'industrie lourde. Or, cet abandon entraînera à son tour la dislocation complète du bloc communiste, que seules les fournitures d'équipement russe cimentent encore, tant bien que mal. De même que les positions coloniales des vieilles nations d'Europe s'opposent à leur rénovation intérieure, de même les positions impériales de l'U.R.S.S. s'opposent aujourd'hui à la libéralisation de son régime.

(1) De g. à d. : le maréchal Boulganine, M. Tchou en Laï, M. Kroutchev, M. Ho Loung, M. Mikoyan, M. Chepilov (en partie caché) et M. Wang Tu Chan.

ETATS-UNIS

L'impasse européenne

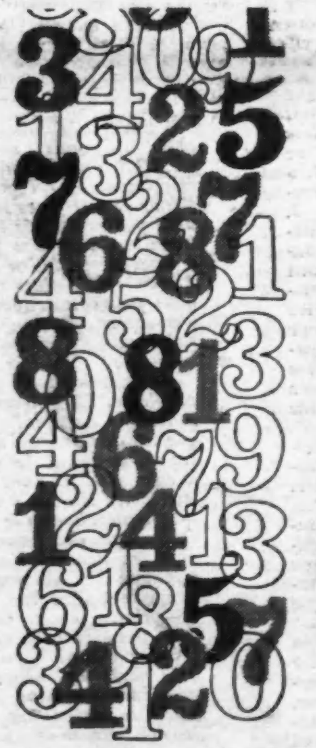
La politique européenne du gouvernement américain aurait dû être profondément modifiée par la révolution hongroise. De nombreuses voix se sont élevées aux Etats-Unis pour que le président Eisenhower, mettant à profit les difficultés soviétiques en Europe de l'Est, propose une solution constructive au problème explosif de la sécurité européenne. Ces voix n'ont pas été entendues.

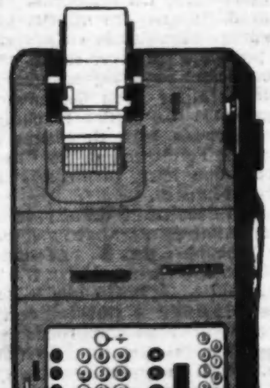
Un journaliste américain, William Harlan Hale, vient de publier dans l'hebdomadaire The Reporter *un article retentissant qui explique la paralysie partielle du gouvernement américain vis-à-vis de l'Europe, et révèle le double jeu dramatique qui se joue entre Washington et Bonn. Au moment où la solution du problème allemand conditionne peut-être le maintien de la paix mondiale, il est important de savoir par qui et pourquoi Washington a les mains liées. C'est ce que dévoile William Harlan Hale dans l'article que* L'Express *publie ici.*

AU début de décembre, cédant à une envie qui mûrissait sous son crâne depuis quelque temps, Harold Stassen, assistant spécial du président Eisenhower, convoqua les représentants des principaux journaux américains pour une conférence de presse. La situation nouvelle créée par les soulèvements européens contre la domination soviétique lui paraissait offrir une occasion exceptionnelle de relancer l'offensive du désarmement. Mis en difficulté par la révolte de ses satellites, le Kremlin pourrait bien se montrer prêt à une retraite qui permettrait un accord général de sécurité. Il fallait faire savoir au monde que les Etats-Unis avaient de nouvelles propositions à présenter.

Mais la nature de ces nouvelles pro-

→





Olivetti Divisumma

La Divisumma est une calculatrice-imprimante électrique qui effectue automatiquement les additions, les soustractions, les divisions et les multiplications et qui donne le solde négatif. Il n'est pas de calcul dans le commerce, dans l'industrie ou dans la banque, qui ne puisse être rapidement et exactement exécuté par cette machine.

S. A. M. P. O. Olivetti
16 bis, Rue d'Anjou - Tél. ANJ. 66.94
Paris (8ème)

→

positions avait fait l'objet de débats orageux au Conseil National de Sécurité Américain (1) et le plan favori de Stassen — retrait simultané d'Europe centrale des troupes orientales et occidentales — s'était heurté à un obstacle de taille qui s'appelait l'Allemagne de l'Ouest. Le Président lui-même avait rappelé à son assistant que la position politique du vieux chancelier Adenauer dépendait entièrement de la protection de la République Fédérale par les troupes américaines et que le retrait de ces troupes lui ferait perdre les élections de septembre prochain. On ne pouvait donc saisir « l'occasion historique » décelée par M. Stassen sans trahir les engagements pris par les Etats-Unis vis-à-vis du vieil homme de Bonn.

Mais M. Stassen, lorsqu'il a une idée, n'est pas homme à l'abandonner facilement. Le jeudi 13 décembre, il tint une conférence de presse au cours de laquelle il indiqua les éléments d'un plan de désarmement que les Etats-Unis envisagent de soumettre à la Commission spéciale des Nations Unies en février prochain. Il insista surtout sur la réduction des forces armées et sur la décision américaine de ne plus exiger dès le début une inspection aérienne complète du territoire soviétique — que les Russes avaient toujours refusée. Il ne dit pas que le retrait simultané des troupes étrangères stationnées en Allemagne faisait partie du plan américain mais le ton de ses remarques ne pouvait qu'inciter les journalistes à se poser la question. Le lendemain, la presse publiait de longs articles laissant entendre que Washington préparait un accord de désarmement et de sécurité qui remettrait en question tous les engagements américains à l'égard de l'OTAN ainsi que le statut de l'Allemagne.

Le débat qui s'engageait ainsi au grand jour animait les salles de réunion de Washington depuis longtemps déjà — débat entre ceux qui voulaient saisir immédiatement toutes les occasions qu'offraient les difficultés soviétiques et ceux qui répondaient : « Pas si vite, souvenons-nous de notre politique traditionnelle : ne faisons rien pour aider l'U.R.S.S. à se tirer du pétrin et surtout accrochons-nous à Adenauer. »

Cette discussion ne marque pas seulement le conflit de deux politiques. Elle est le symptôme du double jeu que mènent les Etats-Unis vis-à-vis de l'Allemagne — et auquel les Allemands répondent maintenant par un autre double jeu.

Dulles réagit

Le secrétaire d'Etat, M. Foster Dulles, qui s'efforçait, à Paris, de sauver la forteresse occidentale, fut indigné du coup que M. Stassen lui portait dans le dos. Des télégrammes furieux traversèrent l'Atlantique et les porte-parole du Département d'Etat affirmèrent qu'ils ignoraient tout d'un projet de retrait des troupes américaines d'Allemagne. Mais il était trop tard. La boîte de Pandore était ouverte. A Bonn, un diplomate américain reconnut en privé que le chancelier Adenauer était « décomposé ».

Ce fut comme si tous les vents s'engouffraient dans une pièce où l'on aurait fait le vide. Quelques jours plus tôt, le sénateur Hubert H. Humphrey avait proposé, dans la préface d'un rapport de la sous-commission sénatoriale pour le désarmement, l'établissement d'une zone-tampon démilitarisée au centre de l'Europe, c'est-à-dire en Allemagne. Rapprochée des déclarations de Stassen, cette proposition prenait une très grande portée. Des chroniqueurs politiques comme Walter Lippmann et Eric Sevareid écrivirent aussitôt que le moment était peut-être venu de chercher à obtenir un relâchement de la tension internationale, particulièrement en Allemagne, pays dont la division nous était imputable autant qu'aux Russes.

(1) Organisme gouvernemental que le Président des Etats-Unis consulte avant toute décision importante.

La rigidité de la politique n° 1 des Etats-Unis — la politique officielle — était due à la conviction qu'il ne fallait en aucun cas changer d'attitude pour la seule raison que les Russes étaient en difficultés. Cette politique était si statique que lorsque les services officiels d'information avaient demandé, au début de décembre, quelle attitude ils devraient observer si un soulèvement comparable à celui de Hongrie éclatait en Allemagne de l'Est, on leur répondit que rien n'avait été prévu pour une telle éventualité.

Vers la mi-décembre, cependant, les « penseurs » du Département d'Etat furent contraints de se réveiller. Le 16, le *New York Times* écrivit en première page qu'une révolte en Allemagne orientale pourrait avoir de si graves conséquences en Allemagne occidentale que les Russes pourraient être tentés de déclencher une guerre. La conclusion était évidente : si l'on ne voulait pas que l'Allemagne de l'Est mette le feu au monde, il valait mieux en retirer le combustible, c'est-à-dire les armées.

De toutes parts, des pressions de plus en plus fortes s'exerçaient sur le Département d'Etat pour l'inciter à adopter sa politique n° 2 : celle de Stassen.

Précautions à Bonn

Pendant ce temps, que se passait-il en Allemagne Occidentale — dans cette République dont les légions, encore inexistantes, devaient tenir la première ligne de défense des Etats-Unis ?

> « *Officiellement*, nous a déclaré une personnalité allemande de Washington, *nous ne pouvons bouger d'une ligne. Vous connaissez la position du « Vieux » : pas de compromis, pas de négociations, pas de discussions sur les frontières. Nous restons aussi intransigeants que vous. Mais officieusement, les choses se passent un peu différemment.* »

L'été dernier, l'ancien haut commissaire en Allemagne, John J. McCloy, ami fidèle du chancelier Adenauer, avait choqué les milieux gouvernementaux allemands en écrivant dans la préface d'un livre sur les relations américano-soviétiques que les Allemands feraient bien de renoncer à quelques-unes de leurs revendications territoriales afin de libérer les Polonais, les Tchèques et les Russes de la peur que leur inspirait l'idée d'un Reich réunifié.

Mais le 14 décembre dernier, le ministre des Affaires étrangères et successeur probable de M. Adenauer, Heinrich von Brentano, déclarait à un correspondant américain que le gouvernement de Bonn « pourrait certainement parvenir à un compromis avec la Pologne sur la question des frontières ». C'était la première fois que ce sujet tabou était abordé.

Trois jours plus tard, le bulletin d'information du parti d'Adenauer laissait entendre que Bonn, sans aborder encore le problème des frontières, préparait des discussions avec Varsovie sur un renoncement à l'emploi de la force pour régler cette question.

> « *Officiellement*, a dit un observateur allemand à Washington, *il n'y a encore aucun contact entre Bonn et Varsovie, mais il est certain que nous sommes dans une période d'assouplissement.* »

De son côté, M. Foster Dulles tint à son retour de Paris une conférence de presse très significative dans la mesure où ses déclarations pouvaient être interprétées de façon assez contradictoire.

Double jeu

Il commença par dire nettement « qu'il n'y avait aucun plan » de réduction des forces militaires stationnées en Europe. Mais il précisa un peu plus tard qu'aucun plan de ce genre n'était « pour l'instant à l'étude », ce qui permettait aux commentateurs de souligner le « pour l'instant ». Répondant ensuite à une question sur les chances d'un règlement des problèmes européens, il souligna que si les satellites de l'U.R.S.S. « devenaient des nations véritablement indépendantes... cela pourrait justifier un réexamen général de la situation. Ce que nous cherchons, c'est à faciliter l'évolution des satellites dans ce sens. »

Foster Dulles alla plus loin encore en déclarant : « Nous n'avons aucun désir de voir l'Union Soviétique entourée de nations hostiles » (où est la doctrine du « refoulement » ?). Il ajouta que les satellites pourraient être « neutralisés » et que si leur indépendance devenait réelle, les Etats-Unis seraient contre le maintien d'une situation « qui implique la division prolongée de l'Allemagne ».

En un mot, si l'U.R.S.S. relâche son emprise sur les satellites, l'Amérique serait prête à évacuer certaines positions en Europe et particulièrement en Allemagne.

Foster Dulles exposait ainsi et pour la première fois les deux termes d'une alternative tenue secrète jusque là. Le premier terme était seul connu : c'était la fidélité à l'OTAN et au chancelier Adenauer, garde-frontière au casque magique. Le second, c'est la possibilité d'un accord avec l'U.R.S.S.

Le secrétaire d'Etat avouait ainsi à l'Europe de l'Est et à l'Allemagne occidentale ce que son administration n'avait pas osé avouer au peuple américain : qu'il est possible de négocier avec le communisme tant qu'il se limite à des ambitions nationales et non internationales.

L'hypothèse écartée

Mais si l'Amérique est prê[illegible] à négocier un règlement général concernant tous les pays satellites qui ne prendront plus leurs ordres à Moscou, comment le problème se pose-t-il pour l'Allemagne de l'Est ? « Que devra faire l'Allemagne orientale pour prouver qu'elle est « indépendante ? » demandait un Allemand à Washington. « L'Amérique demande depuis des années — avec le chancelier Adenauer — que la réunification du pays soit subordonnée à des élections libres dans sa zone communiste. Mais vous n'exigez pas que des élections libres aient lieu en Yougoslavie et en Pologne avant de considérer ces pays comme indépendants. »

Comme pour confirmer cet argument, un haut fonctionnaire américain nous déclarait dernièrement :

> ***« En ce qui concerne la Hongrie, il nous suffirait que l'U.R.S.S. prenne l'initiative d'un élargissement du gouvernement Kadar et retire ses troupes. Et il n'est pas exclu que telle soit son intention, tant son intervention a soulevé de haine contre elle. Alors — mais alors seulement — nous pourrons envisager un règlement européen d'ensemble.***

— **Mais qui en prendra l'initiative ?**

> ***— Franchement, c'est tout le problème.*** **Et l'homme se gratta la tête.** ***Je peux même vous dire que les discussions sont orageuses sur ce point. La question est la suivante : si nous avons réellement les Russes à notre merci — comme chacun le croit ici — est-il sage de nous précipiter pour les tirer d'affaire ?***

— **Appliqué à l'Allemagne, qu'est-ce que cela veut dire ?**

> ***— Entre nous, nous ne savons pas très bien ce que le secrétaire d'Etat a en tête lorsqu'il parle de négocier sur le problème allemand dès que les satellites orientaux auront retrouvé leur indépendance. S'ils la retrouvaient vraiment, on peut se demander ce que feraient les Russes des vingt divisions qu'ils entretiennent en Allemagne orientale et dont les lignes de communication avec l'U.R.S.S. auront été coupées. En d'autres termes, on voit mal comment le problème de la pacification pourrait être résolu avant le problème allemand. Et puis, vous connaissez la situation : nous ne pourrons rien changer au statut de l'Allemagne tant qu'il y aura Adenauer. Or la consigne est de le faire réélire une nouvelle fois en septembre prochain. Tel est notre dilemme.***

— **Supposons qu'Adenauer perde les élections.**

> ***— Nous aimons mieux ne pas y penser pour l'instant. »***

MM. FOSTER DULLES, KONRAD ADENAUER ET HAROLD STASSEN
Entre deux politiques un mur infranchissable

CROISIÈRE de PAQUES

à bord du bateau des Rois
T/s AGAMEMNON (10.500 tonnes)

GRÈCE - TURQUIE - DALMATIE

Du 13 au 28 avril 1957

VENISE - KATACOLO (Olympie) - CANDIE - SANTORIN - RHODES - IZMIR (Ephèse) ISTANBUL - MOUDIANA (Brousse) - DELOS - MYCONOS - ATHENES - EPIDAURE ITEA (Delphes) - KOTOR - DUBROVNIK - VENISE

PRIX : (Excursions comprises) à partir de :
Classe touriste 60.000
2e classe 110.000
1re classe 175.000

Renseignements - Inscriptions :

LE TOURISME FRANÇAIS
96, rue de la Victoire - PARIS - TRI. 15-50

JE, TU, IL...

● Philippe de Seynes, 47 ans, secrétaire général adjoint de l'O.N.U. pour les affaires économiques et sociales, et ancien chargé de mission au cabinet « affaires étrangères » de M. Mendès France, avait dit à ses amis à la veille du Jour de l'An : « Je vais passer les fêtes dans ma famille. » Il était allé secrètement à Budapest pour y étudier les besoins de la population hongroise. A son retour, M. de Seynes a précisé : « Je n'ai fait aucune promesse : étant donné l'humeur actuelle de l'Assemblée générale, il n'est pas certain que les Etats membres soient prêts à accorder leur aide au gouvernement hongrois. »

● Ray Sugar Robinson, 36 ans, a rencontré à Madison Square Garden Gene Fullmer, 25 ans ; le titre de champion du monde des poids moyens était en jeu. Robinson, en gagnant, aurait réalisé le rêve de tous les boxeurs : effectuer un « comeback », un retour heureux sur le ring après l'heure de la retraite. Il a été battu. Il a quand même encaissé l'équivalent de cinquante-cinq millions de francs, tandis que le vainqueur devait se contenter de neuf millions.

● Madeleine Marin, de Pérouges (Ain), n'aimait pas les statuettes médiévales que le chanoine Gonnet avait préférées aux saints en ,stuc qui, depuis le début du siècle, ornaient l'église dont elle était une des plus assidues paroissiennes. Elle a voulu mettre le feu à l'église.

● Le 5 janvier 1957, on enregistrait à Paris 11° au cours de la nuit et 13°8 dans l'après-midi. Le 5 janvier le plus chaud depuis 1900.

● Marie-Lucie P..., 13 ans, avait disparu de Nice. On a craint un enlèvement. On l'a retrouvée quatre jours plus tard chez des amis de sa famille : « Mon carnet de notes du premier trimestre n'était pas fameux et j'avais envie de voir Paris », explique-t-elle.

● Le Professeur Varangot, 47 ans, nouveau titulaire de la chaire de gynécologie-obstétrique, a donné son premier cours à l'ancienne Faculté de Médecine. Dans l'amphithéâtre : les professeurs de Vernejoul, Mondor et Debray.

RADIO

Une ténébreuse affaire

EUROPE N° 1 dont le succès, depuis sa création, va s'affirmant (ce poste touche aujourd'hui neuf millions d'auditeurs) risque de disparaître cette année.

Pourquoi donc devrait se taire une équipe qui a su aussi rapidement s'imposer ?

Il s'agit ici d'un nouvel épisode de la guerre des « postes périphériques ».

Ces postes, installés hors de nos frontières (Radio-Monte-Carlo, Radio-Luxembourg, Radio-Andorre et Europe N° 1), contrairement aux postes d'Etat, acceptent des annonces publicitaires et appartiennent à des groupes privés. Ils sont plus libres que la R.T.F., avec des nuances cependant.

Radio-Monte-Carlo, par exemple, est contrôlé (94 % des actions) par la S.O.F.I.R.A.D. (Société Financière de Radiodiffusion) qui, elle-même, appartient à l'Etat. Cette station est de ce fait l'objet d'une vigilante surveillance gouvernementale. Bizarrerie : ce poste est considéré comme « périphérique » bien que son antenne soit en territoire français.

Europe n° 1 pour sa part a vite conquis une solide réputation de non-conformisme. Son journal parlé, en particulier, réalisé par des hommes qui ne craignent pas de dire des vérités désagréables aux officiels, a souvent provoqué l'humeur de tel ou tel ministre irrité de ne pouvoir exercer, ici comme à la radio, des pressions sur ces journalistes trop indépendants.

Heure propice

L'antenne d'*Europe n° 1* étant en territoire sarrois, la Sarre redevenant allemande, l'heure sembla propice pour les faire taire. Le 22 décembre, MM. Maurice Faure et Von Brentano, aux noms des gouvernements français et allemand, décidaient de racheter de concert la majorité des actions d'*Images et Son* qui, par l'intermédiaire de la Société sarroise de Télévision, contrôle le poste de télévision de langue allemande *Tele-Saar* et le poste de radio *Europe n° 1*, *Tele-Saar* devenant allemand et *Europe n° 1* demeurant français.

Par ces accords, l'Allemagne s'engageait à ne pas s'immiscer dans la gestion d'*Europe n° 1*. Il était également décidé, à la demande des Français, de détruire dans trois ans l'antenne du poste de radio.

Le gouvernement français a donc demandé au Parlement les crédits nécessaires pour s'assurer le contrôle d'*Images et Son* (près de 4 milliards). Ces crédits ont été refusés, l'Etat ayant tout à perdre dans l'affaire (la revente du matériel « à la casse » au terme des trois années fatidiques ne devant rapporter que quelques centaines de millions).

MM. Albert Bayet, Henri Massot et Jean Baylet (directeur de *La Dépêche du Midi* et champion de la lutte contre les « postes périphériques » qui concurrencent la presse sur le marché de la publicité) ont alors été chargés par la Fédération et la Confédération de la Presse d'intervenir à ce propos auprès de M. Guy Mollet.

Groupes étrangers

« Ils lui ont fait part, disent-ils dans un communiqué, de la très vive émotion que ressentait la presse française à l'idée que les postes *« Radio-Télé-Europe n° 1 »* situés depuis le 1er janvier en territoire étranger et émettant en langue française, risquaient de tomber aux mains de groupes auxquels les intérêts français seraient étrangers. Ils ont demandé au président Guy Mollet de tout mettre en œuvre pour que le Parlement fût à nouveau saisi de ce problème dans des conditions conformes à l'évident intérêt de la France. »

Des groupes étrangers (suisse et américain) ont effectivement proposé d'acheter ce poste, qui est une excellente affaire (300 millions de recettes par mois). Ils ont, toutefois, proposé par lettre au gouvernement français de lui abandonner le journal parlé d'*Europe n° 1*, mais ils continueraient à drainer, comme les autres postes périphériques, la publicité des annonceurs français.

Si le Parlement de nouveau saisi refuse derechef les crédits, que va-t-il se passer ? Les hypothèses actuellement avancées sont les suivantes :

● M. Floirat, qui détient plus de la moitié des actions nécessaires à la gestion d'Images et Son, propose au gouvernement français, pour qu'*Europe n° 1* ne passe pas sous contrôle étranger, de se substituer à lui dans les engagements pris vis-à-vis du gouvernement allemand. M. Floirat, toutefois, tient à exploiter le poste jusqu'à la fin de la concession, c'est-à-dire pendant cinquante ans. Il demanderait que soit révisé l'accord stipulant que le poste serait démantelé dans les trois ans.

● Le Conseil de l'Europe manifestait mercredi le désir d'acheter le poste de radio, pensant ainsi accroître son influence. Son offre pourrait être acceptée.

● Les antennes d'*Europe n° 1* sont à 800 mètres de la frontière. Une rectification de cette frontière ferait tomber l'argument : l'Allemagne pourrait un jour s'emparer du poste.

● L'ensemble des journaux français, groupés, achèterait *Europe n° 1* et l'exploiterait pendant les trois années à courir, à perte, mais avec l'assurance d'éliminer ensuite un concurrent important sur le marché de la publicité.

Madeleine Marin
Du feu

Ray Sugar Robinson
Plus d'étincelle

MONTAGNE

Un travail mal fait

Claude Forget, 32 ans, est reporter au « Dauphiné Libéré ». Envoyé à Chamonix par son journal, il a assisté à l'organisation du sauvetage de Vincendon et Henry, morts au mont Blanc. Alpiniste aguerri, membre du Groupe de Haute Montagne, Claude Forget a participé à de nombreuses expéditions de sauvetage dans l'Oisans. Son témoignage mérite de retenir l'attention, et c'est pourquoi nous publions ici l'article qu'il nous a fait parvenir.

DEUX alpinistes viennent de mourir de froid sans avoir été secourus.

Ce drame de la montagne n'a pas d'équivalent, il a soulevé l'opinion, il divise les montagnards et jette le discrédit sur Chamonix : l'équipe de hockey sur glace de cette station en arrivant samedi dernier à Genève est accueillie par ces cris : « Mont Blanc assassin » ; le *Sunday Pictorial* de Londres parle de « la honte de Chamonix »...

Comment a-t-on pu en arriver là, alors que tant de volontaires voulaient partir ?

Quand, dans l'après-midi du 27 décembre, on eut repéré à l'aide d'un télescope deux hommes qui titubaient sur le Grand Plateau, il fallait former immédiatement une caravane qui se- →

OH, PARDON..!

● « Nous terminons notre programme de musique légère par la marche de l'Union française. »
(R.T.F., Programme Parisien.)

● « Quand le « doigt » d'un psychanalyste approche le nœud d'un complexe, le patient se convulse et hurle. »
(P. Clavel, *Combat*.)

● « J'aime mon mari, mais j'aime mieux la France. Alors je divorce. »
(Gaby Bruyère, *Cinémonde*.)

● « Kessel ne serait-il, après tout, qu'un Malraux supérieur ? »
(*Bulletin de Paris*.)

● « Patrouille nocturne des chasseurs alpins dans la région de Bougie. Une bande rebelle, surprise, abandonne 13 tués... » « Trois grenades samedi au stade municipal... » « Nous voulons faire de l'Algérie une communauté d'amour. »
(Trois titres de *L'Echo d'Alger* du 6 janvier 1957.)

SOLDES FORMIDABLES
MONTY
22, avenue Victor-Hugo - PASsy 02-19
CHEMISES popel. Alsace, depuis ... 1.280 f.
PYJAMAS popel. Alsace, depuis .. 2.480 f.
CHEMISES nylon, valeur 3.980 f. ... 2.750 f.
VESTES DAIM, valeur 29.800 f. ...... 19.800 f.
VESTES Harris Tweed, depuis ...... 12.900 f.
PARDESSUS hiver, depuis .... 13.900 f.
LODEN Autrichien, depuis .... 13.900 f.

LE BEST-SELLER
de Janvier
Douze histoires de choc par les "as" du roman policier "noir" et notamment : *Lequel a tué ?* par Bryce Walton (elle était prête à tout pour réussir, mais pas à la mort...) ; *Meurtre d'un bébé*, par Evan Hunter (le plus pathétique des crimes et la plus innocente des victimes) ; *Adieu, Janie!* par Bruno Fischer (un drame serré aux péripéties haletantes, comparable aux meilleurs films du genre) ; *Echec à la peur*, par Craig Rice (une poursuite dont l'issue peut être fatale) ; *On ne perd rien pour attendre*, par Fletcher Flora (une obsession qui dégénère en tragédie).

MAIS CHAQUE NUMÉRO, RIEN QUE DES RÉCITS COMPLETS ET NON ABRÉGÉS.
EN VENTE CHEZ TOUS DÉPOSITAIRES DE JOURNAUX, KIOSQUES, BIBLIOTHÈQUES de GARES
144 pages 120 frs

rait allée à leur rencontre par l'itinéraire des Grands Mulets. Mais le bureau de la Compagnie des guides de Chamonix, consulté par des amis des deux alpinistes en perdition, déclara qu'il était impossible de monter au Grand Plateau. L'équipe de Chamonix jugeait l'itinéraire des Grands Mulets impraticable.

Or ce jour-là il était probablement possible de l'emprunter, le vent n'était pas mauvais, la neige n'était pas encore tombée en abondance et les avalanches n'étaient pas à craindre.

De toute façon on aurait pu aller voir, telle est l'opinion de Lionel Terray, telle est aussi celle du grand guide Armand Charlet. L'avis de ces deux hommes qui sont parmi les plus grands guides français fait autorité et la preuve que ce qu'ils disent est vrai a été donnée par les guides de Courmayeur.

Ceux-ci, pendant qu'on hésitait à Chamonix, sauvaient en effet la cordée de Bonati en escaladant la difficile voie des Arêtes Grises. Ce qui a été réussi sur le versant italien du mont Blanc pouvait l'être sur le versant français. Et si le bureau des guides de Chamonix l'avait voulu, une caravane aurait sans doute pu arriver au Grand Plateau le 28 ou le 29 décembre.

L'expédition comportait des risques, mais elle aurait pu être tentée. Pourquoi ne l'a-t-elle pas été ?

Parce que les guides considéraient que Vincendon et Henry avaient commis une folie en allant au mont Blanc en hiver et aussi parce que ces deux alpinistes étaient des jeunes citadins trop audacieux.

Il ne fait aucun doute que les choses se seraient passées autrement s'ils avaient été originaires de la Vallée. Ce sont les raisons profondes d'une décision qui révèle un état d'esprit bien surprenant, surtout chez des guides.

Un chef

Cependant, si le bureau des guides avait une opinion, tous les guides ne la partageaient pas, et s'il y avait eu à Chamonix un homme pour les bousculer un peu, une caravane aurait pu être formée. Hélas ! il n'y eut personne, car les responsables du secours en montagne n'osaient pas aller contre l'idée du bureau des guides.

Il faut dire aussi que leurs connaissances de la montagne ne leur permettaient pas de le faire. C'est ici que l'absence d'une autorité qui aurait supervisé les différents organismes du pays du mont Blanc se fit cruellement sentir.

LIONEL TERRAY ET LE COMMANDANT LE GALL
Deux choix

Un fait illustre bien l'état d'esprit de ceux qui auraient dû agir. Arrivant à Chamonix le 30 décembre, Lionel Terray voulut immédiatement partir. Le Dr Tartigue, l'un des responsables du secours en montagne, le prévint que, s'il y allait, c'était à ses risques et périls et qu'il ne pouvait l'assurer car le danger était trop grand. C'était là une erreur qui fit bondir tous les responsables de la Fédération française de la montagne, tant à Paris qu'à Grenoble et à Briançon. Cette erreur montrait aussi que le Dr Tartigue connaissait mal la police d'assurance du Secours en Montagne. De tels propos étonnèrent de la part d'un chef d'une opération de secours.

Donc la carence de Chamonix explique que seule que les secours aient été organisés à Saint-Gervais où l'on fit appel à des hélicoptères qui, malgré le courage des pilotes, avaient l'inconvénient d'être à peu près infirmes à 4.000 mètres d'altitude.

Jusqu'au bout

Il était dit que le sauvetage qui avait commencé d'une manière lamentable se terminerait lamentablement. Le vendredi 4 janvier, le beau temps était revenu sur le massif, et les hélicoptères « Alouette » qui étaient arrivés la veille à Chamonix évacuèrent avec succès en un temps record les huit hommes qui avaient été bloqués par la tempête au laboratoire Vallot après l'accident d'hélicoptère du 31 décembre. Cette première opération devait être suivie d'une reconnaissance vers l'épave du Sikorsky où Vincendon et Henry avaient été installés.

Il fallait que le sauvetage soit mené jusqu'au bout et qu'il ne se résume pas à celui des seuls sauveteurs. Certes Vincendon et Henry étaient sûrement morts ce jour-là, cependant on aurait aimé une certitude, les familles surtout auraient aimé savoir sans équivoque que tout était fini. Pourtant, malgré le beau temps, on n'envoya pas cette équipe.

Une telle façon d'agir choqua profondément les nombreux alpinistes présents à Chamonix. Armand Charlet ne cacha pas son opinion, il estimait cette opération de reconnaissance vers l'épave d'autant plus nécessaire qu'elle était possible sans trop de risques. C'était aussi l'avis du commandant Chottard, ancien chef de l'E.H.M., qui disait : « Il faut aller voir, c'est notre devoir. » Quant aux volontaires, ils étaient nombreux à se demander pourquoi on ne faisait pas appel à eux, mais il est certain qu'en haut lieu on ne voulait plus prendre de risques, sans doute estimait-on qu'on en avait déjà trop pris.

On se borna donc à survoler l'épave en hélicoptère et, pour donner l'impression qu'on tentait l'impossible, une échelle de corde avait été accrochée à l'appareil, mais on n'osa tout de même pas pousser cette sinistre farce jusqu'au bout.

L'hélicoptère est rentré sans que l'échelle ait été déroulée. C. F.

ASSURANCES

Les courses les plus dangereuses

L'INSTITUTION d'une assurance obligatoire pour les courses en haute montagne, qui avait été préconisée par une partie de la presse et certains spécialistes, est pratiquement impossible.

Pour les compagnies d'assurances, des contrats de ce genre ne pouvaient être passés qu'individuellement et avec des variations importantes selon les risques que l'on peut évaluer.

— *Il n'existe aucun barème pour les risques exceptionnels,* nous a-t-on précisé à la Fédération des Assurances. *Tout au plus, certaines grandes compagnies françaises sont prêtes à assurer les « courses les plus dangereuses ».*

Lionel Terray, de son côté, n'estime pas que l'assurance obligatoire soit souhaitable.

— *Il faudrait alors créer une compagnie de gendarmes de la montagne,* a-t-il déclaré à l'un de nos confrères, *qui exercerait un contrôle compliqué dans la montagne. On ne peut pas empêcher les gens d'aller en montagne sans assurance, car où commence et finit la montagne?*

Il est à noter qu'en France, comme d'ailleurs en Suisse, les clubs de montagne exigent de leurs adhérents des cotisations importantes qui comprennent des primes d'assurances couvrant pratiquement tous les risques. Les membres du Club alpin (32.000) paient de 1.000 à 2.500 francs le droit d'aller en montagne avec les meilleures garanties. Les « frais de recherche » qui leur sont alloués en cas d'accident seront couverts jusqu'à 80.000 francs. Il en va de même pour les skieurs faisant partie de la Fédération française de la montagne (93.000).

Les étudiants sont déçus

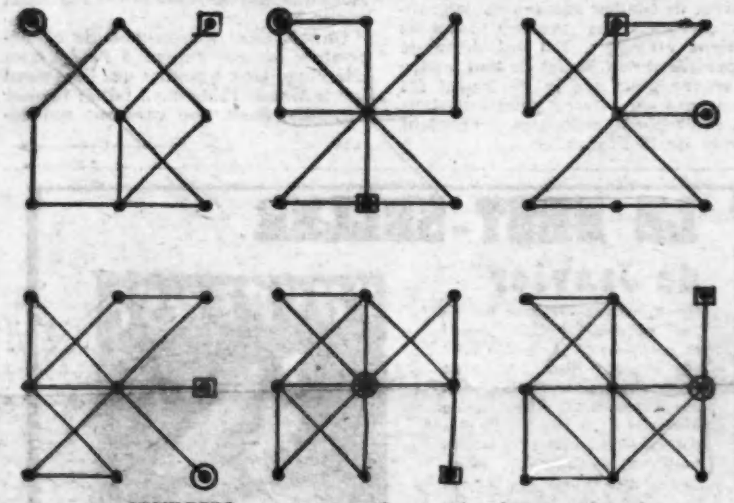
Claude Neuschwander (vice-président de l'U. N. E. F.) qui a écrit à plusieurs reprises dans « L'Express », nous a confié cette semaine un article où il expose en termes très vifs le mécontentement des étudiants déçus par l'attitude des pouvoirs publics devant leurs revendications.

Nous le publierons la semaine prochaine, en même temps que la prise de position du ministre de l'Éducation nationale, dont la conférence de presse, qui était prévue pour mercredi, a été reportée.

TEST

Savez-vous organiser l'espace ?

NOUS vous présentons 6 figures composées chacune de 9 points reliés par un tracé. Vous devez suivre le tracé de chacune des figures avec un crayon, à partir du point de départ entouré d'un rond, jusqu'au point d'arrivée entouré d'un carré et relier ainsi les points les uns aux autres. Vous ne devez jamais revenir en arrière ni repasser deux fois sur la même ligne mais vous pouvez repasser plusieurs fois par le même point. Chronométrez le temps total qui vous sera nécessaire pour suivre le tracé des 6 figures.



RESULTATS

Si vous avez fait ce test en 4 minutes ou moins, sans aucune erreur (en suivant tous les traits dessinés, sans revenir en arrière et sans repasser deux fois sur le même trait) vous avez fait preuve d'une « aptitude à structurer » remarquable ; vous seriez un excellent topographe, d'une manière générale vous êtes capable de percevoir rapidement l'organisation de formes, de plans, et de suivre une construction complexe.

Cette aptitude, c'est le raisonnement appliqué aux formes spatiales, qui consiste à examiner toute l'étendue d'un champ, à percevoir des solutions partielles, à essayer rapidement diverses solutions possibles, et, lorsque les informations ont paru suffisantes, reprendre le problème dès le départ et suivre rapidement les tracés déjà fixés dans la mémoire.

LA CHINE DANS LE VIRAGE

Le parti communiste chinois n'a pas attendu le XX[e] Congrès du parti soviétique pour s'apercevoir que le stalinisme menait le régime dans l'impasse. Les dirigeants chinois ont entrepris depuis plusieurs mois déjà un grand effort pour « repenser » la doctrine marxiste à la lumière des erreurs commises en U.R.S.S. Le VIII[e] Congrès du parti communiste chinois, qui s'est tenu à la fin de l'année à Pékin, a tiré les enseignements de ses études et a pris des résolutions pour l'avenir. Mais jusqu'à présent ce désir de rénovation est demeuré sur le plan de la discussion et l'énorme appareil bureaucratique qui domine la Chine comme tous les autres pays communistes a freiné l'application de la nouvelle doctrine. Des voyageurs occidentaux revenus récemment de Pékin soulignent que de nombreux foyers de mécontentement existent dans le pays. Le mécontentement est né de l'accélération forcenée de la collectivisation des campagnes et de l'industrialisation. En Chine comme partout ailleurs dans le monde communiste se pose aujourd'hui le problème des sacrifices que le peuple est capable de supporter pour édifier une nation moderne. Les Chinois, dans leur sagesse, réussiront-ils à trouver le secret qui permette à la démocratie de survivre à une telle épreuve ? Ou bien faut-il s'attendre à voir cet immense continent peuplé de plus de 500 millions d'hommes secoué par les mêmes crises qu'ont connues la Russie et les pays communistes européens ?

Quels sont les hommes qui conduisent aujourd'hui la Chine vers son destin ? Quelles sont les méthodes qu'ils ont décidé d'employer pour réussir ? C'est à ces questions que répond l'étude que L'Express *publie ici.*

A LA grande maison de l'amitié sino-soviétique, la haute bourgeoisie de Changhaï offre une représentation de gala. Les membres des plus puissantes dynasties financières de Chine, les égaux de Rockefeller, Mellon et Dupont de Nemours, les hommes et femmes grisonnants qui contrôlent 63 % des industries chinoises et 42 % de la production de leur pays, ont organisé ce gala pour fêter leur « entrée dans la société socialiste ».

Des directeurs d'usines et leurs femmes, âgés de soixante ans, montent sur la scène pour interpréter des pièces de théâtre cantonais. Jung Yi-jen, propriétaire de vingt-quatre usines sises dans huit grandes villes, chante un air d'opéra. Un chœur de trente-neuf personnes, femmes et filles de « capitalistes nationaux », déclame un morceau de circonstance, intitulé « Joyeuse entrée dans la société socialiste ».

Ces gens se moquent-ils du monde ? Ou sont-ils sincères ? Peu importe. Ils « jouent le jeu » de la Chine nouvelle. Un jeu aux règles non écrites, et dont la première est que la transformation de la société chinoise doit s'accomplir avec le maximum de bonne volonté et de souplesse, le minimum de heurts et de violences ouvertes. Le gala de Changhaï symbolise à merveille le singulier esprit de la Chine nouvelle : cette dictature « en douceur » intoxique jusqu'à « l'ennemi de classe » de ses sourires, de ses slogans autosuggestifs, de son optimisme de commande.

Le suicide par persuasion

Elle procède comme le maréchal Montgomery : lorsqu'elle part à l'offensive, c'est après avoir réuni trois fois plus d'atouts qu'il n'en faudrait pour l'emporter. En dépit de cette supériorité, elle s'arrête après un bout de chemin, rectifie ses positions, opère des replis tactiques, digère longuement le territoire conquis. Elle prend son temps : c'est que la bataille sera longue et que son issue est pratiquement certaine : la naissance, d'ici vingt-cinq ans, d'une nation moderne, aussi industrialisée que l'U.R.S.S. l'est aujourd'hui.

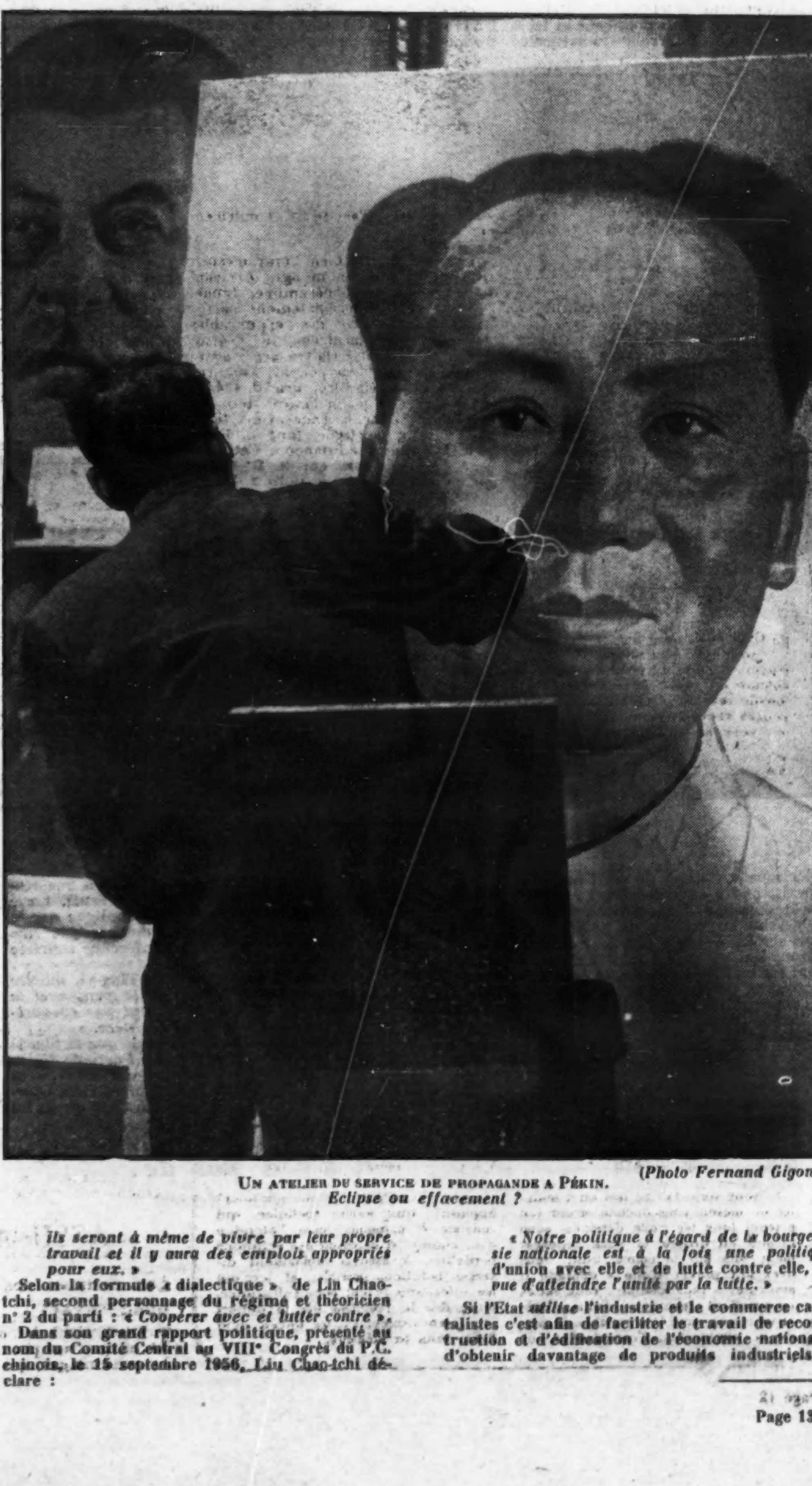
Cette construction d'une nation doit se faire doucement, par étapes. Inutile de liquider les capitalistes. On commence par les résorber. Le président Mao Tsé-toung les invite publiquement à demander *eux-mêmes* la transformation de leurs boutiques et de leurs usines en entreprises mixtes, à participation financière et administrative de l'Etat.

Comment l'Etat s'y prend-il pour amener les dynasties financières à se suicider avec le sourire ? Il fait d'abord appel à leurs sentiments patriotiques. Mais cet appel ne servirait à rien s'il n'offrait en même temps aux capitalistes obéissants des crédits, de l'outillage, des possibilités de développement, des matières premières et des commandes dont les récalcitrants ne bénéficieront pas. Le capitaliste doit donc s'adapter ou disparaitre. Il s'adapte, sans s'en porter plus mal.

Les anciens propriétaires ne sont, en effet, pas dépossédés. Ils continuent à toucher pour leurs actions dans l'entreprise un intérêt moyen de 5 %. La plupart conservent un poste à responsabilité administrative ou technique dans leur ancienne entreprise. Tous conservent leur ancien traitement.

Après avoir à demi nationalisé, il y a un an, jusqu'à la brouette du marchand de soupe ambulant, le gouvernement vient de faire à nouveau un pas en arrière : les marchands ambulants resteront des artisans, pour le moment. Mais le but final demeure : c'est la nationalisation de toutes les entreprises capitalistes, grandes ou minuscules. Elle ne sera toutefois pas achevée avant vingt ans.

« *Nous avons expliqué clairement*, déclare un officiel, *que nous marchons vers le socialisme. Nous donnons aux capitalistes des emplois et nous les aidons à élever leurs capacités de direction et leurs capacités techniques. Lorsque le pays sera socialiste, ils seront à même de vivre par leur propre travail et il y aura des emplois appropriés pour eux.* »



(Photo Fernand Gigon.)

UN ATELIER DU SERVICE DE PROPAGANDE A PÉKIN.
Eclipse ou effacement ?

Selon la formule « dialectique » de Liu Chao-tchi, second personnage du régime et théoricien n° 2 du parti : « *Coopérer avec et lutter contre* ».

Dans son grand rapport politique, présenté au nom du Comité Central au VIII[e] Congrès du P.C. chinois, le 15 septembre 1956, Liu Chao-tchi déclare :

« *Notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale est à la fois une politique d'union avec elle et de lutte contre elle, en vue d'atteindre l'unité par la lutte.* »

Si l'Etat *utilise* l'industrie et le commerce capitalistes c'est afin de faciliter le travail de reconstruction et d'édification de l'économie nationale, d'obtenir davantage de produits industriels à

→

échanger contre les produits agricoles des paysans et par là d'assurer la stabilité des prix. Mais cela ne signifie pas que l'Etat permette un développement sans frein du capitalisme. Au contraire il le restreint par la taxation, le contrôle des prix, des contrats, la lutte contre la spéculation, etc.

« *Comme ces restrictions,* dit Liu Chao-tchi, *heurtent les intérêts de classe étroits de la bourgeoisie, il est inévitable que beaucoup de capitalistes montrent de l'opposition ou violent ces restrictions. La lutte entre la restriction et la contre-restriction a été la principale forme de la lutte de classe à l'intérieur de notre pays pendant les quelques dernières années, reflétant la principale contradiction de classe dans notre pays — celle entre le prolétariat et la bourgeoisie.* »

Pour surmonter cette contradiction, il faut opérer la *transformation* socialiste de l'industrie et du commerce privés, transformation dont la première étape sera l'établissement du capitalisme d'Etat.

« Que les fleurs de toutes sortes fleurissent ! »

De même que le gouvernement et le parti communiste tolèrent la « bourgeoisie nationale » et même attendent d'elle des critiques d'ordre technique, de même ils tolèrent l'existence d'un certain nombre de partis politiques et ici on trouve une deuxième différence remarquable d'avec tarisme et l'étroitesse de vues. Ils répugnent à coopérer avec les personnes extérieures au Parti, ou lorsqu'ils travaillent avec elles, ne respectent pas leur position et leur autorité.

Les réactions à cette déclaration dans les partis démocratiques montrent que ceux-ci ne s'attendaient guère à une telle promotion. Aussi leurs dirigeants expriment-ils leur enthousiasme, mais d'une manière assez équivoque pour qu'on puisse se demander dans quelle mesure l'ironie ne domine pas l'enthousiasme.

A une réunion du comité révolutionnaire du Kuomintang, Liu Fei, ancien vice-ministre de la Défense nationale (sous Tchang Kaï-chek), s'écrie :

« *J'avais toujours pensé qu'après l'entrée de notre pays dans le socialisme, les classes exploitantes disparaîtraient et que les partis démocratiques n'existeraient plus. Je me rends compte aujourd'hui qu'une telle conception était erronée. La ligne préconisée par le comité central du P.C.C. jouera un rôle considérable dans l'épanouissement de la démocratie socialiste et dans le renforcement de la solidarité politique et morale des Chinois.* »

Le principe de coexistence et de contrôle mutuel des partis politiques a été de nouveau affirmé par Liu Chao-tchi et Teng Hsiao-ping au VIII[e] congrès.

Coexistence, et mieux encore libre compétition, tel est également le mot d'ordre dans le domaine idéologique.

« *Que les fleurs de toutes sortes fleurissent, que les diverses écoles de pensée rivalisent !* »

Tel est le nouveau slogan officiel dans le domaine de l'art, de la littérature et de la science. Il a été lancé le 26 mai 1956 par Lu Ting-yi, directeur du département de la propagande au comité central du Parti communiste chinois, à une réunion d'écrivains, d'artistes et de savants, tenue à Pékin. A vrai dire, Lu Ting-yi souligne que la nouvelle politique avait été annoncée par Mao Tse-toung dès janvier, à la « Conférence suprême de l'Etat ».

« *L'histoire,* déclare Lu Ting-yi, *montre que si l'indépendance de la pensée et la liberté de discussion ne sont pas encouragées, la vie scientifique dégénère.* »

Cependant, il résulte de son texte que la liberté de pensée n'est pas illimitée. Le Parti ne tolère pas « un art et une littérature qui servent les impérialistes, les grands propriétaires et la bourgeoisie », tels que les écrits de Hu Chih ou de Hu Feng, par exemple.

« Il n'y a pas de science de classe »

Mais, dans ces limites, « sera reconnue la liberté de penser, de discuter, de créer ; la liberté de critiquer et d'exprimer, de maintenir et de réserver ses opinions en matière d'art, de littérature ou de recherche scientifique ». Lu Ting-yi admet la liberté d'enseigner et de répandre l'idéalisme, mais non celle d'être un contre-révolutionnaire.

Il admet d'autre part, évolution remarquable, que les « sciences naturelles, y compris la médecine, n'ont pas de caractère de classe. Elles ont leurs propres lois de développement ». Ainsi, il est absolument faux, déclare-t-il, de qualifier une théorie médicale, biologique, ou autre, de « féodale », « capitaliste », « socialiste », « prolétarienne » ou « bourgeoise » ; il est faux de dire que la médecine chinoise traditionnelle est « féodale », que la théorie de Pavlov est « socialiste », que les principes d'hérédité de Mendel et de Morgan sont « capitalistes », etc.

La déclaration de Lu Ting-yi semble avoir suscité, parmi les intellectuels, des « mouvements divers ». Invités à la commenter et à en tirer des principes d'action, ils se sont sentis au début assez décontenancés, d'autant plus que Kuo Mo-jo, président de l'Académie chinoise des Sciences, déclara à l'assemblée nationale, réunie en juin à Pékin, que

« *quiconque désire participer à cette libre compétition des différentes écoles de pensée doit approfondir l'étude du marxisme-léninisme* » !

Se demandant jusqu'où ils peuvent aller, beaucoup d'intellectuels chinois paraissent hésiter à prendre la formule au pied de la lettre. Cependant un certain nombre d'entre eux se sont mis à critiquer plus librement le sectarisme et le dogmatisme des milieux académiques.

C'est ce qui ressort de la conférence organisée du 11 au 13 juin par la commission gouvernementale de planification scientifique et à laquelle ont participé plus de 600 savants, professeurs et littérateurs.

Au cours des discussions, certains auditeurs, comme l'historien Fan Wen-lan, ont estimé que le marxisme-léninisme doit constituer l'idéologie directrice de la « libre compétition des différentes écoles de pensée ». D'autres, au contraire, considèrent qu'une compétition véritable exclut toute idéologie directrice et qu'il faut permettre un libre échange d'idées et de théories.

Des critiques sont lancées contre les milieux académiques qui, dans le passé, ne s'attachaient qu'aux écrits de Marx, Lénine, Staline, des chefs révolutionnaires chinois et des experts soviétiques. Dans les publications, on ne développait qu'une seule théorie.

Parlant du dogmatisme des milieux littéraires et artistiques qui, au cours des dernières années, se limitaient à copier l'Union Soviétique, l'écrivain Feng Haen-feng souligne que, s'il est nécessaire de chercher des enseignements auprès de l'U.R.S.S., l'étude de la tradition littéraire chinoise n'est pas moins importante.

Haro sur le « bureaucratisme »

De façon générale, les savants estiment que la libre compétition idéologique est une condition nécessaire du travail scientifique. Ils dénoncent les critiques malveillantes, les étiquetages péremptoires et estiment que l'avis de la majorité n'a pas obligatoirement force de loi. A l'unanimité, ils demandent que les thèses divergentes soient portées à la connaissance du public.

La commission de planification scientifique n'a pas tiré de conclusions de cette conférence. D'autres doivent suivre.

La libéralisation intervenue dans la vie politique et intellectuelle s'exerce également à l'intérieur du Parti.

Cette question a fait l'objet d'un rapport soumis au VIII[e] congrès, le 16 septembre 1956, par Teng Hsiao-ping, personnalité peu connue à l'étranger, mais qui jouit d'une autorité certaine puisqu'il occupe le poste de secrétaire général du comité central du P.C. chinois.

Teng Hsiao-ping rappelle l'ascension du parti au pouvoir et le gonflement rapide de ses effectifs : ceux-ci sont, en effet, passés à 1.210.000 membres en juin 1956 (toutefois ce chiffre ne représente que 1,74 % de la population totale).

Cette situation a entraîné des dangers. Le plus grand, dit Teng Hsiao-ping, c'est l'extension du bureaucratisme : « l'éloignement de la réalité et des masses », le « commandisme », la suffisance et le sectarisme. D'où la nécessité de renforcer l'organisation du parti et l'éducation idéologique de ses membres, mais aussi d'étendre les droits des organisations inférieures et des simples membres, ainsi que le contrôle externe du Parti par les masses populaires et même par les « personnalités extérieures au Parti ».

Abordant le point crucial de la direction collective, Teng Hsiao-ping souligne que, quoique l'inobservation de ce principe ait été *fréquente* au sein du P.C. chinois, elle a toujours été, une fois découverte, immédiatement critiquée et corrigée par le comité central.

Bien que le marxisme reconnaisse que l'histoire, en définitive, est faite par les masses populaires, il n'en nie pas pour autant le rôle joué par les « individus éminents ». Teng distingue entre l'attachement aux dirigeants, « qui n'est au fond que l'attachement aux intérêts du Parti, de la classe ouvrière et du peuple entier », et la déification de l'individu. Reconnaissant que le culte de la personnalité, « phénomène social doté d'une longue histoire », ne pouvait pas ne pas laisser de traces dans la société chinoise et dans le Parti même, Teng Hsiao-ping invite tous les membres à lutter résolument contre l'exaltation de l'individu et pour l'application intégrale du « centralisme démocratique ».

Les réformes introduites par la nouvelle constitution du Parti sont essentiellement les suivantes :

Les fonctions des organisations inférieures, provinciales et locales, sont étendues et les organi-

UNE SÉANCE D'ENDOCTRINATION.
La liberté de pensée n'est pas illimitée. *(Photo Fernand Gigon.)*

l'expérience soviétique du parti unique.

Coexistence : ce vocable qui était à la mode dans le domaine des relations internationales, l'est devenu en matière de politique intérieure depuis que Li Wei-han, directeur du département de Front Uni au comité central du P.C.C., a fait devant l'assemblée nationale, en juin dernier, une retentissante déclaration sur la nécessité pour le Parti communiste chinois de « coexister pendant une longue période » avec les différents partis démocratiques.

« *Certains,* dit-il, *estiment qu'une fois remportée la victoire dans la transformation socialiste, les partis démocratiques ne sont plus nécessaires. Une telle conception est erronée. Le parti préconise la coexistence pendant une longue période avec les partis démocratiques. Bien que ceux-ci acceptent la direction du parti communiste, ils doivent maintenir leur liberté politique et leur indépendance organique. Ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent jouer avec sérieux un rôle positif.* »

La direction du parti communiste ne s'exerce qu'après avoir été acceptée par tous à l'issue de consultations avec les partis démocratiques et les démocrates indépendants. Mieux encore, Li Wei-han demande à ces derniers d'exercer un contrôle sur le parti communiste afin de remédier à ses défauts. Les défauts les plus graves d'un certain nombre de communistes, reconnaît-il, sont le sec-

Halte ! Une main protège de l'étranger indiscret les secrets d'une rue de Pékin. *(Photo Fernand Gigon.)*

sations centrales doivent tenir compte de leurs opinions avant de prendre une décision. Alors qu'auparavant les congrès régionaux n'avaient pas lieu à intervalles fixes et que les délégués étaient élus pour un congrès déterminé, dorénavant ils seront élus pour une durée de deux à cinq ans et se réuniront une fois l'an.

Les membres du Parti auront le droit de discuter librement et effectivement, dans leurs réunions et dans la presse, de tous problèmes théoriques et pratiques, de faire des propositions et de critiquer toute organisation et tout membre du Parti, quelle que soit sa position. Tout en étant tenus d'appliquer les décisions du Parti, ils peuvent, s'ils n'en approuvent pas certains points, soumettre leur opinion aux organes directeurs du Parti.

Cette politique libérale est confirmée par le *Jen min jeu pao* (le Quotidien du Peuple), organe officiel du P.C. chinois, dans son éditorial du 9 octobre 1956 intitulé : « Ne craignons pas les divergences d'opinions ». En voici des extraits caractéristiques :

> « *Certains dirigeants du parti n'apprécient pas les opinions contraires aux leurs et même empêchent leur expression. Ils ne se rendent pas un compte exact des avantages de la confrontation des points de vue différents. Sans cette libre confrontation, la direction collective ne peut être mise en œuvre.*
>
> « *De toute évidence, au cours des discussions, il convient de tenir compte des opinions de la majorité, parce qu'elles sont en principe plus correctes et plus générales, mais il faut également accorder une attention appropriée aux opinions de la minorité et permettre à cette dernière de s'exprimer dans toute la mesure du possible. Car l'avis de la majorité n'a pas obligatoirement force de loi et c'est souvent l'avis de la minorité qui est juste. En tout état de cause, les opinions de la minorité peuvent être utiles au Parti. En tenir compte permet au Parti d'éviter des erreurs dans certaines circonstances.* »

La démonstration entreprise en Chine se marque enfin dans un autre domaine, fort important, celui de la justice. Le problème est traité devant le VIII[e] congrès par Tung Pi-wu, président de la Cour suprême, membre du bureau politique et l'un des douze fondateurs du P.C. chinois en 1921.

Une grande exposition de modes

Tung Pi-wu proclame que sous le présent régime, le peuple non seulement jouit des droits de parole, de presse, de réunion, d'association, de procession et de démonstration, mais aussi du droit de s'opposer à l'impérialisme, à l'exploitation, à l'oppression et aux guerres d'agression, ainsi que du droit d'appuyer la paix mondiale !

Ces droits sont fermement garantis par « le système légal démocratique du peuple », dit-il. Mais quelques lignes plus loin, il souligne que la Chine a un urgent besoin de lois fondamentales, telles qu'un code civil, un code criminel, un code de procédure, un code de travail, un code rural ! On ne peut reconnaître plus clairement l'absence à peu près complète d'un système légal...

La loi doit être respectée par chacun : quels que soient son rang ou les services qu'il a rendus. La défense par les avocats est indispensable. Tung Pi-wu admet qu' « un petit nombre » de membres du Parti et de fonctionnaires ne tiennent pas compte de la légalité, que des cas de violation de la loi et des libertés démocratiques ont été découverts, et que la procédure légale n'a pas été observée dans l'arrestation de certains criminels, que des prisonniers ont été maltraités.

Dans les premières années du pouvoir populaire, des excès ont été commis : Tung Pi-wu essaie de les justifier par la haine des masses à l'égard du régime Kuomintang et par l' « anarchisme petit-bourgeois », utilisant cet euphémisme: « Les mouvements de masse ne s'appuient pas entièrement sur la loi ».

> « *Il est inévitable*, conclut-il, *qu'un Etat nouvellement fondé n'ait pas, pendant une certaine période, un système légal complet. Mais si l'on permet à une telle situation de durer, elle est de nature à créer un sérieux problème.* »

Aucune violation de la loi ne doit plus être permise et les lois fondamentales doivent être promulguées dans le plus court délai possible.

Un signe assez superficiel, mais intéressant, de la libéralisation entreprise en Chine (et commencée, rappelons-le, avant la publication du « rapport Kroutchev »), c'est le changement dans l'habillement des femmes chinoises. Les bleus de travail dans lesquels les ont vues tous les voyageurs et qui tuent, à vrai dire, toute féminité, ne vont pas disparaître, mais tendront à demeurer dans les usines.

Depuis le printemps dernier, la presse chinoise fait état du « désir des masses populaires d'améliorer leur habillement », maintenant que la période héroïque de la révolution et de la reconstruction est passée. Les tailleurs de Changhaï annoncent des vêtements nouveaux pour femmes et enfants, de « bonne coupe et de couleurs attrayantes ». Pékin présente en avril et mai une exposition de modes, comportant plus de 500 modèles.

Les dirigeants chinois ont emprunté la voie médiane. Ont-ils les atouts nécessaires pour s'y maintenir ?

Plus importantes sont les indications contenues dans le projet du II[e] Plan Quinquennal (1958-1962), présenté par Tchou En-laï au VIII[e] congrès du P.C. chinois et adopté par celui-ci le 27 septembre 1956. L'une de ses tendances principales est de mettre l'accent sur « l'augmentation du bien-être général ».

Tout en insistant, en effet, sur la priorité que doit conserver l'industrie lourde, « base indispensable de l'édification socialiste », le Premier chinois affirme qu'il faut « maintenir une proportion convenable entre la part du revenu national destinée à la consommation et celle destinée à l'accumulation du capital ». On ne peut pas et on ne doit pas accroître trop sensiblement cette dernière part en raison de l'état arriéré de l'économie chinoise, de la place encore relativement importante qu'y occupe l'agriculture, et du bas niveau de vie général. Elle ne sera pas cependant inférieure à 20 % du revenu national.

Au cours du II[e] plan quinquennal, les dépenses de défense nationale et d'administration doivent tomber de 32 à 20 % des dépenses budgétaires totales, tandis que les dépenses économiques et culturelles doivent passer de 56 à 60 ou 70 %.

Cette augmentation permettra de faire passer les investissements dans l'industrie de 58,2 % à 60 %, et les investissements dans l'agriculture de 7,6 % à 10 % du montant total des investissements. Les investissements dans l'industrie légère, qui constituaient 11,2 % du total des investissements industriels dans le premier plan, seront augmentés.

Notons les promesses en faveur d'une augmentation des revenus ouvriers et paysans. Les salaires seront accrus de 25 à 30 % au cours du deuxième plan. Tchou En-laï critique « l'attitude bureaucratique de certains camarades » qui n'accordent pas un intérêt suffisant aux conditions de logement, de sécurité et de santé des ouvriers et des employés.

De même, pour améliorer la condition matérielle des paysans, il faut alléger les charges fiscales qui pèsent sur eux, et répartir « correctement » les revenus des coopératives entre leurs fonds de réserve et les revenus individuels des membres. Si les objectifs agricoles du deuxième plan sont réalisés, le revenu des paysans pourra être également accru de 25 à 30 %.

De façon générale, le revenu national chinois doit s'accroître de 50 % au cours du II[e] Plan Quinquennal, la production industrielle de 100 %, contre 98 % au cours du premier plan, la production agricole de 35 % contre 23 %. Ainsi, le gouvernement chinois, tout en maintenant le rythme de développement de l'industrie, entend accroître très sensiblement celui de l'agriculture.

Un Gomulka chinois : Tchen Yün ?

L'équipe dirigeante du P.C. chinois paraît être d'une remarquable stabilité. Les six personnalités dominantes restent toujours, dans l'ordre : Mao Tsé-toung, Liu Chao-tchi, Tchou En-laï, Tchou Teh, Tchen Yün et Teng Hsiao-ping. Ils composent le comité permanent du bureau politique.

Cependant au sein de ce groupe, l'étoile de Tchen Yün commence à briller d'un éclat particulier. Il a déjà pris des positions personnelles qui le font appeler parfois le « Gomulka » chinois. Malgré les efforts faits sur le plan idéologique pour « démocratiser » le système, il souligne le mécontentement né de la collectivisation trop rapide des campagnes et du bas niveau de vie des citadins. Mais ces opinions ne s'expriment qu'au sein des plus hautes instances du parti et il ne semble pas qu'un schisme soit à la veille de se produire. Tchen Yün est d'accord avec les autres dirigeants sur les principes :

C'est par la « persuasion » et la « rééducation idéologique » qu'ils veulent « remodeler les individus », les anciens capitalistes et propriétaires fonciers aussi bien que les membres du Parti coupables de « bureaucratisme » et de « subjectivisme ». Opposés aux « déviations de gauche » et « de droite », ils ont choisi la voie médiane. Il n'est pas sûr que ce soit la plus facile ni que les dirigeants chinois s'y soient engagés assez tôt. Il n'est pas sûr, surtout, que l'étroite dépendance économique qui lie Pékin à Moscou leur permette de demeurer dans cette voie.

C'est au retour de M. Tchou En-laï de Moscou que l'on pourra apprécier les chances de l'expérience chinoise.

LA BATAILLE DE LA RIV

Les candidats

	Algérie	Budapest	Gouvernement	Leur pr
Le candidat des indépendants: Julien Tardieu, *60 ans. Liquidateur judiciaire, puis administrateur de journal. Conseiller municipal. A déjà été battu, dans le secteur en 1932, par le candidat communiste Monjauvis. Aucune parenté avec André Tardieu.*	Approuve sans réserve MM. Guy Mollet et Lacoste qui « défendent avec courage notre politique ». Il est pour la « Défense de l'Algérie française » sans que les moyens de cette défense soient définis, mais avec promesse d'un « statut libéral », et pour une « politique de fermeté » à l'égard du Maroc et de la Tunisie.	La victoire du candidat communiste Monjauvis serait « *une réponse déchirante à l'appel au secours de la Hongrie martyre* ». Il préconise « *le démantèlement du parti communiste* ».	Il approuve l'action du gouvernement et remarque qu'il est « attaqué aujourd'hui par M. Verdier, député socialiste de ce secteur (minoritaire) qui s'affirme l'adversaire de M. Lacoste ».	« *Traitée sans m alliés incompréher* la France doit « f fendre la famille, tes viagères, voter ciens combattants, levard périphériqu d'autostrade dans dans sa missio M. Tardieu est « c *classes* ».
Le candidat du Centre républicain (Edgar Faure, Soustelle, Radicaux dissidents) ; André Soubiran, *46 ans, médecin, connu comme romancier* (Les Hommes en blanc) *et comme héros d'un retentissant procès en divorce. Il écrit mieux qu'il ne parle.*	« L'Algérie doit rester française ». Le docteur ne précise pas par quelle méthode il compte réaliser ce vœu. A l'égard des territoires d'outre-mer, il faut, dit-il, « consentir et aider à l'évolution interne de chacun de ces territoires ».	La lutte du peuple hongrois a montré « *le degré d'abjection où est descendu le parti communiste dont la boue est insondable* ». Il est « *las des trahisons des communistes* » et veut les mettre « *hors d'état de nuire* ».	Les événements « ont fixé les responsabilités de ceux qui nous gouvernent ou prétendent le faire ». Et « malgré le succès de l'emprunt les ministres qui abusent de notre confiance ont la prétention de nous demander de payer de nouveaux impôts ».	Il est « *attristé spectacle qu'offren les politiciens... Le de temps à perdre* Il faut donc « co rétablir le scrutin refuser catégoriqu luation, défendre ditionnelles du accorder le salaire remettre en cause anciens combattant politique d'aide au
La candidate de la S.F.I.O. : Mireille Osmin, *professeur de lettres de cours complémentaire, attachée au cabinet d'André Le Troquer, président de l'Assemblée. Membre du comité directeur du Parti socialiste, secrétaire générale de la Fédération de la Seine. Calme et décidée.*	Apprécie les efforts du gouvernement qui a cherché à « assurer la sécurité de tous les Algériens d'origine européenne ou indigène ». Préconise « des élections libres en Algérie » au collège unique et « un nouveau statut négocié d'égal à égal ».	Attaque avec vigueur les communistes « ces gens de l'Est ». Elle n'acceptera jamais « d'exploiter comme eux la misère pour réussir » et considère que « le camarade Monjauvis n'hésiterait pas à faire de Paris un nouveau Budapest pour imposer la domination russe ».	Le parti socialiste exerce le pouvoir. Est-il fidèle à l'esprit de Jaurès ? « *Sans hésitation* », Mme Mireille Osmin « *peut répondre oui* ». Et elle ajoute « le véritable socialisme est « *détenu par J. Jaurès, Jules Guesde, Léon Blum, Guy Mollet et Mireille Osmin* ».	Elle déclare qu « *n'ont pas de pro tif* » et se déclare *fonde réforme fisc des réformes socia ration des conditi travail des femmes nouvelles espéranc pour l'amélioration travailleurs, pour tive, pour l'organis de l'Europe, pour*
Le candidat du Parti radical : Dominique Stefanaggi, *45 ans, avocat, Corse, fils d'instituteurs, militant radical depuis la Libération, président de la Fédération du Premier Secteur. Bon orateur.*	Les bradeurs sont ceux qui n'ont pu résoudre les problèmes d'outremer et qui, à droite comme à gauche, envisagent avec légèreté l'abandon de l'Algérie. Seules des réformes spectaculaires et loyalement appliquées peuvent amorcer la réconciliation franco-musulmane et substituer la paix à la guerre. Jusqu'ici, on n'a appliqué aucune réforme qui aurait rapproché la paix.	« *Le vieux Paris républicain, le Paris des barricades, peut-il être d'accord pour approuver ce qui s'est passé à Budapest ? Le vrai visage du parti communiste est apparu lorsque ses chefs ont approuvé les massacres de Hongrie.* »	Le gouvernement n'a pas tenu ses promesses. Tout n'est pas à critiquer dans son action, mais que pèse cet actif en face du passif ? « *Autrefois on commençait par Munich et on finissait par la guerre. Aujourd'hui on commence par la guerre et on finit par Munich.* » La situation économique et sociale est mauvaise. Là aussi, il faut mettre fin au désordre.	« *Du 16 ju 5 Mendès France a so nière* » en sig nant après que les pré ments eurent cond Dien-Bien-Phu arr en Tunisie par l'oct interne, transformé par les « *bradeurs* en stimulant la *augmenta de 30* Il luttera pour « *sation sans réserve à laquelle avaient caux, les socialiste républicains* ».
Le candidat de la Nation socialiste : Pierre Hervé, *43 ans, Breton, ancien député, professeur de philosophie au collège de Louhans. Communiste militant de 19 à 42 ans. Exclu en février dernier à la suite d'un livre.* (*Voir page 5.*)	A ses yeux, « l'intérêt français exige la reconnaissance du fait national algérien. Il exige un cessez-le-feu et une négociation ». Mais « si nous nous prononçons pour la négociation, nous tenons à affirmer que nous souhaitons que l'Algérie reste associée à la France ».	Demande à ses électeurs de penser avant de voter « qu'à l'Est certains interpréteront les résultats comme une approbation ou un blâme de l'intervention militaire soviétique en Hongrie ».	La politique de Robert Lacoste a fait faillite mais le gouvernement « n'est pas à mes yeux l'ennemi n° 1 et ne l'est sûrement pas aux yeux de la classe ouvrière ».	Il estime « *indi quer la méthode ditions particulièr* et propose « *l'établ économique d'orien* une réforme de la porte notamment l clarations de reve tion, avec l'appui britanniques et de diques, « *d'une Eur ber en morceaux l et le Pacte de Var* d'un communisme
Le candidat de la Nouvelle Gauche : Claude Bourdet, *47 ans, éditorialiste de « France - Observateur », fils d'Edouard Bourdet, déporté, compagnon de la Libération. Un sénateur dans la famille: son grand-père, le professeur Samuel Pozzi.*	Préconise « un cessez-le-feu négocié avec ceux qui se battent. Une négociation politique avec tous les représentants authentiques du peuple algérien, sur la base de la reconnaissance du fait national algérien. Le retour du contingent. La réduction des budgets militaires ».	« Les communistes vous ont menti en accusant de fascisme la révolte populaire et les Conseils ouvriers de Hongrie. Je ne crois pas qu'en raison des événements de Hongrie, un communiste puisse être en ce moment un candidat d'union. »	On ne peut pas voter « Guy Mollet » si on est socialiste. Les socialistes gouvernementaux ont menti « *en promettant la paix en Algérie et en y faisant la guerre à outrance, en prétendant vouloir la négociation et en kidnappant les négociateurs* ».	Il se battra, s'il *économie au serv nationalisation de res, de la sidérurg diplomatie indépen ington et de Mosc libération des peu ciation Est-Ouest, du Moyen-Orient s l'O.N.U., la défense et de la laïcité, l'é res, des traitement à la fin des dépe salaire annuel gar*
Le candidat du Parti communiste : Lucien Monjauvis, *52 ans, ancien ouvrier métallurgiste, député en 1932, battu en 1936. Résistant, l'un des deux préfets communistes à la Libération (Loire, puis Savoie).*	Il préconise « le retrait immédiat de toutes les forces militaires et l'ouverture de négociations ».	« La réaction mondiale a essayé d'abattre le socialisme en Hongrie et d'y installer un régime fasciste, d'y créer les conditions de nouvelles provocations à la guerre en Europe. »	Grâce à un « *nouveau Front Populaire* » des résultats favorables « *furent effectivement obtenus* (3 semaines de congés payés, fonds national de vieillesse, détente internationale) » puis « *le gouvernement a recherché sa majorité auprès de la pire réaction* ». Bilan de faillite.	Son programme nal » comporte l'a rale des salaires quarante heures, ritaire des conti aux hôpitaux. éco de l'augmentation en œuvre d'une pol ment, la réunion cinq, une réforme *payer les riches* », des sources énergé

IVE GAUCHE

L'ELECTION *partielle qui se déroulera dimanche prochain 13 janvier, dans le premier secteur de la Seine, afin de pourvoir au remplacement de Mᵉ de Moro-Giafferri, met face à face 24 candidats et 600.000 électeurs.*

En fait, 7 des candidats seulement retiendront l'attention des observateurs et des électeurs dont on attend qu'ils répondent aux trois points d'interrogation que pose cette élection :

1° Où en sont les communistes, après Budapest ?

2° Où en est Poujade ?

3° Entre la droite et les communistes, que représentent les « forces de gauche » ?

Les résultats du premier tour ne donneront qu'une indication encore très floue.

M. Poujade, on le sait, a donné des consignes d'abstention. Or toute élection partielle à deux tours entraine automatiquement au premier un pourcentage massif d'abstentions (dans ce même secteur, en 1952, près de 50 %) et, en outre, un certain nombre de votants communistes, désorientés par les événements de Hongrie, risquent également de ne pas prendre part au scrutin.

Quant aux forces de gauche, c'est des résultats du premier tour que dépendront les désistements éventuels entre leurs candidats en faveur d'un seul, si ces désistements doivent se produire.

Quelles sont les positions des candidats sur quelques problèmes essentiels ? A travers leurs propos, leurs écrits, leurs manifestes, voici ce qu'ils sont, ce qu'ils disent, ce qu'ils proposent, la droite (Tardieu-Soubiran) et les communistes (Monjauvis) se retrouvant unis pour attaquer l'ennemi n° 1 : Mendès France, représenté par le candidat du parti radical, M. Stefanaggi.

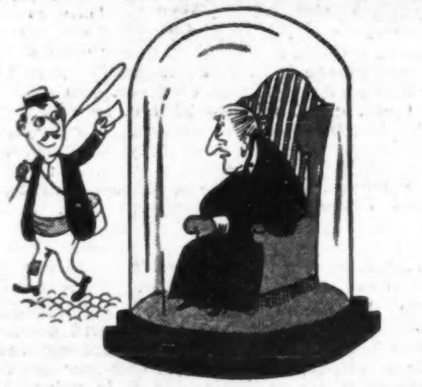
Comment, dans quel esprit, pour quels objectifs, avec quels sentiments votent les 600.000 électeurs du premier secteur ? Un vaste sondage d'opinion entrepris dans cette circonscription électorale aussitôt après les élections du 2 janvier 1956 par l'Institut Français d'Opinion Publique (I.F.O.P.), sur la demande de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, apporte à cet égard des indications intéressantes. Extraites de l'étude d'ensemble consacrée aux élections du 2 janvier par la Fondation, et qui va paraître prochainement, on trouvera ici le résumé de ces indications.

r programme	Leurs atouts
e sans ménagement par des compréhensifs et aveugles », e doit « faire l'Europe, dé- famille, revaloriser les ren- res, voter la charte des an- nbattants, aménager un bou- riphérique sans pénétration ade dans Paris, avoir foi mission civilisatrice. » ru est *« contre la lutte des*	Son ami Frédéric-Dupont, le « député des concierges », qui travaille depuis longtemps ce secteur, et a inventé contre son rival Soubiran, le patriotisme de « la rive gauche, ville de la pensée et du travail », par opposition à la rive droite où sévit « la pratique électorale d'un député docteur spécialiste de la publicité à l'américaine ».
« attristé et indigné par le qu'offrent la politique et ciens... La France n'a plus à perdre avec ces gens-là...» donc « construire l'Europe, e scrutin d'arrondissement, atégoriquement toute déva- défendre les structures tra- les du petit commerce, le salaire annuel garanti, en cause le budget 57 des ombattants et appliquer une d'aide aux femmes seules ».	La puissante machine électorale de son ami et manager le docteur Bernard Lafay, député dans le deuxième secteur, qui mène pour lui toute la campagne : son métier (les électeurs adorent les médecins) ; a un nom connu des midinettes grâce au cinéma qui a popularisé ses livres ; et une extraordinaire maladresse à s'exprimer en public qui finit par être attendrissante.
éclare que ses concurrents *ns de programme construc-* se déclare *« pour une pro- orme fiscale, pour les gran- mes sociales, pour l'amélio- es conditions de vie et du es femmes, pour apporter de espérances à la jeunesse, mélioration du sort des vieux rs, pour la sécurité collec- r l'organisation économique ope, pour le désarmement ».*	Son sérieux (elle est militante socialiste de père en fille. Secrétaire de la Fédération de la Seine depuis dix ans) ; l'appui de Robert Verdier, député socialiste du secteur, qui appartient à la tendance minoritaire, ce qui pourrait améliorer son score par rapport à la candidature d'un socialiste molletiste, en dépit d'une campagne strictement gouvernementale.
16 juin 54 au 5 *février* 55 *France a sorti le pays de l'or-* n signant la paix de Genève, e les précédents gouverne- rent conduit la France à n-Phu, arrêtant le terrorisme e par l'octroi de l'autonomie ransformée en indépendance *bradeurs de protectorats »,* lant la production *« qui de 30 % en sept mois ».* ra pour *« revenir à la réali- ns réserve de la plate-forme e avaient souscrit les radi- socialistes et tant d'autres ins ».*	L'appui de Mendès France qui mène énergiquement sa campagne dans un secteur où les électeurs de gauche, déçus par les socialistes, et les non-communistes ou détournés du communisme par l'affaire hongroise lui donneront des voix. Et les mendésistes le soutiendront s'ils veulent renforcer la position de Mendès France au parti radical et au Parlement. Pour voter utile *« les électeurs n'ont le choix qu'entre la droite et nous ».*
me *« indispensable d'appli- méthode marxiste aux con- articulières de la France » e « l'établissement d'un plan ue d'orientation socialiste »,* me de la fiscalité qui com- amment la publicité des dé- de revenus, la construc- l'appui des travaillistes ues et des socialistes nor- *d'une Europe qui fera tom- orceaux le Pacte Atlantique te de Varsovie »,* l'existence munisme national.	A pour lui l'éclat de son exclusion du parti communiste, peut réunir à la fois des voix communistes enlevées au P.C. par l'affaire hongroise et répugnant à voter pour un candidat « bourgeois », mais, plus violemment hostile à la direction du P.C. que ne le sera jamais un simple réactionnaire, il a une certaine séduction pour les électeurs « flottants » à la recherche d'hommes forts.
ttra, s'il est élu, *« pour une au service du peuple, la sation des banques d'affai- sidérurgie, du pétrole, une e indépendante de Wash- de Moscou recherchant la des peuples par la négo- Est-Ouest, la neutralisation n-Orient sous la garantie de la défense de la démocratie laïcité, l'élévation des salai- raitements et pensions grâce des dépenses de guerre, le annuel garanti »*	Il ne s'est jamais renié et peut écrire, sur son manifeste : « Claude Bourdet vous garantit de tenir ses promesses, de ne pas changer d'attitude. Son passé répond de son avenir ». Il dispose d'un journal, où il a exprimé, depuis plusieurs années, avec courage et netteté, ses opinions, et ses objectifs.
ogramme de « Salut Natio- porte l'augmentation géné- salaires et le retour aux heures, l'attribution prio- es contingents de mazout taux, écoles, H.L.M., l'arrêt entation des loyers, la mise d'une politique de désarme- réunion d'une conférence à réforme fiscale *« qui fasse riches »,* la mise en valeur es énergétiques nationales.	Il est soutenu par la machine électorale la plus impitoyablement au point qui existe en France : la machine communiste. Et en qualité d'ancien lieutenant d'André Marty, il bénéficie en même temps d'une certaine équivoque quant à sa fidélité à la direction actuelle du parti.

Les électeurs

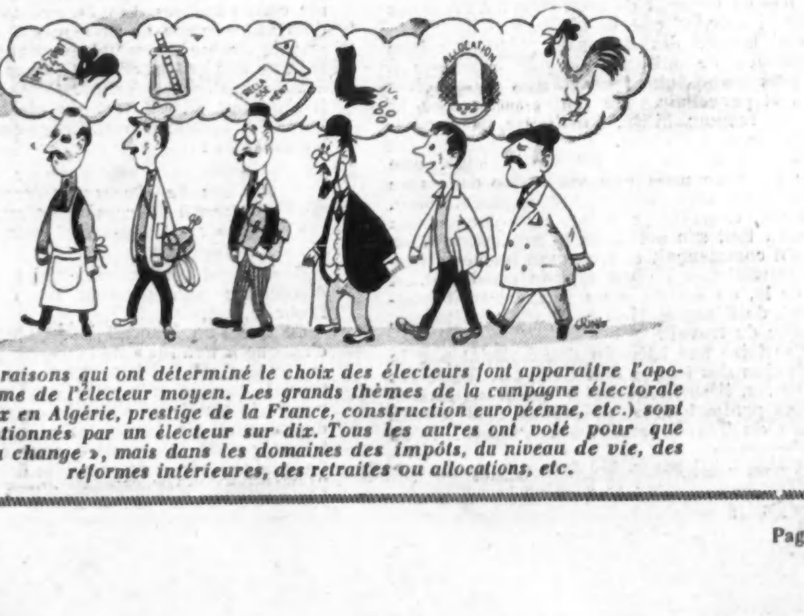
Dans l'ensemble, les électeurs n'ont pas été très surpris des résultats du scrutin, mais ils ont été plutôt mécontents. Les plus surpris sont ceux qui avaient voté pour les radicaux et les indépendants ; les plus déçus sont les électeurs indépendants, puis socialistes. Les électeurs communistes, eux, se montraient généralement satisfaits.

Interrogés sur les conditions et le moment de leur choix, 82 % d'entre eux déclarent n'avoir pas eu de mal à choisir entre les 15 listes présentées. Près de 50 % d'entre eux avaient pris leur décision avant le début de la campagne électorale. Plus de la moitié votent pour un parti plutôt que pour un homme.



Il y a un peu plus d'abstentions chez les femmes que chez les hommes, chez les vieux que chez les jeunes, chez les plus riches et les plus pauvres que dans les classes moyennes ; mais surtout, presque tous invoquent l'âge, la maladie, l'absence, l'empêchement matériel. L'abstentionniste-type, qui préfère la pêche à la ligne et affiche son scepticisme, est l'infime minorité.

Les jeunes sont plus à gauche, les vieux plus à droite. Parmi les électeurs et électrices de 21 à 34 ans, les communistes arrivent en tête, suivis des indépendants, puis des radicaux. Entre 34 et 50, l'ordre est inversé : radicaux, puis communistes. Au-delà de 50 ans, les indépendants prennent la tête pour se détacher plus nettement encore chez les plus de 65 ans.



Les raisons qui ont déterminé le choix des électeurs font apparaître l'apolitisme de l'électeur moyen. Les grands thèmes de la campagne électorale (Paix en Algérie, prestige de la France, construction européenne, etc.) sont mentionnés par un électeur sur dix. Tous les autres ont voté pour que « ça change », mais dans les domaines des impôts, du niveau de vie, des réformes intérieures, des retraites ou allocations, etc.

LA FIN DU TRAVAIL EN

Georges Friedmann

Que la répétition indéfinie de quelques gestes élémentaires ne puisse permettre l'épanouissement de la personnalité du travailleur, on le savait depuis longtemps. Mais qu'un éclatement exagéré des tâches nuise également au rendement des entreprises, il a fallu attendre la dernière guerre pour que les techniciens de l'industrie s'en aperçoivent.

Ce sont les conséquences de cette découverte que M. Georges Friedmann, professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers et auteur de plusieurs ouvrages de sociologie industrielle, étudie dans son dernier livre, « Le Travail en miettes » (1). « L'Express » en donne ici les aspects essentiels.

En obligeant l'industrie américaine à se convertir brusquement vers de nouvelles productions, la seconde guerre mondiale a joué indirectement un rôle révolutionnaire dans l'histoire de l'organisation du travail industriel. Les expériences qui ont alors été tentées dans des conditions que les ingénieurs n'eussent jamais acceptées en période normale ont en effet provoqué une série de découvertes qui peuvent marquer un tournant d'une importance capitale pour l'avenir des sociétés industrielles. De ces découvertes, est né le mouvement de « l'élargissement du travail » (*job enlargement*) qu'un reporter du *Wall Street Journal* présentait ainsi à ses lecteurs en mars 1954 :

« POUGHKEEPSIE, ETAT DE NEW YORK. — Il y a un an, dans cette usine de l'I.B.M., John Nachamkin était assis devant une chaîne de montage et fixait, en pensant à autre chose, diverses pièces sur un cadre de machine à écrire électrique. Aujourd'hui, sa tâche est profondément différente et M. Nachamkin l'est aussi.

« Maintenant, non seulement il fixe les pièces mais il les règle dans le cadre, travail précédemment accompli par un « assembleur final » que l'on payait plus cher. Puis, il contrôle son propre travail, ce qui était fait auparavant par un « contrôleur de la fabrication ». S'il se produit un incident mécanique sur sa chaîne de montage, c'est à lui qu'il appartient de remettre les choses en état sur les deux mètres de longueur qui bornent ses déplacements, tâche autrefois confiée à un contremaître ou à un ingénieur. Pour cela, il a dû apprendre à interpréter un « bleu » donnant le détail des lignes électriques et des «intérieurs» de la chaîne.

« L'évolution par laquelle M. Nachamkin est passé de l'état de robot serreur d'écrous à celle de véritable producteur chargé d'activités nombreuses est appelé « élargissement du travail »... La plupart des compagnies qui en ont fait l'essai affirment que ce système a diminué leurs frais, élevé leur rendement et offert au consommateur des produits de meilleure qualité. Elles estiment que le mouvement touchera des centaines de milliers d'ouvriers américains au cours des prochaines années. »

Soixante-cinq postes de travail pour un seul gilet

Ce que les nouvelles expériences d'élargissement du travail ont pour but de combattre, ce sont les inconvénients et les dangers — longtemps insoupçonnés — de l'excessif « éclatement des tâches » auquel a conduit depuis un siècle l'application des principes du taylorisme et de l'Organisation Scientifique du Travail (O.S.T.).

Il y a quelques années, visitant en compagnie d'un psychotechnicien une usine d'horlogerie très « rationalisée » dans laquelle chaque ouvrier répétait plusieurs fois par minute les mêmes gestes élémentaires et soigneusement étudiés, je m'arrêtai devant l'un d'eux qui poinçonnait les platines de montres dont un ruban métallique le pourvoyait toutes les dix secondes.

> « *Voyez-vous,* me dit mon compagnon après un moment de réflexion, *ici, l'homme est plus grand que sa tâche.* »

Ils sont encore des dizaines, peut-être même des centaines de millions de par le monde à être « plus grands que leurs tâches » — tâches répétées et parcellaires de toutes sortes d'où la variété, la responsabilité, l'initiative, la signification même sont exclues.

La division du travail est aussi vieille que l'espèce humaine mais elle est entrée dans une nouvelle phase avec l'apparition du machinisme. Jusqu'à cette charnière, l'artisan ou le compagnon qui mettait tout son art dans la production d'un objet qu'il commençait et terminait lui-même restait le travailleur-type du monde occidental. A partir de là, on assista à un phénomène d'éparpillement, de désagrégation continue, multiforme, universelle du travail.

Pour se faire une idée du degré atteint par la spécialisation des tâches aux Etats-Unis entre les deux guerres, il suffit de noter que le « Dictionnaire des professions » publié en 1939 par le ministère du Travail américain consacre 1.040 pages à énumérer 17.452 « occupations » distinctes et donne une classification complémentaire de 12.292 dénominations, soit un total de 29.744 emplois et métiers. Encore les auteurs de ce dictionnaire s'excusent-ils de présenter un travail qui « est loin d'être complet ».

Cette évolution est certes liée à l'histoire du capitalisme industriel. Mais la course à l'éclatement des tâches n'est pas un fait spécifique de l'économie capitaliste. Dès 1918, Lénine affirmait dans la *Pravda* la nécessité d'adopter les éléments techniques progressifs du taylorisme. Près de quarante ans après, l'organisation du travail fondée sur une stricte spécialisation des tâches est plus que jamais à l'ordre du jour en U.R.S.S.

Quelques exemples permettront de comprendre à quel éclatement des tâches industrielles a conduit l'Organisation Scientifique du Travail traditionnelle.

La confection est l'une des branches où la division du travail a été le plus poussée et les psychotechniciens citent souvent le cas d'une entreprise des Midlands où la fabrication du seul gilet pour complet masculin avait été morcelée en plus de soixante-cinq postes de travail différenciés. Dans une usine hollandaise que j'ai visitée en 1949, le nombre de postes pour la fabrication du veston, qui était déjà de quarante en 1932, était passé à cinquante-quatre, avec réduction du temps global de production.

Quand les travailleurs s'ennuient la production baisse

Lorsqu'un modèle de robe a été définitivement « composé » et sélectionné pour la production de masse, le bureau d'études de l'usine dresse la liste des opérations qui seront effectuées à la chaîne et en établit les fiches détaillées, au centième de minute. Je vois ainsi que la robe n° 3389 qui sera lancée à 20.000 exemplaires sur le marché hollandais et surtout étranger, sera achevée, par unité, en 47 minutes 25/100. La répartition du travail, la place des ouvrières, la cadence de la chaîne sont fixées par le bureau d'études.

Cet éclatement des tâches a pour conséquence une « déqualification » de la plupart des emplois et une dégradation de l'apprentissage. Il faut maintenant quelques jours ou même quelques heures seulement pour « mettre au courant » un ouvrier dans des branches où la formation professionnelle exigeait auparavant plusieurs mois.

Que des tâches de ce genre, qui réduisent l'homme à l'état de robot, ne puissent procurer aucune satisfaction à ceux qui les accomplissent, on le savait depuis longtemps. Que leur désir de changement ne se limite pas à la volonté de gagner plus, on le savait aussi. Une enquête effectuée par les Américains Walker et Guest dans une grande usine automobile des Etats-Unis a montré que les deux tiers des ouvriers appartenant à l'échantillon étudié souhaitaient être transférés à un autre poste. Sur 115, 56 désiraient des tâches de réparation ou de « substituts » (ouvriers polyvalents capables de remplacer plusieurs de leurs camarades en cas de défaillance), 16 des tâches de contrôle, et 15 aspiraient à devenir contremaîtres. Les 28 autres se contentaient d'un autre poste de production mais pas sur la grande chaîne d'assemblage. *Moins de 10 % d'entre eux avaient le désir d'augmenter leur salaire comme motivation primordiale.* Chez la plupart, il s'agissait avant tout de changer le *contenu* immédiat de leur travail. Leurs commentaires sont les suivants :

> *« Au poste que je désire, je pourrais faire des tas de choses différentes » ; « Il me donnerait l'occasion d'apprendre davantage » ; « On pourrait voir comment l'usine fonctionne ».*

Rares sont les réponses qui indiquent le désir d'accroître son prestige ou de s'élever dans l'échelle sociale.

Ce que l'on ignorait jusqu'à une date récente, c'est que « l'ennui » de l'ouvrier peut coûter cher en termes de rendement et que la division du travail, comme n'importe quel autre processus, comporte un degré à partir duquel les avantages décroissent. Ce furent les circonstances exceptionnelles de la dernière guerre qui permirent de le découvrir et de ruiner le dogme selon lequel l'éclatement méthodique d'une opération en tâches élémentaires a toujours pour effet de diminuer les frais et d'accroître le rendement.

En 1943, l'économiste américain Peter F. Drucker étudia deux usines de tanks qui avaient été créées dans le Middle West et que nous appellerons A et B. Elles étaient toutes deux sous le contrôle de la même société, identiquement équipées par les mêmes ingénieurs pour produire les mêmes engins. Leurs performances étaient cependant très différentes.

L'usine A, implantée dans de vieux bâtiments délabrés qu'on avait adaptés en toute hâte, dépassait régulièrement le programme de production qui lui était assigné, conservait une main-d'œuvre stable dans une région de population ouvrière très mobile, présentait des taux peu élevés d'absentéisme et d'accidents. Le climat des relations industrielles y était bon.

L'usine B, au contraire, toute neuve et spécialement construite pour fabriquer des tanks, n'atteignait qu'une production inférieure d'un sixième à celle d'A. La rotation de la main-d'œuvre et le taux d'accidents y étaient élevés, les relations du travail tendues. Chaque opération considérée isolément y était effectuée plus rapidement que dans A. Mais le rendement global était moins bon.

Une analyse plus poussée des conditions de travail permit de comprendre ce mystère. L'usine neuve avait été soigneusement organisée selon les méthodes traditionnelles de l'O.S.T., c'est-à-dire que chaque ouvrier effectuait toujours les mêmes opérations et de la même manière, selon le *planning* minutieux du bureau d'études. Dans les ateliers, les hommes étaient silencieux, le visage tendu par la crainte constante de ne pouvoir suivre la cadence.

Usine improvisée, par contre, A n'avait pu s'offrir le luxe d'une préparation aussi poussée. La direction technique n'avait fait que définir les plans d'ensemble de la fabrication, les détails d'exécution étant laissés à l'initiative des contremaîtres et de leurs équipes. Par nécessité, non par choix, la direction n'intervenait pas à ce niveau dans la répartition du travail, d'où d'évidentes différences entre les équipes qui pratiquaient spontanément la rotation (affectation successive à divers postes de travail) et l'élargissement des tâches (attribution à un même poste d'un plus grand nombre d'opérations).

Refaire du producteur un homme entier

Les ingénieurs en étaient d'ailleurs fort gênés et s'excusaient sans cesse auprès de leurs visiteurs de ce qu'ils appelaient un « manque de netteté » dans l'organisation. En revanche, les ouvriers en étaient contents, cette situation fluide leur permettant de travailler en équipe. Il fallut du temps aux ingénieurs de l'usine A pour comprendre les avantages profonds du « manque de netteté » dont ils se plaignaient, et plus encore à leurs collègues (et même aux ouvriers) de l'usine B pour accepter d'en tirer les leçons. Lors d'une visite ultérieure, un an plus tard, Drucker eut néanmoins la satisfaction de voir les deux usines travailler selon les mêmes méthodes, désormais consciemment appliquées avec un égal succès dans l'une et l'autre.

Une autre expérience intéressante fut effectuée dans une usine métallurgique du Michigan transformée en fabrique de carabines pour l'armée. La main-d'œuvre, composée en grande partie de novices, y était formée selon le schéma suivant :

1) On habitue l'homme pendant quelques jours au travail industriel en le laissant en tête à tête avec sa machine, aidé seulement du contremaître ;

2) Un moniteur l'emmène à un stand et lui fait effectuer quelques séances de tir ;

3) Démontage complet de la carabine : on lui indique le rôle et l'importance de la pièce qu'il contribuera à fabriquer ;

4) On lui met entre les mains une carabine où sa pièce est trop petite ou trop grande pour illustrer la nécessité de la précision ;

5) Moniteur et ouvrier élaborent de concert le programme de l'opération à effectuer.

Le travail a été pensé à l'avance par les techniciens du bureau d'études mais il reste une importante marge de plasticité dans la révision des temps. Un bordereau résume les propositions

(1) Gallimard. 347 pages. 850 francs.
(Copyright Gallimard et Georges Friedmann.)

MIETTES

du moniteur et de l'ouvrier. Sans l'autorisation de celui-ci, le contremaître ne peut en rien les modifier. Or la direction est fort surprise de constater que *les ouvriers fixent des normes de temps et de vitesse invariablement supérieures à celles prévues par le bureau d'études et que, dans la pratique, ils parviennent encore à les améliorer.*

Ces diverses expériences montraient que l'éclatement des tâches préconisé par l'O.S.T. traditionnelle empêche les ouvriers d'actualiser un potentiel de coopération, de travail en équipe, de solidarité que beaucoup portent en eux.

Dans le secteur industriel, le rôle de pionnier revient à l'*International Business Machines Corporation* (I.B.M.), puissante compagnie spécialisée dans la fabrication de tous les types de machines à écrire et à calculer dont les succursales et filiales ont essaimé dans le monde entier. Le programme de « *job enlargement* » établi par l'I.B.M. a été réalisé d'abord dans ses usines d'Endicott et de Poughkseepsie (Etat de New-York), puis étendu à plusieurs autres usines. De grandes firmes ont emboîté le pas, notamment la General Motors et la Compagnie d'Electricité Detroit Edison.

Le bilan de l'expérience peut s'établir ainsi :

— Au poste des dépenses, il faut inscrire l'accroissement des salaires dont ont bénéficié les ouvriers qui avaient amélioré leur qualification professionnelle, et l'achat des appareils de contrôle mis largement à leur disposition.

— Du côté des bénéfices : 1° une réduction sensible dans les mises au rebut et les déchets, grâce au soin accru que prend chaque ouvrier de la qualité de son travail ; 2° un gain substantiel de temps, réglages et contrôles étant désormais assurés par l'opérateur lui-même ; 3° une plus grande satisfaction de l'ouvrier dont les responsabilités deviennent plus importantes et une amélioration des « relations humaines » dans l'entreprise.

Le programme du *job enlargement* est en train d'être étendu à la succursale française de l'I.B.M., dont l'usine principale est à Essonnes (Seine-et-Oise). La première application en a été faite au sous-assemblage des compteurs de tabulatrices, autrefois dispersé en treize postes d'opérations parcellaires et maintenant regroupé en quatre postes de travail élargi. Les résultats ont été excellents. Une expérience du même ordre a été réalisée pour le montage des « trieuses » : aujourd'hui, chaque ouvrier monte seul la machine entière. Il rivalise avec ses camarades et la durée du montage s'est trouvée réduite de deux heures sur environ dix-huit. Le contrôle technique est assuré par un spécialiste mais c'est encore le monteur qui a la responsabilité de l'essai final.

Le taylorisme et l'O.S.T. traditionnelle reposaient sur un principe absolu : celui de la séparation de la « pensée » (qui appartenait aux bureaux d'études) et de « l'exécution » (assurée par un ouvrier privé de toute responsabilité). La nouvelle organisation du travail tend à réintroduire dans le travail de l'ouvrier une part d'initiative et de responsabilité afin de lui rendre sa véritable fonction de « producteur ». Il ne s'agit pas de ressusciter l'artisan d'autrefois mais de donner au travailleur, dans le cadre d'une inévitable division du travail, des tâches suffisamment complexes pour que sa personnalité puisse s'y manifester.

CHARLIE CHAPLIN DANS « LES TEMPS MODERNES »
Non seulement l'aliénation de l'homme mais un recul de la productivité

Le travailleur-robot cherche des raisons de vivre

Freud a bien montré le rôle indispensable du travail en tant que facteur d'équilibre et d'intégration sociale de l'individu, dont il assure l'insertion dans le réel. Que les tâches parcellaires aujourd'hui confiées aux ouvriers ne répondent plus à ces exigences, un O.S. américain qui venait de quitter son emploi dans une usine d'automobiles de Detroit l'a très bien exprimé en justifiant ainsi sa décision : « Dans toute la ville, c'est comme à l'assistance : même lorsqu'ils ont un emploi, les gens se conduisent et agissent comme s'ils étaient chômeurs ». Le mot va loin. Cet ouvrier avait compris que lorsqu'il est effectué dans certaines conditions qui le dégradent et le vident de toute substance, le travail a les mêmes effets sur l'individu que la privation de travail.

L'épanouissement de sa personnalité qu'il ne trouve pas dans le travail, l'ouvrier le cherche dans le loisir. Le meilleur de ses forces et de son énergie, il le réserve pour ce qu'il fera pendant son « temps de liberté ». D'où le fantastique développement des « hobbies » (« dadas »), au cours des dernières années : bricolage, photographie, céramique, radio, élevage de pigeons voyageurs, etc.). Chez certains, l'insatisfaction dans le travail se traduit par des tendances agressives dans les activités de loisir ; par un besoin désordonné d'affirmation de soi qui se manifeste par des signes d'excentricité comme la passion des paris et des jeux de hasard (*numbers* aux Etats-Unis, *football pools* en Angleterre).

Le problème de l'aménagement des loisirs est donc appelé à prendre une importance de plus en plus grande. Certains sociologues estiment même qu'il sera bientôt le problème central des collectivités modernes. Dans tous les domaines, disent-ils, grâce aux progrès de l'automatisme, la peine de l'homme va s'atténuer puis disparaître. Les opérations qui lui sont confiées, matérielles ou intellectuelles, deviennent de plus en plus faciles et se rapprochent de l'idéal « presse-bouton ». L'épanouissement de l'individu ne pourra donc être cherché que dans les activités « hors travail ». C'est ce qu'exprime un slogan lancé par la Compagnie Ford et illustré sur deux pages du magazine *Life* : devant le patio d'une charmante villa, une *Lincoln* brille de tous ses chromes. Légende :

> *Votre maison a des murs de verre ; votre cuisine est un miracle de technique. Vos vêtements et vos meubles sont d'une beauté fonctionnelle. Travaillez détendus, amusez-vous dur !* » (*Work easily, play hard.*)

Cette inversion publicitaire de la maxime courante *Work hard, play easily* va très loin. Puisque la vie de travail perd sa substance et son intérêt, semblent dire ses auteurs, centrez votre vie sur le jeu.

Ce transfert des possibilités d'épanouissement personnel vers les activités de loisir ne saurait être qu'un pis-aller, une solution véritable supposant la revalorisation du travail. Mais il faut rester lucide : quels que soient les bienfaisants effets du courant actuel de regroupement et d'élargissement des tâches, il ne pourra suffire à résoudre le problème de l'aliénation de l'homme dans le travail industriel. Il y a aujourd'hui, il y aura longtemps encore, des millions et des millions de tâches qui ne peuvent être revalorisées par ce moyen. Pour des millions d'hommes et de femmes l'activité professionnelle n'a pas de valeur enrichissante et équilibrante. Pour ceux-là, la réalisation de soi ne peut être cherchée que dans le « temps libre », progressivement accru par la réduction de la semaine de travail. C'est le temps « hors travail », comme l'avaient vu Marx et déjà Hegel, qui doit constituer pour l'homme le « véritable domaine de la liberté ».

Il faut dénoncer ici les illusions de ceux qui pensent que « l'automation », se propageant dans l'industrie et les bureaux à un rythme foudroyant, délivrera les hommes à bref délai de toutes les « tâches en miettes ».

En fait, nous ne sommes pas devant une « nouvelle révolution industrielle » mais devant une nouvelle étape, fort importante d'ailleurs, de l'automatisme dont l'histoire ne date pas d'hier. La nouveauté la plus importante de l'automation est le développement des techniques de communication et de contrôle appliquées aux processus de production, de distribution et même d'administration.

Mais ce développement peut-il bouleverser dès demain les usines, les bureaux, les chantiers ? Malheureusement non. D'après une évaluation faite aux Etats-Unis en 1952, les branches d'industrie « mûres » pour l'automation n'occupaient que 8 % de la population active. Encore le processus d'automatisation ne pourra-t-il se faire qu'à un rythme très lent en raison des difficultés de technique, de financement et de formation des nouveaux spécialistes. Une proportion considérable de la population active du monde demeure absorbée par des tâches répétitives et parcellaires qui se multiplient dans les secteurs en cours d'industrialisation des pays « sous-développés » où l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre n'incitent pas à la remplacer par un équipement très coûteux.

L'introduction généralisée de l'automation supposerait d'autre part une transformation complète du régime capitaliste. Ses effets à l'échelle d'un vaste complexe économique impliquent des décisions planifiées et la mise en question du régime de la libre entreprise. C'est la société tout entière et ses institutions qu'il faudrait transformer pour que l'automation puisse réaliser ses promesses.

D'autre part, il faut être candide ou aveugle pour imaginer que la suppression de tous les travaux d'exécution, dans une humanité dépourvue de justes institutions et de sagesse, n'aurait pas pour résultat principal de consacrer l'aliénation de l'individu.

Pour que l'homme trouve enfin son épanouissement dans la civilisation qui s'enfante à travers les convulsions de notre temps, pour qu'il y participe de tout son être, il faudra bien autre chose et bien plus que les plus prestigieuses applications des sciences physico-chimiques. Le progrès technique ne donnera des fruits bienfaisants que s'il est accompagné du progrès des sciences sociales et de leur judicieuse application aux problèmes de l'individu et de la cité.

(*Copyright Gallimard et Georges Friedmann.*)

Publications Gallimard

LITTERATURE

romans

GEORGE ADAM	
Le Sang de César	750
LUCE AMY	
Les Voies Souterraines	580
JEAN ANGLADE	
L'Immeuble Taub	690
JACQUES AUDIBERTI	
La Poupée	650
FRANÇOIS-REGIS BASTIDE	
Les Adieux	750
CHARLES BLANCHARD	
Aveux spontanés	520
JEAN BLOCH-MICHEL	
Un Homme estimable	690
ROGER BLONDEL	
Le Mouton enragé	690
JEAN BLOT	
Le Soleil de Cavouri	690
HENRI BOCRAT	
La Reine de Tullé	650
HENRI BOSCO	
Les Balesta	750
JOSE CABANIS	
Le Fils	500
RENE-JEAN CLOT	
Le "'eu d'Outre-Tombe	750
P.-A. E.MAN	
La Praïe	690
JEAN FORTON	
L'Oncle Léon	550
CLAUDE FRERE	
Le Carabinier de Bologne	350
JEANNE GALZY	
Le Parfum de l'Œillet	690
ROMAIN GARY	
Les Racines du Ciel	950
YVES GROSRICHARD	
La Compagne de l'Homme	550
PHILIPPE HERIAT	
La Main tendue	750
L'Araignée du Matin	550
La Foire aux Garçons	650
PIERRE HUMBOURG	
Mort de Vieillesse	550
JEAN LAGROLET	
Les Vainqueurs du Jaloux	850
JEAN LAMBERT	
Tobiolo	500
ALAIN LE BRETON	
Car pour Rome	1.200
YVES LECŒUR	
L'Escalier de J.-Paul Sartre	550
NADINE LEFEBURE	
Les Portes de Rome	690
EDMOND LEVY	
La Fin du Premier Jour	500
PIERRE MAC ORLAN	
Malice	590
ROBERT MARGERIT	
La Malaquaise	620
RENEE MASSIP	
La Petite Anglaise	550
PIERRE NEYRAC	
La Jeunesse d'Elias	790
ELISABETH DE NEYRAT	
Le Sable entre les Doigts	590
ZOE OLDENBOURG	
Réveillés de la Vie	950
CLAUDE ORCIVAL	
Le Compagnon	450
GEORGES OTTINO	
Oisive Jeunesse	650
MICHEL POLAC	
La Vie incertaine	650
SILVAIN REINER	
Le Train pour l'Océan	690
HENRI-PIERRE ROCHE	
Deux Anglaises et le Continent	650
YVES ROGER	
L'Aqueduc	500
ROMAGNE	
Tornades sur Bamako	600
JULES ROY	
Les Flammes de l'Eté	450
MARCEL SALA	
Le Feu noir	650
ANDRE SALMON	
Sylvère ou la Vie moquée	750
JEAN SERGE	
Eléna et les Hommes	500
JEAN-PIERRE SERVIN	
L'Espace d'un Matin	450
SIMONE	
Québéfi	550
HENRI THOMAS	
La Nuit de Londres	390
ELSA TRIOLET	
Le Rendez-vous des Etrangers	950
EMILE VARDEAU	
Le Matin de la Vie	590
GUY VERDOT	
Monsieur avec Auto	550
ROGER VRIGNY	
Lauréna	690
ALBERT VULLIET	
Vallourd	590

récits

JACQUES de BOURBON BUSSET	
Antoine, mon Frère	350
ALBERT CAMUS	
La Chute	390
HENRI POLLES	
Journal d'un Raté	870
JEAN SCHLUMBERGER	
Passion	390

contes et nouvelles

MARCEL ARLAND	
L'Eau et le Feu	690
NOEL DEVAULX	
Bal chez Alféoni	500
ROBERT MARGERIT	
Ambigu	700
PIERRE MOINOT	
La Blessure	450
HENRI POURRAT	
Le Trésor des Contes VII	720

la bibliothèque blanche

romans pour enfants

HENRI BOSCO	
Le Renard dans l'Ile	500
MAUD FRERE	
Vacances secrètes	500
JEAN PROAL	
Histoire de Lou	500

essais et chroniques

ANTONIN ARTAUD	
Œuvres complètes, tome I	750
GEORGES BERNANOS	
Le Crépuscule des Vieux	750
EMMANUEL BERL	
Présence des Morts	450
ROGER CAILLOIS	
L'Incertitude qui vient des Rêves	400
E.-M. CIORAN	
La Tentation d'exister	550
PAUL CLAUDEL	
Morceaux choisis (réunis et présentés par Robert Mallet)	900
JEAN COCTEAU	
Le Discours d'Oxford	200
JEAU DUTOURD	
Les Taxis de la Marne	590
HENRI GUILLEMIN	
A vrai dire	590
MARCEL JOUHANDEAU	
Nouvelles Images de Paris	420
Jeanisse	500
PAUL JURY	
Journal d'un Prêtre	690
RAYMOND QUENEAU	
Pour une Bibliothèque idéale	650
ANTOINE DE SAINT-EXUPERY	
Un Sens à la Vie	550
ANDRE SALMON	
Souvenirs sans fin (1908-1920)	950
NATHALIE SARRAUTE	
L'Ere du Soupçon	390

ARTS ET MUSIQUE

PIERRE BARBIER et FRANCE VERNILLAT	
Histoire de France par les Chansons :	
Tome I - Des Croisades à Richelieu	950
Tome II - Mazarin et Louis XIV	960
LEON BOPP	
Les Beaux-Arts en France	700
MARCEL PROUST	
Lettres à Reynaldo Hahn	650

théâtre

MARCEL AYME	
Les Oiseaux de Lune	550
JACQUES AUDIBERTI	
Théâtre III	650
PAUL CLAUDEL	
O.C. IX : Théâtre IV	1.750
O.C. X : Théâtre V	1.850
ALBERT COHEN	
Ezéchiel	750
DIEGO FABBRI	
Théâtre I	690
W. FAULKNER - A. CAMUS	
Requiem pour une Nonne	490
HENRY DE MONTHERLANT	
Brocéliande	450
LUIGI PIRANDELLO	
Théâtre VII	650
ARMAND SALACROU	
Une Femme trop honnête	490
GEORGES SCHEHADE	
Histoire de Vasco	600
MICHEL VINAVER	
Les Coréens	500

poésie

MAXIME ALEXANDRE	
La Peau et les Os	450
ARAGON	
Le Roman inachevé	650
G.-E. CLANCIER	
Une Voix	590
JEAN COCTEAU	
Poèmes (1916-1955)	650
L.-D. DAMAS	
Black Label	250
LUC ESTANG	
Les Quatre Eléments	650
JEAN GROSJEAN	
Majestés et Passants	590
J.-P. ROSNAY	
Comme un Bateau prend la Mer	550
ROBERT SEBASTIEN	
La Grande Passacaille	350
JULES SUPERVIELLE	
L'Escalier	500
PAUL VALERY	
Traduction en vers des Bucoliques de Virgile	400
M. VAN HIRTUM	
Les Insolites	450

études

PAUL CLAUDEL	
Conversation sur Racine	250
GUSTAVE COHEN	
Ronsard, sa Vie, son Œuvre	780
Etudes d'Histoire du Théâtre en France au Moyen Age et à la Renaissance	1.200
JEAN DELAY	
La Jeunesse d'André Gide I: A. Gide avant André Walter	1.500
RAYMOND PICARD	
La Carrière de Jean Racine	1.950
ROGER QUILLIOT	
La Mer et les Prisons. Essai sur Albert Camus	690
JEAN SCHLUMBERGER	
Madeleine et André Gide	650

LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE

revue mensuelle de littérature et de critique

« La meilleure revue de notre temps, modérée et toujours hardie. »
ALAIN

Tarif d'abonnement. France et Union Française, six mois : 1.000 fr. ; un an : 1.950 fr. Etranger, six mois : 1.250 fr. ; un an : 2.450 fr.
Les abonnements sont reçus au « Service Abonnement NRF », Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, Paris (7°). C.C.P. Paris 169-33, et chez tous les libraires.

La Nouvelle Revue Française, Librairie GALLIMARD est heureuse de vous présenter la liste complète de ses publications pour l'année 1956. Cette page constitue un catalogue **GALLIMARD** facile à consulter et précieux à garder, aussi bien en prévision des étrennes que pour vos achats personnels de livres. Dès à présent demandez à **Votre Libraire habituel** nos catalogues "Etrennes", "Pléiade" et "Série Noire". Demandez-nous éga-

1er Janvier — 31 Décembre 1956 *nrf*

LITTERATURE ETRANGERE

ILSE AICHINGER
Le Grand Espoir (All.) 850
SADRIDDINE AINI
Boukhara (U.R.S.S.) 850
UEDA AKINARI
Contes de Pluie et de Lune (Japon). 750
NELSON ALGREN
L'Homme au Bras d'Or (U.S.) 800
M.-L. BOMBAL
La Maison du Brouillard (U.S.) 590
HERMANN BROCH
Les Somnambules (All.) 1.100
W.-R. BURNETT
Le Capitaine Lightfoot (U.S.) 690
MAURICE COLLIS
Une Reine (Angl.) 690
JOSEPH CONRAD
Angoisse (Angl.) 720
STIG DAGERMAN
L'Enfant brûlé (Suède) 690
WILLIAM FAULKNER
Descends, Moïse (U.S.). 650
WILLIAM GOLDING
Sa Majesté-des-Mouches (Angl.) 570
WILLIAM GOYEN
Le Fantôme et la Chair (U.S.) 550
HENRY GREEN
Rien (Angl.) 620
CHESTER HIMES
La Fin d'un Primitif (U.S.) 690
FRANZ KAFKA
Lettres à Miléna (All.) 590
HERMAN MELVILLE
Israël Potter (U.S.). 590
CZESLAW MILOSZ
Sur les Bords de l'Issa (Pol.) 690
GOFFREDO PARISE
Odeur de Sainteté (It.) 750
FREDERIC PROKOCH
La Tempête et l'Echo (U.S.) 750
GRACILIANO RAMOS
Enfance (Port.) 650
JESSICA RYAN
Cité des Anges (U.S.) 650
ERNESTO SABATO
Le Tunnel (Esp.) 590
ROLF SCHROERS
La Pierre et le Triangle (All.) 900
SWINBURNE
Lesbia Brandon (Angl.) 590
TOUKARAM
Psaumes du Pèlerin (Inde) 690
INTRODUCTION aux Littératures Soviétiques - Contes et Nouvelles. Préface d'Aragon 780

Publications de la SERIE NOIRE

Soixante volumes nouveaux, du n° 288 au n° 347. Demandez le catalogue complet de la SERIE NOIRE, dans lequel les romans de la collection sont résumés en quelques lignes par MARCEL DUHAMEL lui-même.

L'AIR DU TEMPS
collection dirigée par Pierre Lazareff

JEAN BOIVIN
Mes Opérations esthétiques 850
PIERRE BRUNEAU
Les Magiciens de la Publicité 650
ANDRE DEVIGNY
Un Condamné à Mort s'est échappé. 650
GEORGES GUETTE
Un Gaulois chez les Hindous 650
PIERRE DE LATIL et JACQUES BERGIER
Quinze Hommes... Un Secret 650
MICHEL-DROIT
Visas pour l'Amérique du Sud 650
JEAN-PIERRE MORPHE et CLAUDE BOISSOL
Toute la Ville accuse 590
ANDRE et AGNES PAGNON
Tu as de la Chance........ 650
JANE ROUCH
Le Rire n'a pas de Couleur 650
DANIEL et FRANÇOISE SAUVAGE
Ma Vespa, ma Femme et Moi 750
ADALBERT DE SEGONZAC
Visa pour Pékin 650
54 Meilleurs Contes du Monde 950

GEOGRAPHIE

MICHEL LEIRIS
Contacts de Civilisation en Martinique et en Guadeloupe 450
EUGENE PEPIN
Géographie de la Circulation aérienne 1.200

voyages

ALAIN GHEERBRANT
Congo noir et blanc 600
LILIANA MAGRINI
Carnet vénitien 450
JEAN QUEVAL
De l'Angleterre 690

HISTOIRE biographies

SIMONE ANDRE-MAUROIS
Miss Howard, la Femme qui fit un Empereur 620
MAURICE HEIM
François Ier et les Femmes 650
AUGUSTIN RENAUDET
Machiavel 690
ANDRE BELLIVIER
Henri Poincaré 620

études et essais

JOSEPH BUTTINGER
Le Précédent autrichien 1.450
HENRI GUILLEMIN
Cette curieuse Guerre de 70 650
BASILE KLUTCHEVSKY
Histoire de la Russie I 950
A. DE SAINT-PHALLE
Tour du Monde V.
De Christophe Colomb à Louis XIV. 950

SCIENCES

SERGE GROUSSARD
Demain est là 990
JEAN LHERMITTE
Le Problème des Miracles 650
JEAN ROSTAND
L'Atomisme en Biologie 590
Peut-on modifier l'Homme ? 300

PHILOSOPHIE

LUCIEN GOLDMANN Le Dieu caché 1.400
BERNARD GROETHUYSEN
Philosophie de la Révolution Française 900
CLARA THOMPSON et PATRICK MULLAHY
La Psychanalyse, son Evolution, ses Développements 650

sociologie

GILBERTO FREYRE Terres du Sucre 690
GEORGES FRIEDMANN
Le Travail en Miettes 850

DIOGENE

Revue mensuelle publiée sous les auspices du Conseil International de la Philosophie et des Sciences humaines et avec l'aide de l'UNESCO. (Prix du n° : 200 fr. ; abonnements annuels (4 N°s) : France : 700 fr. Etranger : 875 fr. Les abonnements sont reçus au « Service Abonnements Diogène », Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, Paris (7e). C.C.P. Paris 169-33 et chez tous les Libraires).

BIBLIOTHEQUE DE LA PLEIADE

ALAIN Propos 3.000
GUILLAUME APOLLINAIRE
Œuvres Poétiques 3.200
LA BIBLE (Ancien Testament I) 2.950
CHARLES DICKENS
Dossier de la Maison Dombey Père et Fils 2.700
DOSTOIEVSKI
Œuvres, tome V 2.400
GERARD DE NERVAL
Œuvres, tome II 2.700

ENCYCLOPEDIE DE LA PLEIADE

Encyclopédie méthodique dirigée par Raymond Queneau, et qui comprendra environ 40 volumes dans la présentation de la « Pléiade ».

Parus en 1956
Histoire des Littératures I 3.500
Histoire des Littératures 2 .... 3.500
Histoire universelle I 3.500

LIVRES RELIES

ALAIN
Propos d'un Normand II 1.680
EMMANUEL BERL
Présence des Morts 1.280
HENRI BOSCO
Les Balesta 1.680
ANDRE BRETON
Les Vases communicants 1.280
ROMAIN GARY
Les Racines du Ciel 1.500
FRANZ KAFKA
La Métamorphose 1.280
FELICIEN MARCEAU
Les Elans du Cœur 1.280
HERMAN MELVILLE
Israël Potter 1.480
HENRY DE MONTHERLANT
La Relève du Matin 1.450
GERMAIN NOUVEAU
Œuvres Poétiques II 1.480
HENRI POURRAT
Le Trésor des Contes VI 1.480
SAINT-EXUPERY
Un Sens à la Vie 1.450
JEAN-PAUL SARTRE
La Nausée 1.280

avec illustrations

MARCEL AYME
Romans de la Province 4.900
JEAN GIONO
Romans 5.100
STEINBERG
Dessins 2.900

BON *d'abonnement gracieux*

à découper et à adresser à la Librairie Gallimard, Service Commercial, 5, r. Sébastien-Bottin, Paris-7e

Veuillez abonner gracieusement au Bulletin de la NRF, les personnes suivantes :

M ______________________
Adresse ______________________
____
M ______________________
Adresse ______________________
____
M ______________________
Adresse ______________________
____
____
E

lement un abonnement gracieux au Bulletin de la **NRF**, qui chaque mois vous informera de nos nouvelles publications. Pour bénéficier de cet abonnement gracieux et pour en faire profiter ceux de vos amis qui aiment lire, il vous suffit de remplir et de nous adresser le **BON** inséré ci-dessus (à droite).

Pour toute communication, écrivez à la **LIBRAIRIE GALLIMARD**, Service Commercial, 5, rue Sébastien-Bottin, Paris-7e, ou téléph. à Lit. 28-91 et 66-42.

CE PURITAIN DE SHAW

par Kingsley MARTIN

Mardi, au théâtre Sarah-Bernhardt, Jean Marais et Françoise Spira seront César et Cléopâtre. Deux amoureux chastes et innocents, s'il faut en croire l'auteur de la pièce, G. B. Shaw. On s'est souvent demandé pourquoi le grand humoriste irlandais, qui a peut-être écrit avec César et Cléopâtre *son chef-d'œuvre, avait prêté à ses personnages tant de modération dans le tempérament. Dans l'article ci-dessous, le brillant directeur du* New Statesman, *Kingsley Martin, en donne l'explication : Shaw, le puritain, a décrit ses héros à son image.*

LOIN d'être une lubie, le puritanisme de Shaw fut, semble-t-il, la caractéristique essentielle de sa vie et de sa philosophie. Qu'il fût végétarien, d'abord, parait à G. K. Chesterton le signe d'un extrême raffinement esthétique. Fouillant sa vie sexuelle, d'autres ont pensé que Shaw était impuissant. Sur ce point, pourtant, Shaw s'expliqua lui même vers la fin de sa vie dans Seize auto croquis :

> « Si vous avez quelque doute en ce qui concerne ma virilité, chassez-le de votre esprit. Je n'étais pas impuissant; je n'étais pas stérile; je n'étais pas homosexuel, et je suis très facilement ému, bien qu'ayant horreur de la promiscuité. »

Il expliquait aussi que, tout en étant demeuré vierge jusqu'à 29 ans, il avait été un coureur incorrigible, non du genre qui poursuit les femmes, mais de celui qui se trouve poursuivi par elles.

Amant décevant

Se référant aux carnets de Shaw, St John Ervine, dans une nouvelle biographie, raconte que G.B.S. n'avait pas seulement entretenu avec Mrs Patterson, comme on le savait, une longue liaison, mais bien avec une demi-douzaine d'autres femmes. Dans son journal, il note sa satisfaction d'avoir su conserver sa virginité même après un long tête-à-tête avec Mrs Patterson, puis révèle la date de sa première expérience avec elle. Cette Mrs Patterson devint par la suite un véritable fléau et fit des « scènes ». (Elle servit de modèle pour Julia dans Le Philanthrope et pour Blanche dans Maisons de Veuves.) De quel côté se trouvaient les torts? Il est sûr en tous les cas que Shaw fut un amant des plus décevants, résolu à ne jamais perdre la tête, fût-ce un instant, pour une femme. Selon Ervine, Shaw ne fut vraiment amoureux que d'Alice Lockett, son premier flirt. Pour ma part, je n'ai décelé aucune trace de romantisme ou d'amour véritable dans les vers comiques qu'il lui adressa.

Et finalement, quand Shaw se maria avec Charlotte Townshend, ce fut uniquement sur la base d'une camaraderie.

Mariage blanc

St John Ervine suggère que la résolution de laisser ce mariage blanc revient à Charlotte; pour ma part, je pense que Shaw était entièrement d'accord. Et il semble qu'il n'ait donné à Charlotte que très peu de causes de jalousie, sauf à l'occasion célèbre du rendez-vous avec Mrs Patterson.

Ce qui est important dans tout cela, c'est l'attitude de Shaw vis-à-vis des femmes et la façon dont son œuvre en est affectée. Les relations « étrangement innocentes » du Roi Magnus et de Corinthia, ou de César et Cléopâtre, ne sont que deux illustrations de son désir de faire de son héros un être supérieur dans ses rapports avec les femmes. La clé se trouve probablement dans Man et Superman et De retour à Mathusalem.

Son invariable théorie fut que les filles d'Eve sont biologiquement spécialisées, la plus grande partie de leur énergie étant nécessairement absorbée par la reproduction. Les hommes, au contraire, ont la possibilité d'emmagasiner leur énergie sexuelle et de la transformer en œuvre d'art. Par conséquent, la femme doit se soumettre aux lois de la nature, tandis que l'homme exceptionnel, l'artiste et l'intellectuel, a le pouvoir de sublimer ses désirs sexuels, d'échapper aux filets féminins, d'orienter son énergie vitale; l'expérience devant se poursuivre jusqu'à ce qu'apparaisse une créature capable de répandre un peu moins d'horreur et de confusion que ne le fit jusqu'ici l'humanité.

Faut-il voir dans cette philosophie une rationalisation du propre tempérament de Shaw? St John Ervine croit voir une explication dans son enfance sevrée d'amour. Ce qui est certain, à mon avis, c'est que Shaw ne fut jamais véritablement amoureux : on trouve tout dans ses pièces, hormis la passion.

« Avare comique »

Shaw eut peu d'amis intimes. Dans les relations personnelles, il se montrait aimable et généreux et universellement bienveillant. St John Ervine suggère qu'il fut constamment généreux en matière d'argent. Bien qu'il écrivît plusieurs années pour ce journal (1), en refusant d'accepter même un « penny », je ne suis pas de cet avis. La façon dont il traita Mrs Patterson, telle qu'elle est révélée par ses lettres, paraît extrêmement mesquine, et dans ses dernières années, il devint ce qu'il faut appeler un « avare comique ». Ses secrétaires et ses domestiques n'ont pu le convaincre de les payer davantage après la seconde guerre, et bien qu'il eût économisé 400.000 livres, il se persuada que l'impôt allait le réduire à la mendicité (...)

A propos de Shaw, j'eus une fois une conversation avec Jung. Ayant à son égard une vénération qui n'était pas loin de l'idolâtrie, j'avais parlé de son détachement, de ses relations amicales mais incomplètes avec les femmes. J'avais dit combien je le trouvais sans mesquinerie, sans rancœur, et Jung me répliqua : « Ainsi donc ce Bernard Shaw est ce que vous appelez un Peter Pan? » Pour lui, Shaw aurait connu les passions naturelles aux hommes, mais les aurait éludées. Cela, me semble-t-il, fut sa force et sa faiblesse. Il parvint à chasser le sentiment de la vie quotidienne, et même, au scandale des esprits conventionnels, de la mort.

K. M.

(1) « The New Statesman and Nation ».

THÉATRE

Au nom de Zeus

SISYPHE ET LA MORT de Robert Merle; AMPHITRYON 57 de Herbert Le Porrier; LE PAUVRE BOUGRE ET LE BON GÉNIE d'Alphonse Allais, au théâtre de Lutèce.

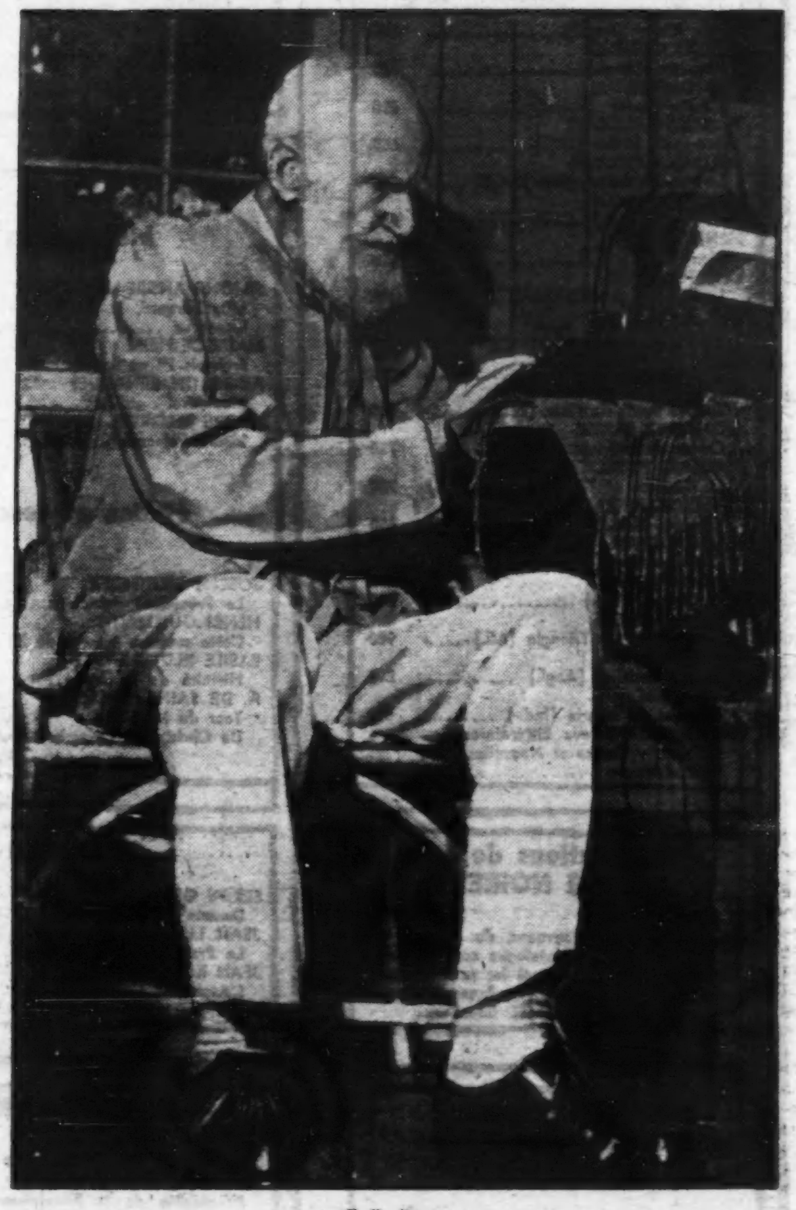
UN PEU DE SILENCE, S.V.P., spectacle de mime à la Comédie de Paris.

SISYPHE a volé la plume avec laquelle la Mort signe ses arrêts. La Mort est impuissante ; mais, hélas ! d'affreux bourgeois de Corinthe pactiseront avec la Mort contre Sisyphe, le cabaretier-prolétaire, ami des hommes contre les dieux. La fable est courte, sa signification aussi.

M. Le Porrier explique dans le programme qu'il a écrit cet *Amphitryon 57* il y a dix ans, alors qu'il était entièrement subjugué par le théâtre de Giraudoux. Rassurons-le, sa libération est totale : dans cette longue, plate et prolixe scène de ménage entre Jupiter et Junon, il ne reste rien de Giraudoux, ni le style, ni l'humour, ni l'intelligence.

En supplément, les comédiens de l'ensemble Gabriel Garran distillent lentement un court sketch d'Alphonse Allais, sans doute pour nous démontrer qu'ils ont au moins un talent, celui de désamorcer sans coup férir toutes les répliques qui pourraient porter.

C'est un spectacle d'élèves, comme le spectacle de mime d'Yves Lorelle et Nina Vidrovitch à la Comédie de Paris. Quatre mimodrames : le pauvre funambule et la jeune fille ; la troupe de comédiens ambulants qui transfigure la petite ville qu'elle traverse ; la salle d'attente des voyageurs sans bagages où la Mort est une voyageuse inattendue. Ce sont des thèmes qui ont fait leurs preuves : les comédiens, hélas ! ne les font pas.



G.-B. SHAW
Amant décevant

A voir

● La Maison de Bernarda (le chef-d'œuvre de Lorca) ● L'Œuf (insolite) ● Thé et sympathie (pour Ingrid Bergman) ● Misère et noblesse (vaudeville napolitain) ● Requiem pour une nonne (Faulkner plus Camus) ● Don Carlos (un grand drame romantique) ● Irma la douce (comique bon enfant) ● Le Mal court (le classique d'Audiberti).

CINÉMA

Records battus

DURANT la période des fêtes, deux nouveaux films ont battu, à Paris, tous les records de recettes : il s'agit de *Michel Strogoff* (95 millions en trois semaines) et surtout de *Notre-Dame de Paris* (également 95 millions, mais en deux semaines seulement). Le démarrage foudroyant de *Notre-Dame de Paris* donne à penser que ce film connaitra une carrière plus fructueuse encore que celle des deux superproductions de Sacha Guitry : *Si Versailles m'était conté* et *Napoléon*.

Il est intéressant de constater que

Cabarets Dancings

AIGLON au Thé RENATO, 11, r. Berri Cab. Spect. 23 h. BAL. 64-31

frede présente la CARROLL'S 36, rue de Ponthieu - ELY. 46-40

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THÉ tous les jours Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

E. RAYNAUD

le SEXY 68, rue Pierre-Charron BAL. Pierre DUDAN

Puerta del Sol MUSIC-HALL ESPAGNOL 12, RUE PIERRE-CHARRON

Restaurants

LIDO LIDO LIDO UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE LA REVUE « C'EST MAGNIFIQUE ! »

Le Ranelagh 5, rue des Vignes - AUT. 64-44 HENRI V de Laurence OLIVIER en V.O.

Venant de Moscou et du Caire
Mille calamités pleuvent de toutes parts
Oubliez vos tracas grâce aux Folies-Bergère
Et sachez vous moquer et du Caire et du quart

Jill Adams
Bombe désamorcée

ce succès a été obtenu en dépit des réserves les plus sévères exprimées par les critiques spécialisés. D'où la conclusion : si la critique peut aider à la carrière d'un film « difficile », elle ne peut rien contre l'engouement du public pour certaines superproductions commerciales. Et c'est très bien ainsi.

Autre constatation : ce ne sont vraisemblablement ni les moyens mis en œuvre ni la notoriété des interprètes (ici Curd Jurgens, là Gina Lollobrigida) qui ont fait le triomphe de *Michel Strogoff* et de *Notre-Dame de Paris*, mais d'abord leur titre. Avis aux producteurs : Jules Verne et Victor Hugo, comme Alexandre Dumas, resteront encore longtemps les plus sûrs garants de succès.

★

Trop tard

UNE BOMBE PAS COMME LES AUTRES.

film anglais de Robert Day, avec Alastair Sim et Jill Adams (Marbeuf)

CETTE *Bombe* a un grave tort : celui de venir après *Noblesse oblige* et *Tueurs de dames*, sans parler de *Mais qui a tué Harry ?* Ces explosions d'humour macabre sont devenues trop familières à nos oreilles pour nous faire encore sursauter. C'est une bombe désamorcée.

A défaut d'originalité, l'histoire garde tout de même de la saveur. Le personnage est drôle de ce respectable pyrotechnicien qui a la manie de faire sauter ceux de ses semblables dont la tête ne lui revient pas. Mais avec quelle délicatesse ! C'est un Paderewski de la machine infernale : tantôt c'est un ballon de football qui explose, tantôt une bouteille de champagne. Deux tourtereaux mettront cependant un terme involontaire à cette « éclatante » carrière.

Ce nouvel exemple de « l'assassinat considéré comme un des beaux arts » est filmé sans grandes prétentions artistiques par Robert Day. Digne, inquiétant, souriant, Alastair Sim fait rire sans faire oublier Alec Guinness.

A voir :

En exclusivité :
● **La Poupée de chair** (virtuosité de Kazan) ● **Mitsou** (un divertissement signé Colette) ● **Le Salaire du péché** (scènes de la vie de province) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **La Fille en noir** (néo-réalisme grec) ● **Les Feux du music-hall** (un brouillon de Fellini) ● **La Traversée de Paris** (pour Bourvil).

Nous vous rappelons :
● **Un condamné à mort s'est échappé** (Raimu) ● **Et Dieu créa la femme** (Royale, Cinémonde Opéra, Royal Haussmann) ● **Le Ballon rouge** (Reflets) ● **Gervaise** (Ciné Panthéon, Cinévog Saint-Lazare) ● **La Fureur de vivre** (Artistic) ● **Halleluyah** (Celtic) ● **L'Inconnu du Nord-Express** (Studio Bertrand) ● **La Ruée vers l'or** (dans les quartiers) ● **Henry V** (Ranelagh) ● **Païsa** (Pagode).

MUSIQUE

Vienne telle qu'en elle-même...

VINGT-CINQ fois par an environ, les lumières s'allument dans la petite salle de concert de l'Ecole normale de Musique, rue Cardinet, le mardi soir, pour les concerts publics de musique de chambre de la Radio, organisés par Pierre Capdevielle.

Des œuvres quasi inconnues du répertoire ancien, et beaucoup d'œuvres contemporaines en première ou — ce qui est très important — en seconde audition, y sont données pour un public d' « amateurs et de connaisseurs », selon l'expression, restée fameuse, de Philippe-Emmanuel Bach, l'aîné des fils de Jean-Sébastien.

Le premier concert de 1957 était placé sous la direction de René Leibowitz qui avait choisi d'illustrer Vienne, la ville qui, depuis Beethoven, et sous les aspects les plus divers, a régné, cent ans durant, sur la musique de l'Europe.

Mahler le méconnu

Mais si cette ville a reconnu la grandeur de Schubert, de qui la Sixième Symphonie, en ut majeur, ouvrait le concert, elle n'a guère reconnu celle de Mahler, le directeur de son Opéra de 1897 à 1907, qui a dû quitter son poste sous le poids des intrigues, et dont le génie de compositeur commence seulement à être découvert depuis une dizaine d'années. De lui, Leibowitz a dirigé quatre mélodies posthumes, déchirantes de mélancolie, que John Riley chanta avec beaucoup de sensibilité, mais avec une voix insuffisante.

Quant à Schönberg et Webern, qui figuraient naturellement au programme, Vienne les a purement et simplement ignorés et, en dehors d'un cercle très restreint et courageux, continue de le faire. Alors qu'en Amérique, l'œuvre intégral de Schönberg, mort en 1951, est enregistré sur disques, Vienne demeure à son égard la ville la plus réactionnaire parmi les capitales de la musique.

De Schönberg, Leibowitz dirigea la Deuxième Symphonie de chambre, œuvre commencée en 1906, mais finie seulement en 1940, en Amérique, et qui rappelle beaucoup l'atmosphère de Mahler. De Webern, il nous donna l'orchestration du *Ricercare* de *L'Offrande musicale* de Bach, démonstration éclatante des liens profonds qui unissent le maître qui est à la source de toute la musique moderne à celui qui en est un des plus authentiques représentants.

VARIÉTÉS

Trois petits tours...

MILLE deux cents marionnettes italiennes et un bataillon de Pupetts américaines vont s'agiter le long de la Seine.

Les Puppets, prévues à l'Etoile, ont été retardées par le prolongement du spectacle de Luisillo, mais les Piccoli obéissent au docteur Podrecca et à ses quarante animateurs sur la scène de l'Alhambra. Ces Piccoli, qui ont réjoui vingt-cinq millions de spectateurs, dans cinq cents décors, au bout de trois kilomètres de ficelle, sont incontestablement un prodige de technique.

Des ouvrières travaillent toute l'année pour habiller, entretenir, construire cet univers de bois, auquel des dizaines d'hommes communiquent patiemment une vie artificielle.

La singerie est prestigieuse. L'imitation parfaite. Pour un peu, on croirait voir des hommes.

La chanteuse est grotesque, le torero éblouissant, les Cubains trépidants, les Napolitains romantiques.

Tout y est, mais peut-être pas l'imagination, celle de Georges Lafaye ou d'Yves Joly. Ici la transcription est trop fidèle, presque démodée. Trois petits tours et puis s'en vont.

EXPOSITIONS

Otages volontaires

FAUTRIER : BUDAPEST 1956.

Galerie Rive Droite, Fg St-Honoré, du 11 au 23 janvier.

EN 1945, sous le patronage d'André Malraux, Fautrier donne le ton de ce qu'on devait bientôt appeler la « nouvelle école de Paris ».

Ce peintre, l'un des meilleurs parmi les jeunes maîtres réalistes des années 1930, a péniblement cherché sa propre voie. Pendant assez longtemps, il renonce même presque complètement à s'exprimer et ce n'est qu'aux environs de la cinquantaine, après la Libération, qu'il est lancé par son exposition dite des « Otages », chez René Drouin, en 1945.

De sa manière primitive, il ne reste alors à peu près rien que le sourd et ambitieux désir de traduire l'émotion provoquée par les objets ou les visages *malgré* leur existence dans l'espace d'un moment.

A la peinture « d'après nature » Fautrier entend substituer une peinture « d'après voir », dont les limites sont aussi peu définissables mais aussi profondément humaines que celles de l'oraison ou de la rêverie poétique.

Paradoxalement, ce sont des circonstances historiques précises (Oradour et les exécutions d'otages) qui donnent à Fautrier le « choc » nécessaire pour concevoir les éléments d'une œuvre dégagée de tout facteur circonstanciel.

« J'écris ton nom, Liberté... »

De cette pâte méditative d'où les formes semblent bannies renaissent, dans un autre espace et dans un autre temps, les volumes des objets et les méplats des visages que le peintre avait décidé d'oublier pour mieux les voir se plier aux rythmes et aux nécessités de sa propre vie intérieure.

D'où cette apparente monotonie des toiles de Fautrier. D'où cette ressemblance aussi entre les portraits d'otages d'il y a douze ans et ceux de partisans hongrois d'aujourd'hui.

Mais cette ressemblance ne prouve-t-elle pas précisément que Fautrier a bien « vu » les uns et les autres dans leur réalité spécifique, en dépit des circonstances ?

On notera pourtant une différence sensible : alors que « Oradour » et les «portraits d'otages» traduisaient un drame atrocement subi, une sorte de joie se dégage du triptyque « Budapest » et des portraits de partisans peints au cours de ces dernières semaines.

Comme pour mieux marquer que les insurgés de Budapest étaient, eux aussi, des otages, mais des otages volontaires, Fautrier a d'ailleurs recopié, au bas de chacun de leurs visages, un vers de ce poème *Liberté*, écrit par son ami Paul Eluard en 1942 et qu'il devait illustrer, en 1944, quelques mois avant la Libération.

J.F.C.

DISQUES

Le choix de la semaine

MESSIAEN

Vingt regards sur l'Enfant-Jésus. Yvonne Loriod, piano. Direction artistique : O. Messiaen (3d. 30 cm. 33 t. C 30 A 60/62 Véga).

CES vingt pièces fort diverses parlent un langage complexe, raffiné, chatoyant pour qui la joie sensorielle est un reflet de l'esprit et dont l'ensemble constitue, musicalement, « l'arc-en-ciel théologique » dont rêve son auteur. C'est un monde sonore, cohérent, « puissant et tendre, parfois brutal », qui, indubitablement, exerce un singulier pouvoir sur l'auditeur.

Yvonne Loriod donne une vie intense à cette œuvre qui veut être un acte de foi ; l'enregistrement est d'une belle clarté.

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
OPE 97-93
LIVRAISON DOMICILE
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

TNP
4e CONCERT
d'ORGUE
M.-M. DURUFLE-CHEVALIER
ET LE MOTET
« EXALTABO TE »
(Michel - Richard de LALANDE)
SAMEDI 19 JANVIER
16 heures
Prix des Places : 100, 206 et 306 fr.

EXPOSITIONS
Lucy KROHG, 10 bis, place Saint-Augustin
RUDOLPH POLDER, du 11 au 24 janvier

MUSÉE DE L'ART MODERNE
8e SALON DE LA
Jeune Peinture
du 9 au 28 janv. Vernissage le 9 de 18 à 22 h.

50 PEINTRES
150 ŒUVRES ORIGINALES
(de 5.000 à 15.000 francs)
L'exposition de Noël se poursuit avec de nouveaux tableaux jusqu'au 1er mars
LE TERRAIN VAGUE
23-25, rue du Cherche-Midi - PARIS (VIe)
BAB. 21-67

GALERIE « 93 »
93, Faubourg-Saint-Honoré
S. LEPRI
PEINTURES - DESSINS
GOUACHES

Galerie MAEGHT
10 ANS D'ÉDITION

ARCHITECTURE

Un chef de file italien

« J'*AI toujours en l'impression d'être un peu l'élève des architectes plus jeunes que moi* », dit le Milanais Gio Ponti, 65 ans, céramiste, peintre, esthéticien industriel, essayiste, architecte et directeur de la revue *Domus*, qui sera du 15 au 30 janvier la « vedette » de l'exposition « Formes et idées d'Italie » (1).

C'est parce qu'il éprouve ainsi le désir de toujours demeurer en contact avec les jeunes hommes de son temps, que Gio Ponti a pu demeurer l'un des chefs de file de l'actuelle « école italienne » qui définit aussi bien la ligne des automobiles ou des immeubles modernes que le nouveau style de nos devantures, de nos cafés ou de nos machines à coudre.

S'il est aujourd'hui connu dans le monde entier, c'est surtout parce qu'il est l'animateur de la revue *Domus* qu'il a fondée en 1928 et qu'il édite avec l'aide de trois personnes, dont sa fille. Cette revue qui publie les façades et les plans des plus intéressantes créations architecturales, se retrouve sur les planches à dessiner des architectes de New-York et de Paris, de Stockholm et d'Amsterdam... Elle a une influence considérable sur tout ce qui se construit aujourd'hui.

La petite porte

La ligne des automobiles italiennes qui, ces dernières années, a inspiré tous les constructeurs, et la forme de ces monstres nickelés qui, dans les bars, fabriquent le « café express » on les doit, qu'on les aime ou non, à Ponti qui a su également imposer la vaisselle de couleur (il est, ainsi qu'il le dit, « *entré dans la carrière artistique par la toute petite porte, en concevant une tasse à café* »).

Ponti veut donner une forme nouvelle à tous les objets qui nous entourent. Chargé de construire à New-York un gratte-ciel de trente-quatre étages, pour la *Pirelli*, une grosse société italienne de pneumatiques, il a tenu à dessiner de sa main les 4.854 chaises, les 656 bureaux, les 728 corbeilles à papier, les 428 poignées de porte, les 400 appareils sanitaires et les 3.000 lampes que contiendra le nouvel immeuble encore en chantier aujourd'hui.

A Milan il a aussi réalisé le « Palais Montecatini » qui abrite les bureaux de la plus importante société italienne de produits chimiques. La manière dont il imposa les plans de cet immeuble montre assez le caractère du personnage.

Ponti travaillait aux plans de la Montecatini depuis deux ans. Son projet était pratiquement achevé lorsque Donegani, une sorte de tyran régnant sur 10.000 employés, le convoqua dans son bureau et, en termes injurieux, critiqua un certain nombre de points du projet qu'il n'aimait pas. Donegani ordonna à l'architecte de modifier complètement ses plans.

Ponti, décontenancé par cette explosion de colère, joua le tout pour le tout :

— *Vos modifications ne pourraient*, dit-il, *que diminuer la valeur de mon projet, je ne les accepterai jamais.*

A son grand étonnement, Ponti vit Donegani changer d'attitude et accepter les plans.

Dix ans plus tard, l'industriel lui avoua que ses critiques étaient sans fondement :

— *Je vous avais convoqué sans même regarder vos plans*, dit-il... *Mais vous comprenez, cher ami, comment aurais-je pu engager plusieurs centaines de millions sur un homme assez influençable et peu sûr de lui-même pour accepter de modifier un plan mûri, mis au point, sur une simple critique du client ?*

Cette rigueur à l'égard des autres comme à l'égard de soi-même, Ponti l'enseigne aux étudiants du *Politecnico* de Milan où il forme les futurs architectes italiens.

Ses goûts parfois peuvent étonner, ses audaces surprendre, mais son enthousiasme force l'estime et nul ne songerait à lui reprocher de ne pas penser toujours à l'avenir.

(1) 8, rue Royale.

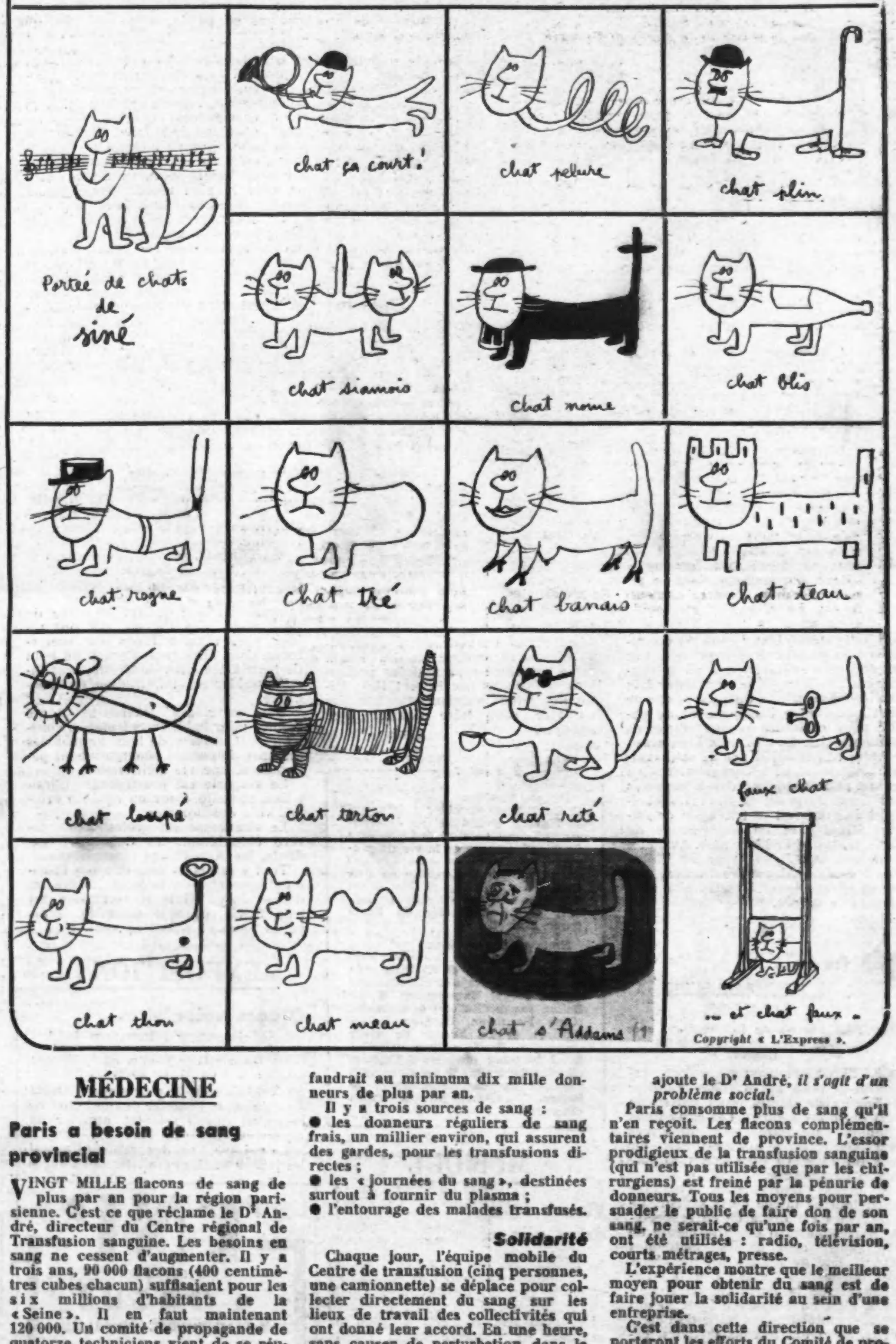
CHAT, CHAT, CHAT...

par SINÉ

Les chats de Siné, que leur maître nous avait confiés, étaient allés se promener dans les colonnes de notre excellent confrère France-Soir. *Prévenu de l'escapade,* France-Soir *les a renvoyés au bercail.*

Leur père, Maurice Siné, 28 ans (qui est également le père d'une petite fille de sept ans dont les dessins sont, d'après lui, « assez rigolos ») est venu au dessin humoristique en parcourant un album de Steinberg. Il venait d'achever son service militaire. Jusqu'alors il avait gagné sa vie dans les cabarets en chantant avec « Les garçons de la rue ».

Depuis il est revenu au cabaret en faisant projeter des séries de dessins (« Fête foraine » et « Stop ») à la Fontaine des Quatre-Saisons. Il a aussi publié des dessins humoristiques dans différents hebdomadaires mais s'est surtout consacré à la publicité. Ses dessins pour le métro et la loterie nationale en particulier l'ont imposé parmi les meilleurs humoristes de son temps. Il vient de publier chez J.-J. Pauvert un album préfacé par Marcel Aymé : « Complaintes sans parole ».



Copyright « L'Express ».

MÉDECINE

Paris a besoin de sang provincial

VINGT MILLE flacons de sang de plus par an pour la région parisienne. C'est ce que réclame le Dr André, directeur du Centre régional de Transfusion sanguine. Les besoins en sang ne cessent d'augmenter. Il y a trois ans, 90 000 flacons (400 centimètres cubes chacun) suffisaient pour les six millions d'habitants de la « Seine ». Il en faut maintenant 120 000. Un comité de propagande de quatorze techniciens vient de se réunir pour relancer une campagne du sang.

— Il nous faut du sang de façon permanente, précise le Dr André, malheureusement nous n'en recevons que de façon sporadique, au moment des grandes campagnes de presse. Il nous faudrait au minimum dix mille donneurs de plus par an.

Il y a trois sources de sang :

- les donneurs réguliers de sang frais, un millier environ, qui assurent des gardes, pour les transfusions directes ;
- les « journées du sang », destinées surtout à fournir du plasma ;
- l'entourage des malades transfusés.

Solidarité

Chaque jour, l'équipe mobile du Centre de transfusion (cinq personnes, une camionnette) se déplace pour collecter directement du sang sur les lieux de travail des collectivités qui ont donné leur accord. En une heure, sans causer de perturbation dans le travail, l'équipe recueille près d'une cinquantaine de flacons. L'équipe n'est pas occupée chaque jour.

— *Nous demandons à toutes les entreprises, collectivités, quelle que soit leur importance, de nous donner leur accord,* ajoute le Dr André, *il s'agit d'un problème social.*

Paris consomme plus de sang qu'il n'en reçoit. Les flacons complémentaires viennent de province. L'essor prodigieux de la transfusion sanguine (qui n'est pas utilisée que par les chirurgiens) est freiné par la pénurie de donneurs. Tous les moyens pour persuader le public de faire don de son sang, ne serait-ce qu'une fois par an, ont été utilisés : radio, télévision, courts métrages, presse.

L'expérience montre que le meilleur moyen pour obtenir du sang est de faire jouer la solidarité au sein d'une entreprise.

C'est dans cette direction que se porteront les efforts du Comité de propagande, créé par le Dr André, dont le principal objectif sera de régulariser la « publicité » consacrée au « sang ».

(1) Chas Addams, américain célèbre pour ses dessins d'humour noir.

CLAUDE ROY ET LE SENS DES MOTS

Claude Roy, écrivain communiste qui a reçu un « blâme » du P.C. pour avoir signé un manifeste protestant contre l'intervention soviétique en Hongrie, va publier une nouvelle déclaration sur ces événements. Elle paraîtra dans « Un Hommage des poètes français aux poètes hongrois », édité par Pierre Seghers, qui comprend également des poèmes et essais de Pierre-Jean Jouve, Jules Supervielle, Loys Masson, Georges-Emmanuel Clancier, Jean Cayrol, Pierre Emmanuel, Jean Cocteau, etc. La situation particulière de Claude Roy donne à son texte, intitulé « La Hongrie et le sens des mots », tout son intérêt. En voici de larges extraits :

La Hongrie compte ses fidèles
Et ses héros sur les étoiles
Sur les rêves de Petöfi
Sur le poème de la plaine de Hongrie.

Paul ELUARD.

DES milliers de Hongrois se sont battus, sont morts, ont souffert pour rendre un sens, pour rendre sang et vie à des mots qui étaient devenus pour eux exsangues : *socialisme, liberté, démocratie, justice.*

Cette révolution hongroise de 1956 n'a presque aucun précédent dans l'histoire.

Des Jacqueries millénaires à la Révolution d'octobre 1917, toutes les révolutions se font au nom d'un ordre nouveau contre un ancien régime. Elles opposent aux principes du passé les principes de l'avenir, aux mots de l'ordre établi, les mots de l'ordre à recréer, à la philosophie en déroute des anciens maîtres, la philosophie à l'assaut des hommes qui se libèrent.

Il n'y a pas d'exemple dans le passé d'une révolution, de l'ampleur et de la durée de celle de Budapest en 1956, qui se soit accomplie au nom même des principes, de la philosophie, des mots d'ordre et de l'enseignement professé par le régime établi.

L'histoire contemporaine nous offre des exemples célèbres de camouflages. Nous savons que lorsque les grandes masses humaines se lancent à l'assaut du vieil ordre bourgeois, les mouvements réactionnaires emploient la ruse, ont recours au vocabulaire de la révolution, lui volent ses mots d'ordre, usurpent ses couleurs. Mais ces stratagèmes n'ont chance de réussir plus ou moins, que lorsque le pouvoir établi défend précisément d'autres principes, d'autres mots d'ordres, d'autres couleurs. Ce n'était pas le cas en Hongrie, et ceci suffirait déjà à condamner ceux qui prétendent que la révolution hongroise n'était qu'un « putsch » fasciste.

L'espoir socialiste

L'étude minutieuse des communiqués de Radio-Budapest, des résolutions des Conseils ouvriers, des articles de la *Gazette Littéraire*, des discours de Janos Kadar, démontre que la présence de quelques éléments réactionnaires isolés ne peut changer le caractère fondamental de la révolution hongroise. Celle-ci ne se fixait pas pour but le renversement du socialisme, mais son rétablissement. Elle rejetait le gouvernement socialiste d'hier au nom même de ce que celui-ci lui avait enseigné, mais n'avait pas fait suffisamment entrer dans la réalité. Elle combattait Rakosi et Gerö, au nom même des principes qu'ils proclamaient en paroles, mais bafouaient dans la pratique.

Que le socialisme soit et reste le grand espoir des hommes, cette révolte socialiste, surgissant au sein même d'un socialisme dévoyé, le confirme admirablement. Le grondement même des blindés soviétiques ne peut faire taire cet espoir. Les erreurs mêmes qu'a pu commettre l'Union Soviétique ne peuvent prescrire les titres que l'Union Soviétique garde à notre reconnaissance : car les révoltés de Budapest sont ses disciples conséquents, ce sont les principes du socialisme qu'on leur enseigna depuis dix ans, qui les ont logiquement conduits à se battre contre ce qui était devenu une caricature du socialisme, puis, hélas ! contre les soldats de l'Armée Rouge.

Où sont les menteurs ?

Il s'est trouvé des docteurs de la loi pour peser dans leurs balances dogmatiques le sang et les larmes du peuple hongrois, pour déclarer que la classe ouvrière hongroise n'était pas la Classe Ouvrière, que les grèves des usines hongroises n'étaient pas de vraies Grèves, que ces écrivains communistes ou de gauche étaient des Réactionnaires, et que cette révolution était simplement une Contre-Révolution.

C'est la thèse de Janos Kadar. Mais il est significatif qu'il soit forcé d'ajouter que le camouflage de la Contre-Révolution était si parfait qu'il a pu tromper un peuple tout entier, faire se jeter à la mort des milliers d'ouvriers, de prolétaires, d'étudiants, d'intellectuels. Il est significatif que Janos Kadar soit obligé d'écrire que cette *« contre-révolution » est contrainte, pour pouvoir gagner la confiance des masses populaires, de proclamer des mots d'ordre qui sont sympathiques au peuple. Au lieu de mots d'ordre contre-révolutionnaires, elle s'infiltre parmi les masses avec des mots d'ordre « révolutionnaires ». Au lieu de mots d'ordre tels que : oppression coloniale, impérialiste, elle s'infiltre parmi les masses avec les mots d'ordre de « liberté », « indépendance nationale ».* (Rapport au Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, 2 décembre 1956.)

Il est toujours possible de tromper un peuple pendant quelque temps. Mais ce qui instruit les hommes, finalement, c'est la vie elle-même. Ce que dit Kadar, somme toute, c'est que les dirigeants gouvernaient depuis dix ans et les insurgés qui se battaient depuis quelques semaines avaient les mêmes mots d'ordre, se référaient aux mêmes principes, en appelaient aux mêmes idéaux. A qui pourra-t-on faire croire, dans ce cas, que si les hommes qui disposaient des moyens du pouvoir avaient réellement mis en pratique ces mots d'ordre, réalisé ces principes, incarné ces idéaux dans la vie de tous les jours, il aurait suffi à une poignée « d'agitateurs » de rejeter ce qu'ils avaient dit pendant des années pour dresser, *contre eux*, les masses populaires ? Janos Kadar a raison sur un point, quand il dit : *« Le socialisme est l'idée progressiste de l'humanité. »* Mais de deux choses l'une : ou bien ceux qui depuis si longtemps *professaient* le communisme l'ont également *appliqué*, et alors comment expliquer qu'une révolution éclate, qui se développe au nom du socialisme, et puisse obtenir l'appui de la majorité du peuple ? Mais si au contraire il existait un terrible écart entre ce qui *disaient* les dirigeants d'hier, et ce qu'ils *faisaient*, de quel droit affirmer que les ouvriers, les paysans, les intellectuels révoltés sont les dupes d'un mensonge, d'un camouflage, d'un travestissement, quand ils se servent à leur tour, au péril de leur vie et de leur liberté, des mots « *socialisme* », « *liberté* », « *justice* », « *indépendance nationale* » ? Où sont les menteurs ? Ceux qui en dix ans n'ont pas réussi à gagner la confiance des travailleurs, ou ceux qui se font tuer pour l'idéal qu'on célébrait à son de trompe, mais que leurs dirigeants avaient avili dans la réalité ? Où sont les contre-révolutionnaires ? Ceux qui ont, en dix ans pour que la révolution qu'ils invoquaient prenne corps et gagne l'appui du peuple, ou ceux qui, excédés, humiliés, désespérant d'un régime, mais gardant espoir dans l'idéal qu'il avait promis d'accomplir, décident qu'on leur a menti, que c'en est assez, et que l'heure est venue de mourir s'il le faut pour que les mots aient enfin leur plein sens ?

Chine et Hongrie

J'ai vu en Chine un immense peuple tout entier attelé à bâtir une juste société socialiste, tout entier dressé pour conquérir son indépendance. Je dois déclarer que depuis ma rencontre avec la révolution chinoise et ses combattants, et malgré les désillusions et les désastres qui se sont révélés ailleurs depuis, rien n'a su me donner autant de confiance dans les mots socialisme, liberté, justice, démocratie, *qui ont couvert parfois tant de faillites que l'exemple hongrois. C'est l'exemple d'hommes qui ont jugé que ces mots qui avaient tant servi, et parfois à travestir leur contraire, méritaient encore qu'on espérât en eux, qu'on combattît pour les réaliser et qu'on mourût pour eux.*

Claude ROY.

THÉATRE

Un art total

THÉATRE III, TOME 5
DES ŒUVRES COMPLÈTES,

par Federico Garcia Lorca, traduit de l'espagnol par Marcelle Auclair, André Belamich, Claude Couffon et Paul Verdevoye. Ed. Gallimard, 316 pages, 700 fr.

LE tome avant-dernier des Œuvres complètes de Lorca comprend, sous le nom de « Petit Théâtre », *La Jeune Fille, Le Marin et l'Etudiant, Chimère, La Promenade de Buster Keaton* et des pièces plus importantes: *Le Jeu de Don Cristobal, Lorsque cinq ans seront passés, Le Public* et *La Maison de Bernarda Alba. Le Petit Théâtre* date de 1928, *Don Cristobal* et *Lorsque cinq ans* de 1931, *Le Public* de 1929 et *Bernarda Alba* de 1936. Toute la vie de Lorca et tout son art.

Ce théâtre-là, c'est beaucoup plus que du théâtre. Ou, pour mieux dire, c'est un art total où l'on pourrait retrouver, s'il était décomposable, les marionnettes, la toile cubiste, les clowneries verbales de Salvador Dali, la musique, la farce, le folklore andalou, le surréalisme, la chanson populaire, la poésie gitane, l'enfant espagnol de la Fête des Rois et où l'on ne retrouve finalement que Lorca parce qu'il n'est pas possible de lui ouvrir le ventre.

Est-ce donc le théâtre que Lorca avait dans le sang quand, enfant, il jouait au Guignol, quand, en 1923, il montait à Grenade, pour la fête enfantine des Rois, un spectacle de marionnettes dont il avait fait le texte et les décors, Manuel de Falla interprétant au piano des morceaux d'Albeniz et de Ravel ? Est-ce de théâtre que rêvait le fondateur de *La Barraca ?* Jamais le mot *théâtre* n'a paru si terriblement étroit. Nous avons vu notre Antonin Artaud tenter de défoncer la cage et s'y briser le crâne. Lorca souffle sur les parois et elles s'envolent, unique poète du siècle qui soit si rigoureusement, si violemment populaire *et* moderne. Artaud lui eût ressemblé s'il avait pu avaler le moyen âge et le recracher ensuite en fleurs toutes neuves et toutes vivantes. Lorca dit mieux que personne ce qu'il faut dire, à la fin du *Jeu de Don Cristobal:* « Saluons en Don Cristobal l'Andalou, cousin de Bouloulou Galicien et beau-frère de la mère Norica, de Cadix, frère de M. Guignol, de Paris, et oncle de sieur Arlequin, de Bergame, un des personnages grâce auquel se perpétue le vieux génie du théâtre ».

Quel est donc l'âge de Lorca ? Il n'en a aucun. Il n'en a jamais eu. Est-il besoin de dire que, quelle que soit sa mort, elle n'est pas pour nous un terme et comme une fiche de classement, avec sa couleur et son numéro ?

Répétons après Jean Cassou « que la personne et la poésie de Lorca formaient bloc avec la révolution espagnole, révolution tout ensemble politique et spirituelle, et que rien ne peut contredire la signification de sa figure de poète assassiné ».

TRADUCTION

Par la petite porte

UN DIABLE AU PARADIS

par Henry Miller. Ed. Corrêa. 189 pages. 540 francs.

AU cours des tribulations parisiennes que les lecteurs de *Tropique du Cancer* ont connues sous un autre jour, Henry Miller rencontra un personnage étrange, sorte de témoin attardé d'une bohème disparue. Bourgeois ruiné, ce Suisse qui consacrait son intelligence à l'étude de l'astrologie avait, entre toutes ses vocations, surtout celle d'être un éternel pique-assiette. Conrad Téricand appartenait en effet à cette sorte d'hommes qui acceptent qu'on les fasse vivre en vous faisant sentir très vivement l'honneur qu'ils vous font.

→

MONTEZ VOTRE BIBLIOTHÈQUE POUR 250 FRANCS PAR MOIS

La Bibliothèque Mondiale vient de battre un record de prix et de goût : elle vous propose l'envoi de livres célèbres d'auteurs classiques et modernes que vous pouvez choisir pour le prix de 125 francs. D'une présentation raffinée, les ouvrages de la Bibliothèque Mondiale contiennent en outre des préfaces inédites de nos plus grands écrivains actuels et un cahier de l'actualité littéraire.

Ecrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, r. de Berri, PARIS-8e (serv. EX-1). Contre 3 timbres de 15 fr. vous recevrez un ouvrage de 250 pages de cette collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

Après l'avoir nourri de son mieux à Paris, Miller le perdit de vue, naturellement, pendant la guerre. Au lendemain de celle-ci, le sachant sans ressources et tant soit peu compromis, il le fit venir — à ses frais — en Amérique, le logea, le nourrit et naturellement finit par le prendre en grippe. S'en débarrasser fut difficile, Téricand montrant peu de scrupules et moins de goût encore pour reprendre une vie à son compte. Finalement, Miller put le faire rapatrier et Téricand mourut quelques années plus tard, dans un hôpital parisien.

On pourrait croire qu'en écrivant un livre sur une si mince aventure, Henry Miller ait décidé d'abandonner les grands thèmes qui avaient jusqu'à présent nourri son œuvre. De fait, on trouve dans ce récit plus d'humour que de lyrisme et, pour la première fois, une sorte de portrait de chevalet, fort différent des sombres fresques auxquelles on est habitué.

Cependant, on ne se défait pas si facilement de soi-même et, dans la trame, tout ce qui a fait l'essentiel de cette œuvre apparaît clairement. L'opposition, presque métaphysique, entre l'Ancien et le Nouveau Monde, la haine et l'amour de l'Amérique, une autre haine, un autre amour de l'Europe que nous connaissons et entre lesquels Miller a toujours été déchiré, sont exprimés ici à travers les sentiments qu'inspire le pauvre Téricand. Mais quand Miller écrit : *« Je n'ai pas de problèmes, ou alors ils sont d'ordre cosmologique »*, nous retrouvons l'auteur des *Tropiques* et ses démêlés avec l'univers divin qui est le sien.

Il paraît que *Un Diable au Paradis* est le premier *best-seller* de Henry Miller aux Etats-Unis. Cela prouve que le grand public entre parfois par la petite porte.

On vous en parlera : Quoi écrire ?

« Il y a longtemps que je me le dis : je ne suis qu'un écrivain pour gens de lettres. »

Paul LÉAUTAUD
(« Passe-temps »)

PAUL LÉAUTAUD

PAR l'intermédiaire de la radio, la gloire littéraire est venue à Léautaud dans les dernières années de sa vie. Son rire grinçant, ses injustices, ses coups de canne et ses turlupinades lui donnèrent, en quelques semaines, plus d'admirateurs que toute son œuvre n'avait pu le faire, œuvre d'ailleurs assez courte mais qui s'étendait sur une longue vie. Les journaux illustrés firent le reste : la figure de ce clochard des lettres, entouré de ses chats, devint familière à des milliers de gens qui n'avaient jamais entendu parler de Maurice Boissard, ni du Petit Ami, ni de l'Anthologie des poètes d'aujourd'hui. Et qui, d'ailleurs, n'en entendront jamais parler.

Après trois volumes d'un Journal qui a fait peu de bruit, le « Mercure de France » réédite aujourd'hui les Essais — dont il vaut mieux ne rien dire — ainsi que trois pièces un peu plus longues : Le Petit Ami, In Memoriam et Amours. (1)

On connaît le sujet du Petit Ami : Paul Léautaud, jeune homme, raconte Paul Léautaud, enfant. In Memoriam, c'est la mort du père, ou plutôt c'est le récit des sentiments qui animèrent Paul Léautaud en assistant à ce spectacle. Ces deux livres si minces, et Amours, le suivant, nous dévoilent au moins quelques-uns des secrets de leur auteur, secrets qu'il n'avait d'ailleurs jamais cachés.

Le premier est que si Léautaud sait écrire, il n'a jamais su quoi écrire. C'est un écrivain réduit, en quelque sorte, à l'écriture. Rien de ce qui fait une œuvre d'art ne lui est accessible : il est fermé à cette simplicité des grands sentiments à laquelle son modèle, Stendhal, s'est toute sa vie abandonné — sans y perdre son style. Le fait est que Léautaud ne souffre pas seulement d'un manque d'imagination dont il s'accuse avec complaisance : il n'est capable de s'intéresser qu'aux deux objets qui ont suffi à combler son intelligence et sa sensibilité : lui-même et la littérature.

Petites acidités

Car ce cynique, cet insensible, ne l'était que pour une seule raison : quand on passe sa vie à s'attendrir sur soi-même, il ne reste pas le temps de s'émouvoir sur les autres. L'intérêt que Léautaud n'a cessé de se porter à lui-même, et à lui-même exclusivement, a tari ses possibilités de création. Comment construire une œuvre quand on consacre ses loisirs à noter non seulement ses pensées, mais ses mots d'esprit, ses réparties et les petites acidités que vous fait monter aux lèvres le succès des confrères ?

Ecrivains stériles

Cela va d'ailleurs plus loin encore, semble-t-il : même la vie sexuelle de Léautaud est marquée de ce narcissisme. Le récit de ses amours fait seulement penser aux confessions d'un onaniste.

Reste qu'il écrivait bien. A côté du néo-classicisme de Jules Lemaître ou d'Anatole France, des pauvretés prétentieuses d'Henri de Régnier ou de Maeterlink, de la grandiloquence où Barrès s'égarait trop souvent, Léautaud maintenait une tradition stendhalienne bien utile aux lettres françaises. Mais enfin, il n'était pas le seul : Charles-Louis Philippe et Jules Renard, pour ne parler que de ceux-là, l'avaient précédé. Et, sur le bord opposé, Gide publiait, la même année que Léautaud Le Petit Ami, L'Immoraliste qui donnait le départ à une carrière autrement féconde.

En fin de compte, Léautaud fait partie d'une espèce qui n'a rien de rare : celle des écrivains stériles. Ils savent bien comment il faut le dire, mais ils n'ont rien à dire. Ce qu'ils nous offrent n'est pas d'une lecture désagréable, loin de là. Mais il ne s'agit que de gaufrettes : ça croque et ça ne nourrit pas.

(1) Mercure de France.

DÉBUTS

La Commune

LES BARRICADES

par Sylvain Pivot. Ed. du Seuil
220 pages. 500 fr.

L'IDEE d'écrire un livre sur le mouvement des idées sous le Second Empire est très attachante, d'autant plus que c'est un jeune écrivain, M. Sylvain Pivot, qui l'a eue.

Le héros de son roman est un aristocrate de naissance qui va au peuple. Dès 1851, il est en relations avec les milieux révolutionnaires de Lyon, puis il se rend en Italie où il entre dans une société secrète. Il participe à des émeutes à Milan et passe deux ans en prison. Revenu ensuite à Paris, il mène à bien des études de médecine et abandonne son activité anarchiste. Il épouse même la fille d'un industriel connu pour laquelle il brûlera longtemps d'un bel amour émouvant.

Mais il garde ses idées et le sujet du livre, c'est son opposition à l'Empire. Mécontent des résultats de la dictature, il fréquente des gens hostiles au régime. Il fait des conférences, expose ses idées à des amis. En somme, rien de dangereux ni pour lui ni pour l'Empire. Cela le mène quand même à participer à la grande aventure de la Commune et à combattre sur les barricades. Quand les Versaillais l'emportent, il pleure de rage mais, idéale ou non, il verra la République.

Après avoir choisi un pareil sujet, l'auteur aurait pu écrire un livre à la fois historique et romancé. A travers la vie d'un homme, il eût fallu faire l'histoire des idées depuis la chute de Louis-Philippe jusqu'à l'avènement de la IIIe République. Les documents, longuement consultés, auraient fourni le décor et les idées. Au centre, il y aurait eu le héros avec son idéal, ses espoirs et ses passions. M. Pivot pouvait écrire ce genre d'œuvres que les contemporains des événements ne peuvent réussir parce qu'ils manquent du recul nécessaire pour les juger. Malheureusement, il n'a écrit qu'un livre très mince où tout est indiqué et où rien n'est achevé. Finalement, le jeune médecin des *Barricades* ne s'incarne pas devant nos yeux. On ne sait quelle froideur répandue par l'auteur sur son travail l'en empêche. Cette ébauche fait rêver mais ne satisfait pas.

VOYAGES

Le dernier païen

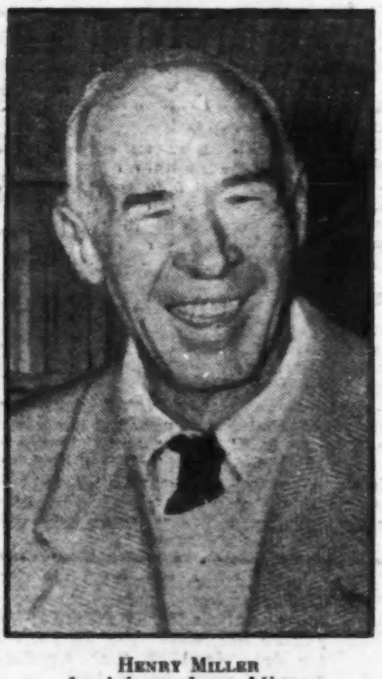
LES IMMÉMORIAUX

par Victor Segalen, Illustrations de Paul Gauguin, 280 pages, Ed. Plon
1.200 francs.

TERU le Récitant n'est pas un Maori comme les autres. Dans sa langue de Tahiti, on l'appelle *Térü a Paraürahi*, c'est-à-dire « Le Chef au grand-Parler ». Sait-on seulement qui est son père ? Est-ce Tévatané, le porte-idoles de la rive Hitia ? Est-ce Véhiatua no Téahupoö, « celui qui batailla dans la presqu'île » ? Ce serait plutôt Tuti à la peau blême, de la race Piritané. Tuti ? C'est-à-dire Cook. Mais qui le sait réellement ?

Térü est celui qui dispose de la Parole, et qui la porte, et qui détient son pouvoir. Dans cette fin du XVIIIe siècle, à Tahiti, la Parole, sans que la bouche le sache ni le veuille, cherche à retenir le glorieux, le magique passé qui déjà s'effrite. Elle rappelle les rites et les fêtes et en cela tente leur maintenance, plus encore leur résurrection. *« L'heure était propice à répéter sans trêve, afin de n'en pas omettre un mot, les beaux parlers originels : où s'enferment, assurent les maîtres, l'éclosion des mondes, la naissance des étoiles, le façonnage des vivants, les ruts et les monstrueux labeurs des dieux Maori. »*

Oui, Térü répète les mots mais sans entrer dans les cosmogonies que les mots portent. Il n'est pas réellement un homme-à-la-mémoire-longue. Il oublie. Et débarquent les blancs, les hommes au Nouveau-Parler. A leur tête frétillent les missionnaires méthodistes, qui ont une Bible à la main, une Bible dans le cœur et une autre Bible dans la tête. Les Européens ne tuent pas avec des armes. Ils tuent avec leur morale, leur Morale, leur MORALE. Et tandis que Térü est enfin rentré dans les « entrailles vertes » de son île, ses frères ont changé leurs noms, leur foi, leurs coutumes. Ils balbutient le Nouveau-Parler. Térü lui-même se laisse glisser : baptisé, européanisé, il est devenu un autre. Et avec lui commence la mort de la race, qui se renie en croyant se sauver, commence l'asphyxie de ce savoir ancien dont on lui a dit qu'il était une ignorance ignoble.



HENRY MILLER
Je n'ai pas de problèmes

Archéologue, médecin et poète, Victor Segalen, mort en 1919, est l'un de ceux qu'on s'acharne aujourd'hui à faire revivre. Il est passé au travers d'un réseau de gloires (Gauguin, Debussy, Claudel) sans en rien recueillir. Presque ignoré hier encore, on le voudrait venger quarante ans après. Mais c'est trop de Ségalen à la fois. *Les Immémoriaux* sont un bon test : comme poème épique et cosmogonie, le livre sent son époque — trop d'éloquence, trop de théâtre dans cette prose qui rappelle Elémir Bourges davantage que Claudel ; comme roman ethnographique, par contre, l'ouvrage est remarquable et sans doute unique. Segalen avait rassemblé, avant d'écrire *Les Immémoriaux* une vaste documentation océanienne. Et c'est peut-être pourquoi il n'a pas réussi une œuvre pleine, vibrante, solide : comment tracer un trait-d'union entre Cook et Gauguin ?

SOCIOLOGIE

L'évasion n'existe pas

LES ANTILLES DÉCOLONISÉES,

par Daniel Guérin.
Introduction par Aimé Césaire.
Editions de « Présence Africaine. »

IL y a deux ans, le sociologue Daniel Guérin a entrepris un voyage d'études dans les Caraïbes. Les Caraïbes désignent les Antilles françaises, anglaises, Haïti et Porto-Rico « protégé » par les U.S.A. Malgré Robinson Crusoe, Saint-John Perse et les récits de voyages, ces pays ont perdu les couleurs de la légende : *« A peine touché le sol des Antilles, dès le premier contact avec l'affreuse lèpre de Pointe-à-Pitre, je me suis vu rappeler*

VIENT DE PARAITRE
PHILIPPE DIOLÉ
Dans le FEZZÂN INCONNU
Un beau volume illustré
ÉDITIONS ALBIN MICHEL
Le dernier "blanc" de la carte d'Afrique...

Dans les kiosques de toutes les grandes gares de Paris et de province
LA NATION SOCIALISTE N° 7
Cahiers du communisme démocratique et national
Directeur politique : Auguste LECŒUR
PIERRE HERVE
MAURICE CLAVEL
M. B. MARQUET
Le n° 150 fr. - C.-remb. 170 fr., 31, r. Beaubourg
Abonnements : 1 an 1.000 fr. - 6 mois 600 fr.
C.C.P. Paris 14.125.51

Demandez
Les Nouvelles de Moscou
en langue française
Tous les MERCREDIS et SAMEDIS
Abonnements :
3 mois : 300 f.
6 mois : 600 f.
12 mois : 1200 f.
C. D. L. P.
142, Bd Diderot - PARIS
C. C. P. 4629.38 PARIS
En vente dans tous les Kiosques 20 F

(pourquoi avais-je voulu l'oublier ?) *que nulle part au monde l'évasion n'est possible. Car, sans doute, nulle part au monde le contraste n'est-il plus accusé que dans les îles entre la bienfaisance de la nature et la malfaisance de la société* »...

Il s'agit, Guérin le rappelle après Michel Lééris (1) d'une société fort complexe où se mêlent les institutions coloniales désuètes, les « gangs » financiers blancs, les traditions religieuses d'Occident et les souvenirs mystiques africains. Or, dans les Antilles françaises du moins, la « départementalisation » n'a pas réglé tous les problèmes : elle les a posés en termes politiques : la « conscience sociale » succède à la « conscience raciale ».

Les Caraïbes ou les Antilles ?

Aimé Césaire dont André Breton a dit qu'il *« manie la langue française comme il n'est pas aujourd'hui un blanc pour la manier »*, discute dans une préface fulgurante certaines suggestions de Guérin : il ne croit point qu'une fédération des Caraïbes soit aujourd'hui possible. N'aurait-elle pas pour conséquence de faire tomber toutes les îles dans la zone d'influence américaine ? C'est qu'il faut analyser les conséquences de la loi de 1946 qui accordait aux habitants des Antilles la nationalité de citoyens français. Désormais, c'est dans un cadre légal que se pose le problème de la revendication sociale et nationale : *« Etonnant renversement de rapports par lequel l'Histoire transforme en ruse la naïveté du colonisé et en naïveté la ruse du colonisateur »*...

Du moins, Césaire salue-t-il dans le livre de Guérin le premier ouvrage qui donne de toutes les îles Caraïbes, « unies par la misère », une vision d'ensemble qui exclut le pittoresque du « journal des voyages ».

(1) *Contact de civilisations en Martinique et en Guadeloupe* UNESCO.

POLITIQUE

Riz et statistiques

LA CHINE EN CASQUETTE
par Fernand Gigon, Del Duca, 300 pages.

C'EST à ses frais — il y insiste pour garantir l'indépendance de ses jugements — que Fernand Gigon a parcouru il y a un an 17 000 kilomètres à travers la Chine. Mais il ne se fait pas d'illusions pour autant : comme pour les hôtes officiels, on a dressé devant lui 17 000 kilomètres de décors, faisant chaque fois surgir, selon l'occasion, le paysan sauvé de la ruine par la collectivisation, le « capitaliste » enchanté du système, l'ouvrière modèle qui s'achète une montre en or, l'étudiant orphelin qui peut quand même poursuivre ses études.

Des statistiques ? Il a vite renoncé à en obtenir de précises. La mentalité chinoise accommode les chiffres selon une logique très particulière et qu'il a renoncé, pour sa part, à comprendre. Le directeur d'un grand magasin de Pékin n'a-t-il pas essayé pendant une heure et demie de lui démontrer comment le chiffre d'affaires de son entreprise avait pu augmenter de 64 % en 1955 par rapport à 1954, bien que le magasin n'ait été ouvert qu'en... septembre 1955 ?

Mais le vrai visage de la Chine, c'est dans la rue, sur les chantiers, le long des fleuves que Fernand Gigon l'a trouvé. Il y a vu le même sourire, la même gentillesse, la même honnêteté, la même propreté, le même espoir aussi que chez les Chinois « modèles ». Mais il y a vu aussi l'immensité de la misère et de la peine chinoises, inimaginable pour des Occidentaux.

Le cauchemar de la faim

Pour longtemps encore, le muscle humain sera moins cher en Chine que le moteur. Il a vu les haleurs du Yang Tsé Kiang tirer à vingt ou trente les péniches de bois de 100 tonnes qui remontent le fleuve, à raison de 25 km par jour et pour moins de 5 000 francs par mois. Il a vu des pièces d'acier de plusieurs centaines de tonnes transportées par bonds de 25 mètres à dos d'hommes, dans un invraisemblable fouillis de cordes et de bambous. Il a vu les dizaines de milliers de coolies qui construisent des digues ou des lignes de chemin de fer avec comme seul outillage un panier d'osier pour transporter la terre et un bout de bois pour la tasser.

Pourquoi les Chinois acceptent-ils docilement l'immense effort que le gouvernement exige d'eux ? Fernand Gigon a trouvé la réponse à cette question dans le fait que les communistes ont réussi pour la première fois à délivrer la Chine du cauchemar de la faim. De tout temps, une mauvaise récolte ou une inondation a signifié la mort de millions de personnes. En 1933, la famine fit quarante millions de morts. 1954 et 1955 furent deux années de crues et de sécheresses : le gouvernement a tenu ses promesses et distribué du riz dans les régions dévastées. Pour les Chinois, c'était un miracle, et qui suffit à justifier leur confiance dans le régime. Si le marxisme leur apporte du riz, le marxisme n'est-il pas bon ?

Maupassant conteur du plaisir

D'ORDINAIRE on n'aime pas les contes, œuvrettes d'imagination juste bonnes à taquiner les nerfs de ceux qui ont le jugement faible et l'attention courte, une pilule de littérature avalée avant même qu'on l'ait goûtée.

Puis l'on ouvre le premier tome des *Contes et Nouvelles* de Maupassant, qui font pour la première fois l'objet d'une édition complète. Et l'on est pris.

Ces récits de quelques pages, cantonnés aux alentours d'une alcôve (le premier volume réunit surtout les contes relatifs à l'amour et aux liaisons), saisissent au plus vif non seulement les événements dont ils traitent, mais l'entière physionomie des héros et celle, aussi, de la société qui les produit.

Spectacle drolatique et désolant! Sur son temps, l'après-guerre de 70, Maupassant avait les vues les plus noires. Il méprisait les classes dirigeantes : « Ce ramassis de beaux messieurs qui batifolent dans les jupes de cette vieille traînée, dévote et bête, qu'on appelle la bonne société. » Quant au peuple, il le nommait « la canaille » et prenait le suffrage universel pour une énorme stupidité.

Ou plutôt, selon son expression favorite, pour une « farce ». Il se distinguait en effet par un goût passionné pour les blagues monumentales et sinistres. Mais, à son avis, aucune n'égalait celles que la vie joue sans cesse aux vivants. Devant tout événement, tragique ou drôle, Maupassant s'exclamait hautement : « Moi, je trouve ça très farce ! »

Et, si l'on veut, ses contes sont chacun l'histoire d'une fantastique farce.

GUY DE MAUPASSANT
Inutilité de vivre

Une farce que des humains se jouent tout d'abord entre eux, poussés par la sensualité, la curiosité, le désir de vengeance, la cupidité, ou n'importe lequel des mobiles qu'on peut, sans crainte d'erreur, leur attribuer. Cette première partie est d'un comique sûr mais un peu guignolesque.

Puis brusquement, au moment où l'on croit le rideau prêt à tomber, le ton change : voici trompeurs et trompés bernés à leur tour, non par un troisième larron mais par un pouvoir irrésistible et supérieur, la fatalité de l'existence. C'est qu'il n'y a rien à tirer de la vie, pour tous la partie est perdue d'avance. Un jour où Maupassant, l'homme du plaisir, livrait le fond de son cœur, c'était à la mort de son ami et maître Gustave Flaubert, il avoue ce qui l'accable : « L'inutilité de vivre, la stérilité de tout effort, la hideuse monotonie des événements et des choses et cet isolement moral dans lequel nous vivons tous. »

Sans chaînes

Cette vision fataliste n'étonne pas chez un homme qui, tout en vomissant la société de son époque, fréquenta, dès qu'il fut célèbre, les meilleurs salons ; qui railla le snobisme et s'empressa d'exhumer un titre de vicomte abandonné par sa famille ; qui allait de femme en femme mais ne voyait en elles que des créatures perfides, rouées, dépourvues d'intelligence et sensuelles — somme toute créées pour plaire.

Maupassant moraliste fait penser à ces hommes qui pestent contre le bâton mais ne peuvent se passer de ses coups.

La cause profonde de son pessimisme fut plus probablement sa maladie : syphilis à forme lente (ses contemporains, médecins compris, s'y trompèrent), qui le conduisit en vingt ans à la paralysie générale. D'une exceptionnelle énergie, Maupassant vécut pas à pas cette descente dans l'horreur. Jusqu'au dernier moment il relevait à mesure les phases d'une dégradation d'autant plus douloureuse qu'elle le frappait en plein essor. Il atteignait la trentaine lorsque, saisi par la célébrité, de modestes bureaucrate il devint un écrivain très riche. C'est presque au même moment qu'apparurent les troubles graves qui devaient conduire à son internement. Et nul doute, s'il lui arriva de penser à son destin, que Maupassant l'impitoyable n'ait trouvé cette tragédie « très farce ».

Au fond de toute vision amère du monde gît un immense goût du bonheur. Ce Maupassant qui disait pis que pendre de la vie adorait la campagne et la nature, dont il fit des portraits frémissants. Il possédait aussi un sens supérieur de l'amour et de la générosité. Dans les rares contes qui ne soient pas satiriques, c'est un pur élan qui emporte le héros par-dessus les préjugés, la morale et les mesquineries. Maupassant aurait aimé qu'il n'y eût pas d'institutions, pas d'obligations entre les êtres : rien que la bonne entente et le goût du plaisir. Il mettait l'amour par-dessus tout. A quoi bon vivre accablé quand la mort est si proche ? Vite, profiter de l'instant. « J'ai peur de la plus petite chaîne, qu'elle vienne d'une idée ou d'une femme. »

Ce pauvre Guy...

Refus d'engagement, incapacité de croire à une évolution, ses contes et nouvelles sont une succession d' « instantanés » qui se déroulent selon un engrenage fatal ; visioin qui préfigure peut-être le monde du grand paralytique.

Ce sont surtout des œuvres d'une sensibilité à vif. Ce « dur » — Taine disait qu'il avait l'air « d'un taureau triste » — était aussi faussement cynique qu'il semblait à tort doué d'une santé d'Hercule. Il ne supportait aucune comédie, aucun de ces faux-semblants dont se nourrissent les individus et les sociétés. « Le moindre défaut de concordance me frappe du premier coup », écrit-il. Il souffrait aussi de ce mensonge, de cette fausse promesse que sont le plus souvent la jeunesse et le bonheur : « Les jours où on se croit heureux », écrit-il à la mort de Flaubert, « ne balancent pas des journées comme celle-là. »

Est-ce à cause de cette détresse d'écorché, de ce farouche besoin de n'être pas dupe que Gustave Flaubert parvint à faire de Maupassant — « ce pauvre Guy, jamais il n'aura de talent » disaient les amis de sa jeunesse — un grand écrivain ?

Sans doute Flaubert — avec qui Maupassant travailla sept ans sans publier une ligne — le poussa-t-il dans la voie qui lui convenait, vers le « regard » ; il lui enjoignit de ne suivre personne, d'ouvrir les yeux sur ce que nul avant lui n'avait encore aperçu.

Et Maupassant écrivit *Boule de Suif*, une dure analyse de la bassesse bourgeoise, puis, en quelques courtes années, cette gigantesque série de contes dont chacun, même les médiocres, est d'un mordant que la littérature ne connaît plus.

Madeleine CHAPSAL.

(Voir, page 28, un conte inédit de Maupassant.)

Ed. Albin Michel.

PRIX FEMINA 1956
François-Régis Bastide
LES ADIEUX
« Ce roman, remarquablement écrit, est à la fois bouleversant et elliptique : clair et sombre, à plusieurs voix »
L'EXPRESS
nrf

LA NEF
REVUE MENSUELLE ILLUSTREE
AU SOMMAIRE DE JANVIER
- Ce que les journalistes parlementaires ne peuvent plus dire à la radio.
- JOLIOT-CURIE : Réflexions sur la valeur de la science.
- DOUDINTZEV : Le roman qui bouleverse l'U.R.S.S.

et

- ARDANT
- CATROUX
- DRUON
- DUVERGER
- HERVE
- IZARD

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Un conte inédit de Maupassant

LE CONDAMNÉ A MORT

Le second volume des « Contes et Nouvelles » de Guy de Maupassant (v. la critique sur le tome I, p. 26) paraîtra d'ici quelques semaines aux Ed. Albin Michel. Ce second volume comprendra plusieurs nouvelles inédites : celle que nous présentons ici a été retrouvée par M. Gérard Delaisement qui vient de consacrer une étude à l'œuvre de Maupassant (chez le même éditeur).

LE vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

En voici un exemple de plus.

Tous les Parisiens, ceux qui rentrent à Paris en cette saison, connaissent ce long chapelet de villes charmantes qui va de Marseille à Gênes. On arrive en ces mignonnes cités en quittant les plages du Nord ; on en part dans les premiers jours d'avril, juste en ce moment ; c'est-à-dire quand elles vont devenir de vrais bouquets, quand toute leur campagne n'est plus qu'un jardin, quand les roses et les orangers fleurissent.

Entre toutes ces résidences, il en est une particulièrement aimée ; mais celle-là est plus qu'une cité, c'est un royaume, un tout petit royaume, il est vrai, un grand-duché de Gérolstein.

Perché sur un rocher fleuri, qui porte sur son dos un paquet de maisons blanches et son palais princier, le minuscule Etat de Monaco obéit à un souverain plus indépendant que le roi Makoko, plus autoritaire que S. M. Guillaume de Prusse, plus cérémonieux que feu Louis XIV de France.

Sans peur des invasions et des révolutions, il règne en paix, avec étiquette, sur son heureux petit peuple, au milieu des cérémonies d'une cour où l'on fait encore la révérence.

Il a son général et ses quatre-vingts soldats, son évêque, son clergé, son introducteur des ambassadeurs, comme M. Grévy, et toute la série des fonctionnaires à titres magnifiques qu'on doit toujours rencontrer autour des souverains absolus et convaincus de leur majesté.

Ce monarque pourtant n'est point sanguinaire ni vindicatif ; et quand il bannit, car il bannit, la mesure est appliquée avec des ménagements infinis.

En faut-il donner des preuves ?

Un joueur obstiné, dans un jour de déveine, insulta le souverain. Il fut expulsé par décret.

Pendant un mois il rôda autour du paradis défendu, craignant le glaive de l'archange, sous la forme du sabre d'un gendarme. Un jour enfin il s'enhardit, franchit la frontière, gagne en trente secondes le cœur du pays, pénètre dans le casino. Mais soudain un fonctionnaire l'arrête :

« *N'êtes-vous pas banni, monsieur ?*

— Oui, monsieur, mais je repars par le premier train.

— *Oh ! en ce cas, fort bien, monsieur, vous pouvez entrer.* »

Et chaque semaine, il revient ; et chaque fois, le même fonctionnaire lui pose la même question à laquelle il répond de la même façon.

La justice peut-elle être plus douce ?

MAIS, une des années dernières, un cas fort grave et tout nouveau se produisit dans le royaume.

Un assassinat eut lieu.

Un homme, un Monégasque, pas un de ces étrangers errants qu'on rencontre par légions sur ces côtes, un mari, dans un moment de colère, tua sa femme.

Oh ! il la tua sans raison, sans prétexte acceptable. L'émotion fut unanime dans toute la principauté.

La Cour suprême se réunit pour juger ce cas exceptionnel (jamais un assassinat n'avait eu lieu), et le misérable fut condamné à mort à l'unanimité.

Le souverain indigné ratifia l'arrêt.

Il ne restait plus qu'à exécuter le criminel. Alors une difficulté surgit. Le pays ne possédait ni bourreau ni guillotine.

Que faire ? Sur l'avis du ministre des Affaires étrangères, le prince entama des négociations avec le gouvernement français pour obtenir le prêt d'un coupeur de têtes avec son appareil.

De longues délibérations eurent lieu au ministère à Paris. On répondit enfin en envoyant la note des frais pour déplacement des bois et du praticien. Le tout montant à seize mille francs.

Sa Majesté monégasque songea que l'opération lui coûterait bien cher ; l'assassin ne valait certes pas ce prix. Seize mille francs pour le cou d'un drôle ! Ah ! mais non.

On adressa alors la demande au gouvernement italien. Un roi, un frère, ne se montrerait pas sans doute si exigeant qu'une République.

Le gouvernement italien envoya un mémoire qui montait à douze mille francs.

Douze mille francs ! Il faudrait prélever un impôt nouveau, un impôt de deux francs par tête d'habitant. Cela suffirait pour amener des troubles inconnus dans l'Etat.

On songea à faire décapiter le gueux par un simple soldat. Mais le général, consulté, répondit en hésitant que ses hommes n'avaient peut-être pas une pratique suffisante de l'arme blanche pour s'acquitter d'une tâche demandant une grande expérience dans le maniement du sabre.

Le prince de Monaco est économe. C'est là son moindre défaut.

Alors le prince convoqua de nouveau la Cour suprême et lui soumit ce cas embarrassant.

On délibéra longtemps, sans découvrir aucun moyen pratique. Enfin le premier président proposa de commuer la peine de mort en celle de prison perpétuelle ; et la mesure fut adoptée.

Mais on ne possédait pas de prison. Il fallut en installer une, et un geôlier fut nommé, qui prit livraison du prisonnier.

Pendant six mois tout alla bien. Le captif dormait tout le jour sur une paillasse dans son réduit, et le gardien en faisait autant sur une chaise devant la porte en regardant passer les voyageurs.

Mais le prince est économe, c'est là son moindre défaut, et il se fait rendre compte des plus petites dépenses accomplies dans son Etat (la liste n'en est pas longue). On lui remit donc la note des frais relatifs à la création de cette fonction nouvelle, à l'entretien de la prison, du prisonnier et du veilleur. Le traitement de ce dernier grevait lourdement le budget du souverain.

Il fit d'abord la grimace ; mais quand il songea que cela pouvait durer toujours (le condamné était jeune), il prévint son ministre de la Justice d'avoir à prendre des mesures pour supprimer cette dépense.

Le ministre consulta le président du tribunal, et tous deux convinrent qu'on supprimerait la charge de geôlier. Le prisonnier, invité à se garder tout seul, ne pourrait manquer de s'évader, ce qui résoudrait la question à la satisfaction de tous.

Le geôlier fut donc rendu à sa famille, et un aide de cuisine du palais resta chargé simplement de porter, matin et soir, la nourriture du coupable. Mais celui-ci ne fit aucune tentative pour reconquérir sa liberté.

OR, un jour, comme on avait négligé de lui fournir ses aliments, on le vit arriver tranquillement pour les réclamer ; et il prit dès lors l'habitude, afin d'éviter une course au cuisinier, de venir aux heures des repas manger avec les gens de service, dont il devint l'ami.

Après le déjeuner, il allait faire un tour, jusqu'à Monte-Carlo. Il entrait parfois au casino risquer cinq francs sur le tapis vert. Quand il avait gagné, il s'offrait un bon dîner dans un hôtel en renom, puis il rentrait dans sa prison dont il fermait avec soin la porte, au-dedans.

Il ne découcha pas une seule fois.

La situation devenait difficile, non pour le condamné, mais pour les juges.

La Cour se réunit de nouveau, et il fut décidé qu'on inviterait le criminel à sortir des Etats de Monaco.

Lorsqu'on lui signifia cet arrêt, il répondit simplement :

« Je vous trouve plaisants. Eh bien ! qu'est-ce que je deviendrai, moi ? Je n'ai pas de moyens d'existence. Je n'ai plus de famille. Que voulez-vous que je fasse ? J'étais condamné à mort. Vous ne m'avez pas exécuté. Je n'ai rien dit. Je fus ensuite condamné à la prison perpétuelle et remis aux mains d'un geôlier. Vous m'avez enlevé mon gardien. Je n'ai rien dit encore.

« Aujourd'hui vous voulez me chasser du pays. Ah ! mais non. Je suis prisonnier, votre prisonnier, jugé et condamné par vous. J'accomplis ma peine fidèlement, je reste ici. »

La Cour suprême fut atterrée. Le prince eut une colère terrible et ordonna de prendre des mesures.

On se remit à délibérer.

Alors il fut décidé qu'on offrirait au coupable une pension de six cents francs pour aller vivre à l'étranger.

Il accepta.

IL a loué un petit enclos à cinq minutes de l'Etat de son ancien souverain, et il vit heureux sur sa terre, cultivant quelques légumes et méprisant les potentats.

Mais la cour de Monaco, instruite un peu tard par cet exemple, s'est décidée à traiter avec le gouvernement français ; maintenant elle nous livre ses condamnés que nous mettons à l'ombre, moyennant une pension modique.

On peut voir, aux archives judiciaires de la principauté, l'arrêt surprenant qui règle la pension du drôle en l'obligeant à sortir du territoire monégasque.

Certifié vrai, S.G.D.G., pour les menus détails.

(10 avril 1883.)

CHAPEAUX

Pourquoi les modistes se suicident-elles ?

SAMEDI soir, dans trois théâtres où les places d'orchestre coûtent 1.100 francs, et dans six des plus grands restaurants parisiens, nous avons enregistré une moyenne de trois chapeaux pour sept têtes nues.

Sur cent femmes qui évoluaient, samedi après-midi, avenue Victor-Hugo, c'est-à-dire dans un quartier où la majorité des passants vit dans une aisance relative, nos enquêteuses ont enregistré quarante-deux têtes nues, quarante-six têtes encadrées d'un foulard, et douze chapeaux.

Dès qu'il pleut ou qu'il vente, les fichus se multiplient. Au marché de la rue de Passy, le matin, on se croirait à Varsovie ou à Kiev.

Les photos que nous en avons prises sont si tristes que nous préférons ne pas les publier. Les montrerait-on que le chœur des modistes indignées clamerait : « Scandale... Attentat au prestige de la mode française... etc. »

Mais que penseraient-elles si les constructeurs de voitures se mettaient à faire des diligences et s'indignaient d'être boudés par le public ? A qui s'adressent ces objets inutiles, irrationnels, incommodes ?

Les femmes ne demandent pas mieux que de porter des chapeaux. Encore faut-il que ceux-ci :

a) soient adaptés aux vêtements qu'elles portent dans la rue ;

b) ne les ridiculisent pas complètement ;

c) les embellissent ou, du moins, ne les enlaidissent pas.

Que leur a-t-on proposé cet hiver ? Des cache-pot, aussi incongrus et incommodes avec un imperméable ou un motor-coat que le seraient des bottines de satin.

Le soir ? le chapeau est une habitude. Qui s'en passe dans la journée arrive tout naturellement à ne plus en mettre le soir et à porter sa tête comme un encensoir si cela lui arrive.

Or les créateurs de chapeaux feront preuve de dynamisme et d'imagination, ou ils périront.

Mais, au premier qui comprendra que si les femmes portent des fichus, ce n'est pas par hasard, mais parce que cela répond à un besoin, au premier qui trouvera une formule moderne de chapeau, adaptée aux vêtements courants et à la vie quotidienne, on peut prédire une belle carrière.

Des millions de têtes l'attendent.

Pas seulement des têtes françaises.

Habiller un sol, un escalier ?
Du classique, du moderne ?
Du linoléum, du bulgomme, du caoutchouc en tapis et dallages, des plastiques divers ?
Consultez :
PARIS-RUBBER
111, rue Lemercier (17e) - MAR. 32-79
Conseils et devis gratuits
PRIX SPECIAUX AUX LECTEURS DE « L'EXPRESS »

A qui s'adressent ces objets ?

Des délégations de fabricants étrangers viennent supplier les modistes françaises de réagir. Un organisme américain va même commanditer une campagne pour relancer *en France* le port du chapeau !

D'ici là, une idée modeste : au lieu de porter n'importe quel foulard avec n'importe quel manteau, ce qui fait toujours un peu « réfugiée », achetez un carré d'un mètre quarante de mousseline de même ton que votre manteau ou qu'un accessoire (mousseline rouge avec des gants rouges par exemple et un manteau noir).

Ourlez, avec un roulotté très fin, ou faites faire un picot, pliez en diagonale, posez sur la tête en formant un revers, croisez sous le menton et nouez derrière, de façon que la pointe soit prise.

La mousseline est chaude ; fine, elle n'engonce pas ; un peu rèche, elle ne glisse pas ; elle se repasse comme un mouchoir.

Et le fichu de mousseline bien assorti au manteau n'a plus l'air d'une « coiffure-accident » mais d'un agréable raffinement.

SOLDES

VOICI les maisons qui soldent cette semaine leurs modèles d'hiver :

Pour les enfants

- BLANCHE NEIGE, 104, boulevard Haussmann (du 8 au 19 janvier).

Pour les hommes

- HOLMES, 22, avenue Victor-Hugo (du 10 au 19 janvier).
- ROBIN, 32, avenue de l'Opéra (du 7 au 21 janvier).
- BARTON, 38, avenue de l'Opéra (du 8 au 31 janvier).
- MONTY, 23, avenue Victor-Hugo.

Pour les femmes

- ANNE ROSEY, 30, rue Tronchet (du 15 au 25 janvier).
- BLANCHE LEDUC, 104, avenue Victor-Hugo (A partir du 10 janvier).
- MARIE-MARTINE, 8, rue de Sèvres (du 8 au 12 janvier).
- SUZANNE TALBOT, 8, avenue Matignon (à partir du 7 janvier).
- JEAN VERAL, 16, avenue de l'Opéra (du 5 au 20 janvier).
- RENÉE, 193, boulevard Saint-Germain.
- RYS, 7, avenue Victor-Hugo (Tissus, du 14 au 19 janvier).
- TISSUS RODIN, 36, Champs-Elysées.
- IRÈNE DE ROCHAMBEAU, 6, rue Royale.
- CASTEL, 98 bis, boulevard Haussmann (à partir du 15 janvier).
- CLAUDE MEREL, 52, avenue Victor-Hugo (tout janvier).

Haute couture

- MADELEINE RICCY, 56, rue de Rennes (tout janvier).
- GIVENCHY, 8, rue Alfred-de-Vigny (tout janvier).
- KOSTIO DE WAR, 45, avenue Marceau (du 7 au 17 janvier).

TRAVAIL

Etrangères au pair

LA formule qui consiste pour les mères de famille à accueillir une jeune fille étrangère pour se faire aider dans leur tâche ménagère se répand de plus en plus.

Deux organismes sont spécialisés dans la recherche de ces aides familiales :

- L'Accueil familial des jeunes étrangères, 1, rue Gozlin, Paris (VIe) (ODE. 92-11).
- L'Alliance française, 101, bd Raspail, Paris (VIe) (LIT. 18-13).

Mais, avant d'accueillir l'une d'entre elles, il faut connaître les règlements qui assurent à ces jeunes filles arrivant en France un maximum de garanties.

Les formalités

Après avoir rempli un questionnaire aussi détaillé que possible, la famille est mise en contact par correspondance avec une jeune étrangère. A son arrivée en France elle entre dans la famille pour un essai de deux semaines. Passé ce délai, les formalités doivent être faites auprès du ministère du Travail.

En effet l'accueil « au pair » est réglementé par un arrêté du 28 novembre 1952. Cet arrêté a mis au point un contrat d' « engagement pour accueil » qui doit obligatoirement être signé par les deux parties. Quand le contrat a reçu le visa du ministère du Travail, la jeune étrangère doit se présenter au commissariat de police et au bureau de la main-d'œuvre pour obtenir son visa et sa carte de stagiaire-aide-familiale.

Le permis de séjour coûte 3 500 francs par an, il est d'usage que la famille d'accueil avance cette somme.

En même temps que le contrat de travail, la jeune fille doit être déclarée à la Sécurité sociale. La cotisation mensuelle concernant une stagiaire aide-familiale est de 988 francs pour les villes de plus de 100 000 habitants.

Ces jeunes étrangères doivent en principe être âgées de 18 ans au moins et de 30 ans au plus.

Le mode de vie

Mais en dehors de ces dispositions légales les personnes employant une étrangère au pair prennent aussi certains engagements moraux vis-à-vis de celle-ci :

- La jeune étrangère n'est pas une domestique, elle doit aider la mère de famille dans ses tâches, mais n'a pas à assumer *les gros travaux* dans une maison.
- Elle doit participer à la vie familiale : les repas ont lieu avec la famille et une chambre correctement meublée lui est dévolue.
- Elle devra disposer de loisirs suffisants pour parfaire sa connaissance du français. Elle a droit à un jour de repos hebdomadaire.
- Enfin il est correct de lui attribuer une certaine somme pour son argent de poche.

Cette solution n'a qu'un défaut, c'est qu'elle est passagère puisque les contrats d'engagement pour accueil sont limités à un an.

RECETTE

Les coques au riz

300 gr. de riz ; 3 litres de coques; 2 cuillers d'huile d'olives; un oignon; une boite de sauce à l'italienne Buitoni ; sel et poivre.

● Laver les coques à grande eau ● Les faire ouvrir (sans eau) à feu vif ● Filtrer l'eau que les crustacés ont rejetée, et la mettre de côté ● Faire chauffer l'huile dans une cocotte et y faire revenir l'oignon finement haché ● Y jeter le riz et le faire blondir ● Mouiller avec l'eau des coques dans laquelle on aura délayé la sauce italienne ● Laisser cuire le riz ● Enlever les coques de leurs coquilles ● Lorsque le riz est cuit, mélanger les coques ● Mettre le tout dans un moule. Bien tasser, puis démouler sur un plat rond. Servir très chaud.

Après les REVEILLONS, soignez votre LIGNE

Régime sain
Né en Suède, le régime lacté au CARRUGAN, libère d'une façon naturelle et inoffensive l'organisme de son poids superflu. Aliment complet, le lait additionné de CARRUGAN permet d'agir à volonté sur votre poids.

Sans jeûner
2 ou 3 verres de lait au CARRUGAN remplacent un jour sur deux les repas habituels. Et si vous n'aimez pas le goût du lait, vous pouvez l'aromatiser à votre gré. Le lait au CARRUGAN est mieux toléré et plus digestible que le lait ordinaire et la redoutable sensation de faim n'apparaît jamais.

3 Kgs par semaine
La perte de poids peut atteindre 3 Kgs la première semaine. La balance deviendra votre amie. L'Obésité fatigue votre cœur et vous vieillit avant l'âge. Votre miroir et vos amis vous confirmeront le magnifique résultat du régime CARRUGAN et vous découvrirez une nouvelle joie de vivre.

A bon compte
En épargnant le prix d'un repas sur 2, CARRUGAN se paie lui-même. Documentez-vous chez votre pharmacien.

La boîte pour une semaine : 600,—. - La double boîte : 990,—.

CARRUGAN

Uniquement en pharmacie.
Vente en gros pr la France : Ets. GOY
23, r Beautreillis Paris IVe
Lic. Rebra Cy. NV Nijmegen

DERNIER CONSEIL: *L'élégance de la chaussure n'est obtenue qu'avec le*
MOJAU
SURNOMMÉ : *Le miracle en tube*
Avec ses 40 teintes, la mode est satisfaite
Création des Laboratoires MAXI

Faites 50 % d'économie sur vos draps avec le "Drap 600"

C'est un drap très fin, très solide et si facile à laver !

DEMANDEZ à voir le sensationnel "Drap 600". Une merveille ! Léger comme une plume (il ne pèse que 700 g) pour un lit de 2 personnes, très fin et aussi solide que la plus belle toile (il est tissé en coton "Longues Fibres") il est si peu encombrant que deux paires tiennent facilement dans la plus petite machine à laver. Quelle facilité et quelle économie dans le blanchissage car il résiste à plus de 300 lavages ! Tout de suite sec, il reste toujours bien lisse et bien net. Chaud et moelleux en hiver, il est frais et léger en été, ce qui est plus reposant. Véritablement, c'est un drap de grand luxe avec tous les avantages de solidité et de prix que vous recherchez. Voyez tout de suite par vous-même ce drap sans pareil chez les meilleurs détaillants et demandez, sans aucun engagement de votre part, une documentation. Vous vous rendrez compte par vous-même de tous les avantages que le "Drap 600" présente pour vous.

GRATUIT : *Afin que je puisse me rendre compte par moi-même de tous les avantages du « Drap 600 Longfibre », veuillez m'envoyer la documentation et un échantillon.*

MON NOM ....

MON ADRESSE ....

Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à la SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LA LYS, *Serv. E. 11, 34, Champs-Élysées, Paris-8°.*

BLANC

Une bonne année

IL s'est vendu l'an dernier en France : onze millions six cent quatre-vingt mille draps confectionnés, et quatre millions cinq cent quatre-vingt-neuf mille torchons, sans compter le linge de toilette (quatre millions huit cent quarante-sept mille pièces) et le linge de table (deux millions sept cent soixante-treize mille unités). Et comme le linge de maison, produit de première nécessité, a la fâcheuse faculté de s'user... il s'en vendra tout autant cette année, et la majeure partie en janvier.

Ce qu'il faut savoir pour bien acheter

● Pendant l'exposition de blanc, la concurrence étant très âpre, les grands magasins et les maisons spécialisées font de réels efforts pour gagner ou conserver une clientèle difficile et qui en veut pour son argent. La quantité d'articles vendus leur permet de se réserver une marge bénéficiaire restreinte.

● Les détaillants ayant fait des achats massifs en vue de cette exposition ont pu obtenir de leurs fabricants des prix particulièrement tirés, ces derniers se rattrapant également sur la qualité.

● A qualité égale, les prix sont sensiblement les mêmes partout. Mais telle maison peut être mieux placée pour le linge pur fil de lin, alors qu'une autre portera tous ses efforts sur le coton longues fibres.

● Pour juger soi-même des qualités d'une toile, et pour pouvoir en comparer plusieurs, un compte-fils est nécessaire. Plus la trame est serrée, plus la toile est de bonne qualité.

Lin, coton, ou métis

● LE LIN, dont la renommée n'est plus à faire, reste, en dépit des modes successives, la matière première par excellence pour le très beau linge de maison.

Solide, agréable au toucher, ne laissant pas de peluches, la toile de lin n'offre comme inconvénients que d'être plus chère que les autres textiles, et peut-être d'être plus facilement froissable.

● LE COTON, importé en France sous forme de balles venues des U.S.A., du Soudan, ou d'Egypte, est souvent re-exporté sous forme de produits manufacturés.

Actuellement, toutes transactions ayant cessé avec l'Egypte depuis quatre mois, le coton égyptien de très belle qualité (longues fibres) tend à être remplacé par celui en provenance des U.S.A.

Le coton se teint et s'imprime admirablement bien. Il offre l'avantage d'être de 30 % moins cher que le lin, mais est moins agréable au toucher, et laisse des peluches sur les objets essuyés ; c'est ce qui explique pourquoi 98 % du linge de toilette se fabrique en coton, alors que 58 % seulement des torchons sont tissés dans cette fibre.

● LE MÉTIS est un mélange de lin et de coton, dont le prix et la qualité dépendent de la plus ou moins grande quantité de lin qui entre dans sa composition. Extrêmement solide, la toile métisse se froisse moins que la toile pur fil de lin. Elle coûte environ le même prix pour un drap que le coton léger, mais offre l'inconvénient de peser plus lourd, ce qui peut gêner les utilisateurs de machines à laver.

Les labels

Ont été créés pour offrir un maximum de garanties aux acheteurs. Les plus répandus sont :

● L'étiquette « Fleur bleue lin » qui assure que l'article est 100 % pur fil de lin, et confectionné avec des fils sélectionnés et de premier choix (cela explique pourquoi tous les articles pur fil de lin ne portent pas forcément l'étiquette fleur bleue). L'étiquette « Fleur bleue métis » garantit que l'objet est tramé lin sur chaîne coton.

● Le contrôle « Qualtiss » assure la solidité des coloris, la résistance à l'usure, et le retrait minimum au lavage des articles portant cette étiquette. Ces derniers étant considérés quette.

● Le label « Longfibres » donne la garantie de la qualité du coton utilisé pour le tissage.

● La véritable popeline d'Alsace offre également une garantie à la fois de

ESSAIS

La chemise de coton TINICO

JUSQU'A présent, seules les chemises en tissus de fibres synthétiques pouvaient être lavées puis portées sans repassage. Ces tissus ont leurs avantages et leurs inconvénients. Tous les hommes les connaissent, nous en avons souvent parlé.

Mais depuis quelques mois, différents traitements ont été appliqués aux tissus de coton pour leur donner les mêmes qualités. Cet été, les jupes de coton plissées ont été lancées. Mme Express en avait fait l'essai pour vous. Elles n'étaient pas au point.

Cette semaine, nous avons mis à l'essai une chemise d'homme en coton TINICO. Voici le résultat de nos expériences :

● EMPLOI : Une chemise blanche, portée, a été l vée à l'eau presque chaude.

Le col et les poignets ont été brossés avec une brosse douce. Rincée ensuite à grande eau, la chemise a été suspendue toute mouillée sur un cintre en plastique. Les baleines de col remises en place, le col ainsi que les poignets bien étirés.

Une fois sèche, la chemise n'avait indiscutablement besoin d'aucun repassage, le col et les poignets étaient parfaitement nets.

A noter : suivant les instructions, nous nous sommes bien gardées de frotter ou de tordre le tissu.

Après cinq lavages, la popeline n'avait absolument pas jauni.

● REMARQUES : Ce nouveau traitement du coton semble parfaitement satisfaisant à première vue. Théoriquement, une chemise Tinico doit supporter 100 lavages. Nous n'avons pas poussé l'expérience jusque là.

Il est dommage que la coupe du col laisse un peu à désirer. A cause de ce détail, nous ne la notons que 16/20. Son prix : 1.990 frs. (En vente au Printemps.)

POUR VOUS MONSIEUR

CHEMISE popeline unie. Col tenant baleiné. Poignets droits 1 bouton. **695**

CHEMISE popeline d'Alsace unie "Irrétrex". Col tenant baleiné. Poignets Mousquetaire. **1.190**

CHEMISE popeline de nylon 100 %, teintes unies. Col tenant. Poignets droits 2 boutons. **2.490**

PYJAMA popeline grand teint, col ouvert. Passepoil. Pantalon ceinture cordelière. **1.490**

PYJAMA popeline unie. Col transformable. Veste 3 poches et ceinture. Pantalon ceinture élastique. **1.750**

au printemps

MAGASIN "BRUMMELL" 1er étage (55)

UNE PAGE EN BLANC

PAS CHER

DANS l'ensemble, le « blanc » est cette année à des prix très étudiés. Cependant, certains articles nous ont paru particulièrement réussis par rapport à leur prix. Par exemple :

● Des services de table en toile de coton tissée un peu lâche, de tons turquoise ou rose foncé, importés de Belgique, comprenant une nappe de 150×240 cm et douze serviettes : 2 400 francs. (Galeries Lafayette.)

● Des torchons métis imprimés de fleurs, l'un : 295 francs. (Galeries Lafayette.)

● Des blouses de ménage sans manches, en coton de toutes teintes imprimé de gros pois blancs : 895 francs. (Au Printemps.)

● Des draps de lit en pur fil de lin, ourlet jours Venise, label Fleur bleue, dimensions 240×340 : 5 500 francs. (Au Bon Marché.)

● Un ensemble de bains en tissu éponge tissé de tulipes de tons pastels. Serviette de toilette : 750 francs. Gant de toilette : 95 francs. Drap de bain : 2 150 francs. Peignoir de bain : 5 900 francs. (Bazar de l'Hôtel de Ville.)

● UNE BONNE IDEE : Des tapis de salle de bains en coton moelleux lavable découpés de manière à encadrer les appareils sanitaires. 2.550 frs. Everwear Candlewick en vente aux Galeries Lafayette.

Pour la douche écossaise (Au Printemps).

solidité et de grand teint aux objets portant ce label fort connu.

Le crédit

Des maisons spécialisées (Dralux, Linvosges, etc.) et les grands magasins consentent un crédit variant de six mois à un an suivant l'importance de l'achat effectué.

Le premier versement demandé est en général de l'ordre du quart comptant.

Le crédit est accordé à partir d'un achat de 25 000 francs. Les frais varient de 1 à 3 %. Certaines maisons font des arrangements spéciaux à leur clientèle habituelle.

La mode

● Le linge de couleur, surtout s'il est de ton pastel.

● Le drap blanc à retour imprimé, assorti aux taies d'oreiller. Pratique parce que facile à jumeler avec un drap blanc uni que l'on possède déjà.

● Le drap de coton léger, blanc ou de ton pastel, qui ne pèse que 975 g, facile à laver à la maison.

● Le tissu éponge de couleur, beaucoup plus joli que le blanc.

● Les torchons amusants, qui s'ornent de bordures fantaisie, imprimés de fleurs, légumes, fruits, poissons, quand ils ne sont pas dessinés par Jean Effel ou Dubout.

● Les nappes très gaies, en voile de coton imprimé grand teint (de Paule Marrot), et les nappes de mousseline brodée très « habillées » (de Delphine Chabault) ont définitivement détrôné la classique nappe blanche damassée.

Vu à Paris :

● Des serviettes éponge de couleurs pastels de très belle qualité, brodées du monogramme ou du nom de la personne qui doit s'en servir, l'une 2 200 francs. (*La Ville du Puy.*)

● Du voile de coton ayant subi un traitement spécial le rendant infroissable, dans lequel on peut confectionner des voilages qui sèchent très rapidement et n'ont pas besoin d'être repassés. Voile T.S. Tibline, le mètre en 180 cm : 780 francs (*B.H.V.*).

● Des torchons importés d'Irlande joliment imprimés « les figures du jeu de cartes », l'un : 450 francs. (*Bazar de l'Hôtel de Ville.*)

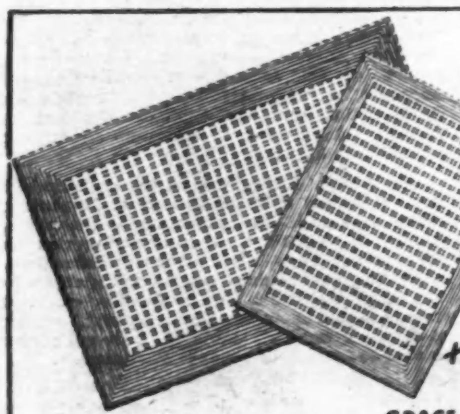
● Des serviettes éponge de petites dimensions (40×60) spéciales pour invités, l'une : 330 francs. (*Grande Maison de Blanc.*)

● Une parure de lit en coton léger grand teint de tons pastels comprenant deux draps et deux taies portefeuille. Lit d'une personne : 4 690 francs. Lit de deux personnes : 6 990 francs. (*Au Printemps.*)

● Des draps américains en coton léger blanc ou tons pastels vendus sous housse de matière plastique à fermeture à glissière pour lit de deux personnes, l'un : 2.950 francs. (*Galeries Lafayette.*)

● Un service de table en toile de coton unie crème, la nappe et les serviettes sont garnies de larges bandes satinées de trois tons pastels. Le service six couverts : 3 500 francs. (*Galeries Lafayette.*)

● Une parure de lit en coton américain à fines rayures tissées roses et blanches ou bleues et blanches, ourlet bourdon. L'ensemble deux draps et quatre taies pour lit de deux personnes : 8 750 francs. (*Au Louvre.*)



OUI MADAME C'est LE VÉRITABLE

Everwear Candlewick

LAVABLE GRACE A LUX

FABRICATION FRANÇAISE

Exigez la Vignette tissée au dos de chaque tapis

+ de confort pour la toilette et le bain

GRACE AUX FAMEUX PETITS

TAPIS DE BAIN CANDLEWICK

CRÉÉS PAR

Everwear Candlewick

TOUT COTON MOELLEUX ABSORBANT LAVABLE GRAND TEINT

74x48 1.490 f.

100x70 2.990 f.

SE FAIT EN TOUS COLORIS

AU BLANC

EN DÉMONSTRATION au Printemps

Delphine CHABAULT

Paris, 2, r. de Phalsbourg-17e - Mac. 35-84

Bordeaux, 1, pl. du Chapelet - Tél.48.40.32

BLANC

LINGE DE TABLE - LINGE DE MAISON

DRAPS - CHEMISES DE NUIT

Jean-Jacques Vercors

vous propose

LE PRÊT A PORTER DE GRANDE CLASSE

Présentation dans ses salons

de la collection Printemps-Été 1957

● Des robes en popeline de coton unie et imprimée, modèles créés pour la vente au détail

245, RUE ST-HONORÉ (près place Vendôme) - OPE 21-41

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

5 JANVIER.

POURQUOI m'en défendrais-je ? La lettre que m'adresse Hubert Juin ce mois-ci, dans la revue « Esprit », m'est allée au cœur. Qu'il le sache : j'avais besoin, en cette fin d'année, d'entendre précisément ces paroles-là, pour en oublier d'autres. Nous faisons le brave sous les insultes : il en est pourtant qui nous atteignent plus que nous ne le laissons voir, celles, par exemple, qui donnent à notre engagement des raisons basses ou ignobles. Hubert Juin ne rabaisse pas les miennes. Il s'étonne seulement de ma solitude et que ma voix lui parvienne de si loin, à lui qui doit avoir, j'imagine, vingt-cinq ou trente ans. Une génération nous sépare, celle de Malraux, dont il avoue que le silence le scandalise : « Que dire de l'homme qui démissionne ? », demande-t-il.

Malraux seul pourrait valablement répondre. Mais pourquoi parler de démission ? Il me semble, cher Hubert Juin, quel que soit le talent d'un homme ou son génie, qu'il ne lui appartient pas de vous donner ce qu'il ne possède plus. Le jeune Malraux était communiste. Fut-il jamais orthodoxe ? J'en doute beaucoup. Quel solitaire il était, qu'il me paraissait autonome, le garçon éblouissant qui venait me voir quelquefois, dans les années 20 ! Il est difficile de démêler, chez un adolescent de cette race — et le peut-il lui-même ? — ce qui est conviction idéologique, et ce qui est souci de son propre destin et du personnage qu'il compose avec ses passions et avec ses lectures.

Si Malraux avait été tué en Espagne, il eût été le martyr d'une autre cause que la foi marxiste. Il vous aura tout de même donné cet exemple, avant d'aller se battre en première ligne contre l'Allemagne nazie. Au retour, son action ne lui a plus ressemblé. Entre ce qu'il faisait et ce qu'il est, il y a eu désormais cet écart que rien ne peut plus combler, sinon son œuvre, et vous n'avez qu'à lire. L'homme qui a écrit « La Condition humaine » a pour son compte répondu.

Que pourrait-il vous dire d'autre que ce qu'il vous dit, lui qui ne croit pas que notre destin ait un prolongement métaphysique ? Vous ne le croyez pas non plus ; pourtant, tous les grands morts que vous invoquez : Bloy, Péguy, Bernanos, Mounier, je note que ce sont des chrétiens. Et moi vers qui vous vous tournez maintenant, j'en suis un aussi. N'est-ce pas qu'à votre insu la position de ces aînés, à l'égard des problèmes temporels, ne vous frappe que parce qu'elle est liée à une foi et à une espérance qui dépassent l'humain ? Peut-être ce qu'ils ont dit ou fait dans l'ordre politique ou social vous séduit moins que ce témoignage que chacun d'eux a pu se rendre à lui-même devant la mort, le témoignage de Newman : « Je n'ai jamais péché contre la lumière ».

★

VOUS nommez aussi, et j'en ai été frappé, Drieu La Rochelle. J'attache comme vous beaucoup d'importance à l'exemple de Drieu. Entre toutes les victimes de notre atroce Histoire, il est un de ceux sur lesquels ma pensée revient le plus souvent. C'est que je l'ai connu, ce charmant Drieu, et que j'ai été attentif à son histoire, jusqu'à sa fin sinistre. Mais vous, pourquoi vous retient-il ? C'est, j'imagine, que le jeune Drieu qui refuse le marxisme, comme il repousse l'exigence chrétienne, se replie sur sa terre, sur sa race, en prend la mesure et juge que son Histoire est finie. Reconnaissons qu'en 1918, au lendemain d'une grande victoire, ce dandy amer fut, par bien des côtés, singulièrement lucide.

Et pourtant, il s'est trompé. Il manquait à son regard ce pouvoir de transfiguration que possédaient un Péguy, un Bernanos quand ils considéraient leur peuple.

Douter de la France, c'est douter de l'homme : ce fut, pour Drieu, consentir aux valeurs inhumaines de l'Allemagne nazie. Il s'agit pour vous, dans ce déclin où nous nous débattons, il s'agit de demeurer fidèle aux valeurs que la France incarne et de tout faire pour que la France elle-même y demeure fidèle. Dans ce combat, étroitement lié pour le chrétien à sa vocation spirituelle, nous nous rejoignons tous.

Autour de qui ? Autour de quoi ? me demanderez-vous. Vous me parlez de ma rencontre avec Barrès. Que de fois, à votre âge, nous répétions-nous l'invocation finale de « Sous l'œil des Barbares » : « Toi seul, ô maître, si tu existes quelque part, axiome, religion ou prince des hommes ! ». Votre appel marque le moment d'une exigence commune à toutes les jeunesses. Mais la ressentir au sein d'une nation encore puissante et unie comme l'était la France de 1910, ou dans une nation qui se défait, comme c'est votre destin, je vous accorde qu'il y a loin d'un état à l'autre et qu'il vous faut une autre sorte de courage et qu'il est dur de se battre dans la nuit.

★

7 JANVIER

NOUS avons beau tout craindre d'eux, nous nous faisons toujours de ceux qui nous gouvernent une trop flatteuse idée. De même que nous n'avions pas cru qu'ils aient pu se lancer dans l'aventure de Suez sans avoir une carte dans leur manche, nous n'avons pas un seul instant imaginé qu'ils se laisseraient acculer à l'échéance de l'O. N. U. « Quoi qu'il advienne, répétions-nous, tout devra être réglé à la fin de l'année. »

La boutade que Barrès met dans la bouche d'un personnage des « Déracinés » : « En politique, c'est dangereux de regarder plus avant que six mois », était une maxime à l'usage des politiciens de la Belle Epoque, alors que notre empire florissait, que nous étions les banquiers du monde et que le drame se déroulait à l'intérieur, entre crabes. Mais que, dans un temps où l'édifice croule par pans entiers, ces hommes n'aient pas saisi les occasions qui s'offraient au printemps, qu'ils aient gratuitement gâché et perdu les autres, qu'ils aient continué à ne pas regarder au-delà de six mois, ni même de trois mois, ni même de la semaine en cours, durant cette année où notre Histoire ne s'accélérait que parce que notre chute se précipitait, hélas ! il ne nous reste plus après cela qu'à répéter avec la Sainte Ecriture, et avec Bossuet, que « les bras en tombent au peuple de douleur et d'étonnement ».

Mais non, ce n'est pas vrai et je ne vois tomber les bras à personne. Ce qui devrait surprendre le plus M. Guy Mollet lorsqu'il se considère dans la glace de son cabinet à Matignon, c'est de s'y voir encore. A Paris, le Parlement approuve, la rue se tait et, dans l'indifférence de la nation, seuls des généraux s'agitent, ce qui ouvre devant l'esprit des perspectives dont on détourne honteusement son regard.

En vérité, toutes les issues sembleraient barrées devant notre espérance, si l'espérance n'était comme la foi, comme toutes les vertus, affaire de volonté. Rien n'est perdu, rien ne sera perdu, nous répétons-nous sombrement, cependant que les deux communautés algériennes qu'il s'agissait de réconcilier en sont venues, après une année de traitement Lacoste, à ce paroxysme de haine et de peur qui risque à chaque instant de susciter l'irréparable.

★

8 JANVIER.

AU moment où j'écris, les intentions de déclaration de M. le président du Conseil ne sont pas encore devenues cette déclaration d'intentions dont il va, je le crains, paver notre enfer.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

P. S. — Je ne puis répondre à tous les messages de confiance et d'amitié qui me sont venus ces jours-ci. J'exprime à mes correspondants l'expression émue de ma gratitude.

demandez pour **essai gratuit** ces

6 chefs d'œuvre

sur microsillon 33 t. 1/3 "haute fidélité" et si l'essai vous satisfait, gardez-les pour seulement :

750 fr. les 6

BACH Toccata en fa, A. Schreiner, orgue
CHOPIN Fantaisie Impromptu, R. Goldsand, pianiste
BERLIOZ Carnaval Romain, Orch. Philharmonique Néerland. Dir. : W. Goehr
MOZART Symphonie n° 39 en mi bémol. Orch. Philharmonique Néerland. Dir. : Otto Ackermann
VIVALDI Concerto en ut pour 2 trompettes, Sevenstern, Hausdoerfer, solistes, Orch. Philharmonique Néerlandais. Direction : Otto Ackermann
BEETHOVEN Sonate n° 24 en fa dièse "A Thérèse", Grant Johannesen, piano

Voulez-vous tenter cette passionnante expérience? Lorsque vous recevrez les 6 grands enregistrements microsillon (qu'il vous suffit de nous demander pour audition gracieuse en remplissant simplement le bon ci-dessous), placez-les sur votre tourne-disques, réglez le son au volume désiré, installez-vous confortablement et puis... ÉCOUTEZ ATTENTIVEMENT.

Ensuite, quand vous en aurez fini avec nos enregistrements, prenez dans votre discothèque *n'importe quel autre microsillon* et répétez l'expérience. Nous disons bien: n'importe quel autre, *quelqu'en soit le prix*, et comparez ! C'est votre oreille qui doit juger : remarquez combien nos enregistrements sont *vivants*, notez "la haute fidélité" totale du son (courbe de réponse de 50 à 15.000 périodes), l'absence de tout bruit de surface. Fermez les yeux... vous pourrez presque sentir la présence des artistes dans la pièce.

aucun engagement

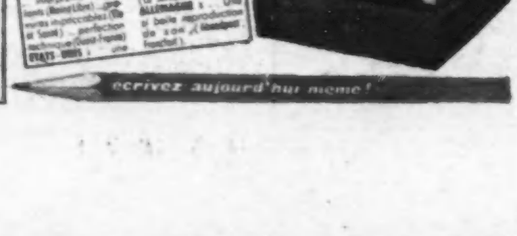
Vous avez le droit de nous renvoyer, si vous le désirez, 3 jours après réception et sans rien nous devoir, les 6 enregistrements que nous vous aurons adressés, mais nous sommes sûrs que les ayant entendus, vous voudrez les conserver en réglant l'indemnité forfaitaire (et dérisoire !) de 750 frs que nous demandons - *non pour chaque enregistrement mais pour leur ensemble* - un prix qui ne couvre même pas nos frais matériels ! Nous vous fournirons en outre une documentation sur les avantages et le vaste programme musical de la Guilde. Vous pourrez ainsi vous constituer à peu de frais, *sans aucun engagement*, et au fur et à mesure de vos disponibilités, la discothèque de grande musique dont vous rêvez depuis si longtemps.

écrivez aujourd'hui même

Mais un conseil: envoyez-nous *tout de suite* le bon ci-dessous. Car nous ne sommes pas sûrs de pouvoir satisfaire toutes les demandes; elles seront donc servies par ordre de réception et à raison d'une seule par personne. Ne risquez donc pas d'arriver trop tard !

Adressez les bons de commande à la
GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE, 222, rue de Rivoli, PARIS
Mais vous pouvez aussi nous rendre visite à
PARIS : 222, r. de Rivoli - 4, r. de Vienne - 49, r. Trévise
LILLE : 9, pl. de Béthune • LYON : 23, pl. des Terreaux
STRASBOURG : 52, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons.

★ Il vous suffit d'avoir un tourne-disques ou un électrophone 3 vitesses et si vous n'en avez pas encore, demandez-nous avec droit de retour le sensationnel Électrophone de la Guilde à 15.500 fr., et avec ...

BON D'AUDITION GRACIEUSE
Guilde Internationale du Disque, 222, rue de Rivoli, Paris.
Veuillez m'envoyer :
☐ les 6 chefs-d'œuvre sur microsillon. S'ils me plaisent je vous réglerai 750 fr. Sinon je vous les renverrai dans les 3 jours sans autre engagement. Ci-joint 90 fr. (frais d'envoi) en timbres ou tout autre mode d'envoi
☐ votre électrophone avec les 6 enregistrements. Ci-joint : 15.500 fr. + 500 fr. de frais d'envoi soit 16.000 fr. par ☐ chèque ☐ chèque postal à l'/CCP 7.128-06 Paris ☐ mandat-lettre.
Cocher formule et mode de règlement choisis ☒
NOM
ADRESSE

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE